



RAPPORT ANNUEL 2021

Bâtir un avenir durable

À propos



TC Transcontinental est un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et le premier imprimeur au Canada. La Société est également le plus important groupe canadien d'édition pédagogique de langue française. Depuis plus de 45 ans, TC Transcontinental a comme mission de créer des produits et services de qualité permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. L'engagement de TC Transcontinental auprès de ses parties prenantes est d'agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte environ 8 000 employés, dont la majorité sont en poste au Canada, aux États-Unis et en Amérique latine. Ses revenus ont été de plus de 2,6 milliards de dollars canadiens pour l'exercice financier clos le 31 octobre 2021. Pour plus d'information, veuillez visiter le site web de TC Transcontinental au www.tc.tc

Table des matières

- 1 Faits saillants financiers
- 2 Message de la présidente du conseil
- 4 Responsabilité sociale en action
- 5 Rapport de gestion
- 35 États financiers consolidés et notes afférentes
- 100 Information aux actionnaires
- 103 Information sur la Société

2,6 G\$

Revenus pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 dont 69 % dans des segments en croissance

315,3 M\$

Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles pour l'exercice clos le 31 octobre 2021



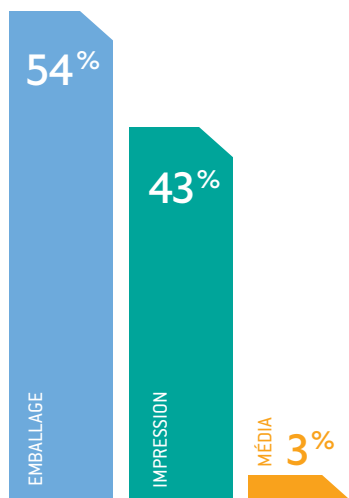
Cotes de crédit de première qualité

DBRS : BBB (bas), stable

S&P : BBB-, stable

au 31 octobre 2021

Répartition de nos revenus consolidés¹ de l'exercice 2021



tc • EMBALLAGES TRANSCONTINENTAL

Un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord

Environ 3900 employés

Réseau de 28 usines d'emballage

Vaste gamme de produits de plastique souple, y compris des pellicules en rouleaux, des sacs et sachets, des films et des sacs thermorétractables, et des revêtements spécialisés.

tc • IMPRIMERIES TRANSCONTINENTAL

Premier imprimeur au Canada

Environ 3700 employés

Réseau de 13 usines d'impression

Offre de services intégrée pour les détaillants, les éditeurs et les annonceurs, incluant des services d'impression, de prémédia et de distribution.

tc • MEDIA

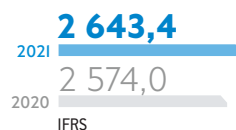
Le plus important groupe d'édition pédagogique de langue française au Canada et le leader de l'information stratégique dans le domaine de la construction au Québec.

Plus de 200 employés

Faits saillants financiers

REVENUS

(en millions de dollars)



RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AVANT AMORTISSEMENT

(en millions de dollars)



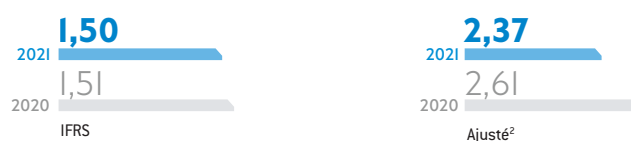
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

(en millions de dollars)



RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ PAR ACTION

(en dollars)

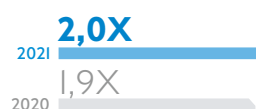


FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

(en millions de dollars)



RATIO D'ENDETTEMENT NET²



¹ Excluant les éliminations intersectorielles.

² Mesure non conforme aux IFRS. Une description complète des données financières non conformes aux IFRS et un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS sont présentés dans le Rapport de gestion de ce rapport annuel à la page 6.

Message de la présidente du conseil

Que de grandes choses encore une fois accomplies cette année chez TC Transcontinental. J'en suis des plus heureuses et j'ai plus que jamais confiance en nos capacités de bâtisseurs, de voir loin, d'agir dans un esprit de pérennité. Le thème du rapport annuel 2021, *Bâtir un avenir durable*, est le reflet de ce qui me motive, nous motive et nous rassemble chaque jour autour de cet avenir commun.



Ensemble, en 2021, nous avons desservi nos fidèles clients et en avons accueilli de nouveaux avec enthousiasme, tenu nos engagements en matière de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), réalisé nombre de projets porteurs dans nos trois secteurs, brillé sur la place publique en remportant plusieurs prix convoités et élargi nos horizons en acquérant de nouvelles entreprises complémentaires. Tous ces succès me rendent d'autant plus fière, car la pandémie qui perdure a aussi amené son lot de défis.

Le développement durable est ancré dans notre ADN, comme le fait que nous soyons des bâtisseurs depuis la fondation de TC Transcontinental. En juin dernier, nous avons diffusé notre *Rapport d'étape de responsabilité sociale de l'entreprise 2020*, lié à notre Plan triennal 2019-2021 de RSE *Agir ensemble*. Nos réalisations sont soutenues par une solide gouvernance et supervision des objectifs RSE de la Société par notre conseil d'administration et son comité de gouvernance et de responsabilité sociale. Alors que nous préparons notre plan 2022-2025, le fruit de notre récente consultation auprès de nos parties prenantes nous aidera à actualiser notre matrice de matérialité ainsi qu'à mettre l'accent sur les actions à plus grande portée.

Notre exceptionnelle histoire entrepreneuriale a souvent pris racine dans l'innovation. Nous l'avons fait avec l'économie circulaire du papier où nos efforts ont contribué à son implantation. Aujourd'hui, notre gamme de produits durables, nos avancées en recherche et développement – comme l'ouverture en septembre de notre Centre ASTRA, au Wisconsin, spécialisé dans la R&D et l'innovation –, notre participation aux discussions au sein de notre industrie nous amènent au cœur de l'économie circulaire du plastique. Le Groupe d'action plastiques circulaires (GAPC), dont nous sommes un membre fondateur, vise la mise en place d'une économie circulaire pour les plastiques au Québec et au Canada.

En outre, nous avons continué de renforcer notre présence dans tous nos marchés. Nous continuons d'agir dans une optique de croissance à long terme. Deux récentes acquisitions, une au Canada, BGI Retail Inc., dans le créneau des solutions marketing sur le lieu de vente, et l'autre, aux États-Unis, H.S. Crocker, dans le secteur de l'emballage, illustrent bien nos ambitions.

Sur le plan de notre engagement envers les communautés, là aussi je suis fière que nous ayons su innover. Rapidement, TC Transcontinental a répondu à l'appel lancé aux entreprises par le gouvernement du Québec de soutenir le réseau de la santé dans sa campagne de vaccination contre la COVID-19. En collaboration avec Énergir, nous avons ouvert cet été, dans nos locaux dans l'est de Montréal, un centre de vaccination supervisée pour la population locale, pour nos employés et leur famille. Près de 30 000 citoyens y ont été vaccinés. Fidèles à notre habitude, nous avons aussi répondu à l'appel de la campagne de financement de Centraide à hauteur de 404 000 \$.

Nous avons également décidé d'élargir cette année notre programme de diversité et d'inclusion, qui me tient particulièrement à cœur, en y ajoutant les diversités ethniques et LGBTQ+. Je me réjouis du lancement du comité *True Colors*, dirigé par un groupe de nos employés, visant à créer un espace inclusif et sûr pour les membres de la communauté LGBTQ+.

Quelle fierté aussi à l'égard des prix remportés, notamment l'Or dans la catégorie Développement durable au concours des Prix d'excellence de l'Association de l'emballage souple (FPA) et celui de *Innovation en matière de développement durable* dans le cadre du concours Sustainability Excellence Award 2021 de la Flexographic Technical Association (FTA) pour notre film thermorétractable *Integritite™* fait de plastique recyclé postconsommation. Encore une fois nous avons pris les devants, et notre industrie a salué notre travail.

Sans conteste, l'avenir nous inspire à l'aube du changement à la haute direction de TC Transcontinental, avec le départ à la retraite de François Olivier et l'arrivée de Peter Brues. L'engagement et la résilience de nos employés, la fidélité de nos clients, la qualité de notre gestion, l'innovation dans nos produits, nos valeurs fortes ainsi que notre solide position financière sont des gages de grandes réussites à venir.

La présidence



François
Olivier

Nous devons beaucoup à François Olivier, après 28 ans au sein de TC Transcontinental, dont les 13 dernières à la présidence. Gestionnaire émérite, visionnaire, homme d'équipe qui a su voir grand, il laisse derrière lui un héritage solide qu'il avait planifié avec conviction et courage. Je tiens à saluer sa contribution exceptionnelle à la Société et à souligner sa carrière remarquable parsemée de nombreuses réalisations stratégiques et significatives.

Peter Brues, pour sa part, connaît bien TC Transcontinental en tant que membre de notre conseil d'administration depuis 2018. Sa vaste expérience en affaires, son expertise du domaine manufacturier, et plus particulièrement du secteur de l'emballage, sa pensée stratégique ainsi que son leadership sont des atouts considérables pour la poursuite de l'évolution de notre société. Il a toute ma confiance et ma reconnaissance d'avoir accepté de relever ce défi.

En terminant, je remercie toutes les personnes, tant dans nos établissements que dans nos équipes de gestion, de leur engagement et de leur soutien. La qualité de leur travail nous mène chaque jour vers les plus hauts sommets. Mes remerciements s'adressent également aux membres du conseil d'administration. Leur expertise et leurs judicieux conseils nous assurent d'une gouvernance solide, d'autant plus que la majorité des membres du conseil sont indépendants et que tous les membres des différents comités du conseil le sont aussi. Je remercie finalement nos actionnaires de leur confiance et de leur loyauté.

Nous rêvons toutes et tous d'un avenir durable, et c'est ensemble que nous allons le bâtir.

La présidente du conseil,

Isabelle Marcoux

Le 10 décembre 2021

« Après 28 années au sein de TC Transcontinental, je lègue avec confiance et fierté une entreprise solide, performante et responsable, qui bénéficie d'une excellente posture pour poursuivre son évolution et sa vision stratégique. Je tiens particulièrement à exprimer ma reconnaissance envers les employés qui, grâce à leur engagement exceptionnel et leurs efforts assidus, favorisent chaque jour le succès de TC Transcontinental. Ce fut un privilège d'en assurer la présidence et je tiens à remercier chaleureusement les clients, les actionnaires, le conseil d'administration, ainsi que la famille Marcoux pour leur confiance au cours de toutes ces années. »

Départ à la retraite le 9 décembre 2021.



Peter
Brues

« Je suis heureux de m'impliquer plus profondément dans une organisation en plein essor à l'échelle mondiale et qui jouit d'une excellente réputation. Je souhaite remercier le conseil d'administration pour la confiance témoignée à mon égard et j'anticipe avec enthousiasme ma collaboration avec l'équipe de direction afin d'assurer la continuité du succès de TC Transcontinental et la création de valeur durable pour les actionnaires. »

Président et chef de la direction depuis le 10 décembre 2021.

Responsabilité sociale en action

Bâtir une économie circulaire du plastique, un emballage à la fois



Depuis nos débuts il y a plus de 45 ans, nous faisons preuve de leadership en matière de responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) et nous agissons de manière responsable dans la poursuite de nos activités. Notre vision à long terme continue de nous guider dans la mise en œuvre de nos objectifs de croissance du secteur de l'emballage, alors que nous sommes déterminés à être un acteur de premier plan dans la création d'une véritable économie circulaire du plastique.

L'emballage plastique souple que nous produisons joue un rôle essentiel : il réduit la consommation de ressources en offrant un excellent ratio produit/emballage, il protège le produit et facilite son transport, en plus de prolonger considérablement sa durée de conservation sur les étagères, s'avérant ainsi être une des solutions clés afin de réduire le gaspillage alimentaire. Des efforts supplémentaires sont cependant nécessaires de la part de tous pour s'assurer que les emballages plastiques soient efficacement gérés au terme de leur cycle de vie. Nous travaillons activement à accélérer cette transition et nous faisons partie de la solution.

TC Transcontinental partage la vision de la Fondation Ellen MacArthur, selon laquelle le plastique ne devrait jamais devenir un déchet. En ce sens, nous sommes fiers d'être devenus le premier manufacturier canadien à joindre l'Engagement mondial de la nouvelle économie des plastiques en mars 2019. En tant que fabricant d'emballages et recycleur de plastiques souples, notre position privilégiée tout au long de la chaîne de valeur nous permet d'œuvrer à ce que nos emballages ne soient pas uniquement recyclables et compostables en théorie, mais aussi récupérés puis recyclés et compostés en pratique. Afin de respecter nos engagements, nous avons élaboré une approche en trois volets, qui s'articule autour de projets concrets et porteurs tels que ceux présentés ci-contre.

Innover pour concevoir des produits recyclables ou compostables

vieVERTE®

Nos investissements importants et nos nombreux projets de recherche et développement nous permettent de bonifier de façon continue notre portefeuille de produits durables vieVERTE®, qui englobe notre gamme de produits compostables, recyclables et faits de contenu recyclé postconsommation. Ces produits innovent en répondant aux besoins de nos marchés et en conservant tous les avantages d'un emballage souple, notamment les barrières, la durabilité, la performance, la stabilité sur les étagères et l'attrait visuel, tout en proposant une solution de fin de vie responsable. Nous progressons vers notre objectif, soit que 100 % de nos emballages plastiques soient réutilisables, recyclables ou compostables d'ici 2025.

Collaborer avec les acteurs de l'industrie pour augmenter les taux de recyclage et de compostage des plastiques souples



TC Transcontinental est l'un des membres fondateurs du Groupe d'action plastiques circulaires (GAPC), une initiative souhaitant apporter des solutions concrètes aux défis de l'industrie du recyclage au Québec et au Canada. À la suite de l'achèvement de la première phase de son projet, le GAPC a publié en septembre 2021 un livre blanc, qui présente des occasions d'améliorations au sein de la chaîne de valeur du plastique. Certaines d'entre elles seront mises en application au sein de projets pilotes développés dans la deuxième phase du GAPC commençant en 2022.

Promouvoir l'utilisation de contenu recyclé postconsommation



Il est essentiel de créer de nouveaux marchés locaux et stables pour les plastiques en fin de vie afin d'encourager leur circularité. Lancé en février 2020, notre groupe Recyclage transforme des plastiques souples récupérés en granules de plastique recyclé, qui sont par la suite réintroduits dans nos produits d'emballage souple. Cette stratégie d'intégration verticale nous donne une longueur d'avance dans le développement de produits d'emballage fabriqués avec du contenu recyclé postconsommation et nous assurera à terme d'un approvisionnement stable en résine recyclée de qualité.

TC Emballages Transcontinental a ouvert à l'automne 2021 son Centre ASTRA dédié à l'Art, la Science et la Technologie pour la Recherche et ses Applications, situé à Menasha, dans le Wisconsin. Ce centre est au cœur de nos activités pour stimuler la croissance et l'innovation et être le partenaire de solutions durables pour nos clients.

Rapport de gestion

RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021

Le présent rapport de gestion a pour objectif d'aider le lecteur à mieux comprendre les activités, la stratégie de développement et les perspectives d'avenir de Transcontinental inc., notre façon de gérer les risques, ainsi que d'analyser les résultats et la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2021. Il devrait être lu de concert avec les informations contenues dans les états financiers consolidés annuels et les notes afférentes. De l'information additionnelle relative à la Société, y compris son Rapport annuel et sa Notice annuelle, peut également être obtenue sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le cadre du présent document, à moins d'indication contraire, l'information financière présentée a été préparée selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et le terme « dollar » ainsi que le symbole « \$ » désigne des dollars canadiens.

De plus, dans ce présent rapport de gestion, nous utilisons aussi certaines données financières non conformes aux IFRS, pour lesquelles une définition complète est présentée ci-dessous et pour lesquelles un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS est présenté dans le tableau #2, à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » et à la note 3, « Information sectorielle », des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2021. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

À moins d'indications contraires, toutes les données comparatives portant sur les résultats qui sont présentées pour le quatrième trimestre de 2021 (période de 14 semaines close le 31 octobre 2021) sont comparées aux données du quatrième trimestre de 2020 (période de 13 semaines close le 25 octobre 2020) et toutes les données comparatives portant sur les résultats qui sont présentées pour l'exercice 2021 en entier (période de 53 semaines close le 31 octobre 2021) sont comparées aux données de l'exercice de 2020 en entier (période de 52 semaines close le 25 octobre 2020).

Termes utilisés	Définitions
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs.
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté	Résultat opérationnel avant amortissement ajusté divisé par les revenus.
Résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains), l'amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises et la dépréciation d'actifs.
Marge du résultat opérationnel ajusté	Résultat opérationnel ajusté divisé par les revenus.
Impôts sur le résultat ajusté	Impôts sur le résultat excluant les impôts portant sur, les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actifs, l'amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises ainsi que l'ajustement sur les impôts additionnels dans d'autres juridictions découlant d'un exercice antérieur, et l'incidence fiscale d'une réorganisation interne.
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société, excluant les frais de restructuration et autres coûts (gains), l'amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises, la dépréciation d'actifs, déduction faite des impôts sur le résultat y afférents ainsi que l'ajustement sur les impôts additionnels dans d'autres juridictions découlant d'un exercice antérieur et l'incidence fiscale d'une réorganisation interne.
Endettement net	Somme de la dette à long terme, de la portion courante de la dette à long terme, des obligations locatives et de la portion courante des obligations locatives, déduction faite de la trésorerie.
Ratio d'endettement net	Endettement net divisé par le résultat opérationnel avant amortissement ajusté des 12 derniers mois.

Finalement, afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « TC Transcontinental », « Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales et coentreprises.

MISE EN GARDE AU SUJET DES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats énoncés prospectifs comprennent notamment des énoncés relatifs à nos objectifs à moyen terme, nos perspectives, nos stratégies pour atteindre ces objectifs, de même que des énoncés relatifs à nos opinions, projets, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « hypothèses », « plan », « stratégie », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « chercher », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du futur et du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables, visent à dénoter des énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent aussi comprendre des observations concernant les résultats financiers prévisionnels et les perspectives quant à ses activités et les économies où elle opère. La performance future de la Société pourrait également être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors de son contrôle ou de sa volonté. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le présent *Rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2021* et dans la plus récente Notice annuelle.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, ni de regroupements d'entreprises, ni de fusions ou acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date du 9 décembre 2021.

Ces énoncés prospectifs sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières en matière d'exonération.

Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 9 décembre 2021. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

PROFIL DE TC TRANSCONTINENTAL

TC Transcontinental est un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et le plus important imprimeur au Canada. La Société est également le plus important groupe canadien d'édition pédagogique de langue française. Depuis plus de 45 ans, TC Transcontinental a comme mission de créer des produits et services de qualité permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur clientèle cible.

Le respect, le travail d'équipe, la performance et l'innovation sont les valeurs fortes de la Société et de ses employés. L'engagement de TC Transcontinental auprès de ses parties prenantes est d'agir de manière responsable dans la poursuite de ses activités d'affaires.

Transcontinental inc. (TSX : TCL.A TCL.B), connue sous la marque TC Transcontinental, compte environ 8000 employés, dont la majorité sont en poste au Canada, aux États-Unis et en Amérique latine. Ses revenus ont été de plus de 2,6 milliards de dollars canadiens pour l'exercice clos le 31 octobre 2021. Pour plus d'information, veuillez visiter le site web de TC Transcontinental au www.tc.tc.

Le secteur de l'emballage

TC Emballages Transcontinental, le secteur de l'emballage de TC Transcontinental, se positionne comme un chef de file en emballage souple avec des activités principalement aux États-Unis, ainsi qu'au Canada, au Guatemala, au Mexique, en Équateur, au Royaume-Uni, en Nouvelle-Zélande et en Chine, avec environ 3900 employés. Sa plateforme comprend un atelier de prémédia et 28 usines de production qui se spécialisent dans le recyclage, l'extrusion, l'impression, le laminage et la transformation. TC Emballages Transcontinental offre une vaste gamme de produits de plastique souple, y compris des pellicules en rouleaux, des sacs et sachets, des films et sacs thermorétractables, et des revêtements spécialisés, desservant des marchés variés, notamment ceux des produits laitiers, du café, de la viande et de la volaille, de la nourriture pour animaux, de l'agriculture, des boissons, des produits pour la maison et les soins personnels, des produits industriels et des produits de consommation et médicaux.

Le secteur de l'impression

TC Imprimeries Transcontinental, le secteur de l'impression de TC Transcontinental, est le premier imprimeur au Canada et l'un des plus importants en Amérique du Nord. Ce secteur compte environ 3700 employés et dispose d'un réseau de 13 usines à la fine pointe de la technologie. TC Imprimeries Transcontinental propose une offre de services intégrée pour les détaillants, incluant les services de prémédia, l'impression de circulaires et de produits marketing sur le lieu de vente, et la distribution de porte en porte par l'entremise du Publisac au Québec et de Targeo, un service pancanadien de courtage en distribution. Ce secteur offre aussi une gamme de solutions d'impression novatrices en matière de journaux, de magazines, de livres en couleurs et de produits marketing personnalisés et de masse.

Le secteur des médias

TC Média emploie environ 200 personnes réunies au sein de TC Média Livres et de Groupe Constructo. TC Média Livres est le groupe d'édition pédagogique de langue française le plus important au Canada en plus d'être un éditeur grand public, le leader dans le marché du parascolaire au Québec et le plus important diffuseur d'ouvrages spécialisés en langue française au Canada. Pour sa part, Groupe Constructo est le leader de l'information stratégique dans le domaine de la construction au Québec en plus d'être un partenaire de CGI inc. dans l'exploitation du système électronique d'appels d'offres du Québec (SEAO).

FAITS SAILLANTS

Tableau #1 :

(en millions de dollars, sauf les données par action)	T4-2021	T4-2020	Variation en %	Exercice 2021	Exercice 2020	Variation en %
Revenus ⁽¹⁾	775,8 \$	655,7 \$	18,3 %	2 643,4 \$	2 574,0 \$	2,7 %
Résultat opérationnel avant amortissement	133,2	134,9	(1,3)	441,5	458,0	(3,6)
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽²⁾	140,5	146,8	(4,3)	454,9	499,4	(8,9)
Résultat opérationnel	80,5	81,2	(0,9)	233,8	241,4	(3,1)
Résultat opérationnel ajusté ⁽²⁾	104,9	110,1	(4,7)	313,5	352,8	(11,1)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	39,2	51,3	(23,6)	130,6	131,7	(0,8)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action	0,45	0,59	(23,7)	1,50	1,51	(0,7)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté ⁽²⁾	70,6	72,4	(2,5)	206,4	227,0	(9,1)
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté par action ⁽²⁾	0,81	0,84	(3,6)	2,37	2,61	(9,2)

(1) Les revenus ci-dessus incluent 56,5 millions \$ d'effet de la semaine additionnelle pour le quatrième trimestre de 2021, comparativement aux 13 semaines du quatrième trimestre de 2020.

(2) Veuillez consulter tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

Note: Les résultats ci-dessus incluent 3,7 millions \$ en Subvention salariale d'urgence du Canada pour le quatrième trimestre de 2021 comparativement à 14,5 millions pour le quatrième trimestre de 2020, ainsi que 29,5 millions pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 comparativement à 58,5 millions pour l'exercice clos le 25 octobre 2020.

- Hausse des revenus et solide profitabilité dans les secteurs de l'emballage et de l'impression pour le trimestre.
- Revenus de 775,8 millions \$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2021; résultat opérationnel de 80,5 millions \$; et résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de 39,2 millions \$ (0,45 \$ par action).
- Résultat opérationnel avant amortissement ajusté de 140,5 millions \$ pour le trimestre clos le 31 octobre 2021; résultat opérationnel ajusté de 104,9 millions \$; et résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté de 70,6 millions \$ (0,81 \$ par action).
- Investissements importants au Wisconsin, aux États-Unis dans des laboratoires de recherche et développement équipés de technologies de pointe, afin de stimuler la croissance et l'innovation et d'optimiser la création de solutions durables pour la clientèle.
- Acquisition de H.S. Crocker le 1^{er} novembre 2021, bonifiant le portefeuille de solutions d'emballage dans le secteur alimentaire et l'expertise pharmaceutique et médicale dans l'offre de produits de revêtements spécialisés.
- Retraite de François Olivier le 9 décembre 2021 et entrée en fonction de Peter Brues comme président et chef de la direction à compter du 10 décembre 2021.

PRÉAMBULE - IMPACT COVID-19

Dès le début du mois de mars 2020, la Société a déployé activement un plan de gestion de crise et de communication à l'échelle de l'entreprise qui a permis d'assurer la sécurité des employés tout en assurant la continuité des services pour nos clients. Depuis, la Société surveille étroitement l'évolution de la pandémie de la COVID-19 et les recommandations des gouvernements et agit rapidement en adaptant ses mesures de sécurité au besoin.

Malgré les progrès de la campagne de vaccination, la pandémie continue de perturber plusieurs secteurs de l'économie mondiale. Dans le secteur de l'emballage, qui représente plus de la moitié des revenus de la Société, la grande majorité des opérations soutiennent la chaîne d'approvisionnement pour les détaillants alimentaires et de produits de consommation courante, un secteur qui continue d'être en forte demande. Dans le secteur de l'impression, l'impact négatif sur les revenus demeure, bien qu'une reprise graduelle du volume se poursuive.

SEMAINE ADDITIONNELLE À L'EXERCICE 2021

Environ tous les six ans, notre exercice financier comporte 53 semaines et le quatrième trimestre, 14 semaines, comme c'est le cas pour l'exercice 2021. Par conséquent, les résultats du quatrième trimestre et de l'exercice de 2021 comportent une semaine additionnelle.

RAPPROCHEMENT DES DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

(non auditées)

Les données financières ont été préparées en conformité avec les IFRS. Cependant, les données financières utilisées, soit le résultat opérationnel avant amortissement ajusté, la marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté, le résultat opérationnel ajusté, la marge du résultat opérationnel ajusté, les impôts sur le résultat ajusté, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté par action, l'endettement net et le ratio d'endettement net, pour lesquelles un rapprochement est présenté au tableau ci-après, ne sont pas définies par les IFRS et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. Nous sommes d'avis qu'un grand nombre de nos lecteurs analysent la performance financière des activités de la Société en fonction de ces données financières non conformes aux IFRS, puisqu'elles peuvent faciliter la comparaison entre les périodes. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux IFRS. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.

La Société est également d'avis que ces mesures sont des indicateurs utiles de la performance de ses opérations et de sa capacité à faire face à ses obligations financières. Par ailleurs, la direction utilise également certaines de ces données financières non conformes aux IFRS pour évaluer la performance de ses activités et de ses gestionnaires.

Tableau #2:

Rapprochement du résultat opérationnel - Quatrième trimestre et exercice

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	31 octobre 2021	25 octobre 2020	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Résultat opérationnel	80,5 \$	81,2 \$	233,8 \$	241,4 \$
Frais de restructuration et autres coûts	6,6	11,9	12,7	41,4
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises ⁽¹⁾	17,1	17,0	66,3	70,0
Dépréciation d'actifs	0,7	—	0,7	—
Résultat opérationnel ajusté	104,9 \$	110,1 \$	313,5 \$	352,8 \$
Amortissement ⁽²⁾	35,6	36,7	141,4	146,6
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	140,5 \$	146,8 \$	454,9 \$	499,4 \$

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(2) L'amortissement présenté exclut celui des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises.

Rapprochement du résultat opérationnel - Quatrième trimestre et exercice pour le secteur de l'emballage

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	31 octobre 2021	25 octobre 2020	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Résultat opérationnel	19,7 \$	23,1 \$	64,4 \$	85,2 \$
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	3,9	(0,2)	0,9	(0,2)
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises ⁽¹⁾	15,0	15,8	60,0	65,1
Dépréciation d'actifs	0,4	—	0,4	—
Résultat opérationnel ajusté	39,0 \$	38,7 \$	125,7 \$	150,1 \$
Amortissement ⁽²⁾	18,9	19,3	73,8	77,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	57,9 \$	58,0 \$	199,5 \$	227,5 \$

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(2) L'amortissement présenté exclut celui des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises.

Rapprochement du résultat opérationnel - Quatrième trimestre et exercice pour le secteur de l'impression

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	31 octobre 2021	25 octobre 2020	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Résultat opérationnel	62,8 \$	52,2 \$	197,7 \$	173,6 \$
Frais de restructuration et autres coûts	1,5	11,4	8,1	32,1
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises ⁽¹⁾	2,0	1,2	6,1	4,8
Dépréciation d'actifs	0,3	—	0,3	—
Résultat opérationnel ajusté	66,6 \$	64,8 \$	212,2 \$	210,5 \$
Amortissement ⁽²⁾	14,5	14,7	57,4	58,2
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	81,1 \$	79,5 \$	269,6 \$	268,7 \$

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(2) L'amortissement présenté exclut celui des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises.

Rapprochement du résultat opérationnel - Quatrième trimestre et exercice pour le secteur autres

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	31 octobre 2021	25 octobre 2020	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Résultat opérationnel	(2,0) \$	5,9 \$	(28,3) \$	(17,4) \$
Frais de restructuration et autres coûts	1,2	0,7	3,7	9,5
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises ⁽¹⁾	0,1	—	0,2	0,1
Résultat opérationnel ajusté	(0,7) \$	6,6 \$	(24,4) \$	(7,8) \$
Amortissement ⁽²⁾	2,2	2,7	10,2	11,0
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	1,5 \$	9,3 \$	(14,2) \$	3,2 \$

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(2) L'amortissement présenté exclut celui des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises.

Rapprochement du résultat opérationnel - Huit derniers trimestres

(en millions de dollars)	2021				2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultat opérationnel	80,5 \$	50,2 \$	55,9 \$	47,2 \$	81,2 \$	75,3 \$	44,1 \$	40,8 \$
Frais de restructuration et autres coûts	6,6	0,8	0,5	4,8	11,9	9,2	7,0	13,3
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises ⁽¹⁾	17,1	16,4	16,2	16,6	17,0	17,6	17,4	18,0
Dépréciation d'actifs	0,7	—	—	—	—	—	—	—
Résultat opérationnel ajusté	104,9 \$	67,4 \$	72,6 \$	68,6 \$	110,1 \$	102,1 \$	68,5 \$	72,1 \$
Amortissement ⁽²⁾	35,6	34,3	34,4	37,1	36,7	37,2	35,8	36,9
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	140,5 \$	101,7 \$	107,0 \$	105,7 \$	146,8 \$	139,3 \$	104,3 \$	109,0 \$

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(2) L'amortissement présenté exclut celui des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises.

Rapprochement du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société - Quatrième trimestre

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois clos le	
	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	39,2 \$	51,3 \$
Frais de restructuration et autres coûts	6,6	11,9
Impôt sur frais de restructuration et autres coûts	(1,4)	(3,7)
Amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises ⁽¹⁾	17,1	17,0
Impôt sur amortissement des immobilisations incorporelles issues des regroupements d'entreprises	(1,8)	(4,1)
Dépréciation d'actifs	0,7	—
Impôt sur dépréciation d'actifs	(0,2)	—
Ajustement sur les impôts additionnels dans d'autres juridictions	(0,3)	—
Incidence fiscale d'une réorganisation ⁽²⁾	10,7	—
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	70,6 \$	72,4 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action	0,45 \$	0,59 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté par action	0,81 \$	0,84 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	87,0	87,0

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(2) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société a effectué une réorganisation interne qui a généré une dépense d'impôt différée de 10,7 millions de dollars.

Rapprochement du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société - Cumulatif

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Exercice clos le	
	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	130,6 \$	131,7 \$
Frais de restructuration et autres coûts	12,7	41,4
Impôt sur frais de restructuration et autres coûts	(3,7)	(10,7)
Incidence fiscale de la disposition	—	11,7
Amortissement des immobilisations incorporelles issues des regroupements d'entreprises ⁽¹⁾	66,3	70,0
Impôt sur amortissement des immobilisations incorporelles issues des regroupements d'entreprises	(13,7)	(17,1)
Dépréciation d'actifs	0,7	—
Impôt sur dépréciation d'actifs	(0,2)	—
Ajustement sur les impôts additionnels dans d'autres juridictions	3,0	—
Incidence fiscale d'une réorganisation ⁽²⁾	10,7	—
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	206,4 \$	227,0 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action	1,50 \$	1,51 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté par action	2,37 \$	2,61 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	87,0	87,1

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(2) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société a effectué une réorganisation interne qui a généré une dépense d'impôt différée de 10,7 millions de dollars.

Rapprochement du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société - Huit derniers trimestres

(en millions de dollars, sauf les données par action)	2021				2020			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	39,2 \$	28,1 \$	35,6 \$	27,7 \$	51,3 \$	48,3 \$	25,7 \$	6,4 \$
Frais de restructuration et autres coûts	6,6	0,8	0,5	4,8	11,9	9,2	7,0	13,3
Impôt sur frais de restructuration et autres coûts	(1,4)	(0,4)	(0,6)	(1,3)	(3,7)	(2,6)	(2,2)	(2,2)
Incidence fiscale de la disposition	—	—	—	—	—	—	—	11,7
Amortissement des immobilisations incorporelles issues des regroupements d'entreprises ⁽¹⁾	17,1	16,4	16,2	16,6	17,0	17,6	17,4	18,0
Impôt sur amortissement des immobilisations incorporelles issues des regroupements d'entreprises	(1,8)	(4,0)	(3,9)	(4,0)	(4,1)	(4,3)	(4,3)	(4,4)
Dépréciation d'actifs	0,7	—	—	—	—	—	—	—
Impôt sur dépréciation d'actifs	(0,2)	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement sur les impôts additionnels dans d'autres juridictions	(0,3)	3,3	—	—	—	—	—	—
Incidence fiscale d'une réorganisation ⁽²⁾	10,7	—	—	—	—	—	—	—
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté	70,6 \$	44,2 \$	47,8 \$	43,8 \$	72,4 \$	68,2 \$	43,6 \$	42,8 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action	0,45 \$	0,32 \$	0,41 \$	0,32 \$	0,59 \$	0,55 \$	0,30 \$	0,07 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté par action	0,81 \$	0,51 \$	0,55 \$	0,50 \$	0,84 \$	0,78 \$	0,50 \$	0,49 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	87,0	87,0	87,0	87,0	87,0	87,0	87,0	87,3

(1) Les immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises incluent les relations avec nos clients, nos marques de commerce et nos ententes de non-concurrence.

(2) Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société a effectué une réorganisation interne qui a généré une dépense d'impôt différée de 10,7 millions de dollars.

Rapprochement de l'endettement net

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Dettes à long terme	778,2 \$	790,4 \$
Portion courante de la dette à long terme	187,3	229,7
Obligations locatives	137,3	132,0
Portion courante des obligations locatives	23,1	22,8
Trésorerie	(231,1)	(241,0)
Endettement net	894,8 \$	933,9 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté (12 derniers mois)	454,9 \$	499,4 \$
Ratio d'endettement net	2,0 x	1,9 x

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - CUMULATIF

Revenus

Les revenus ont augmenté de 69,4 millions \$, soit de 2,7 %, passant de 2 574,0 millions au cours de l'exercice 2020 à 2 643,4 millions pour la même période en 2021. Cette hausse s'explique principalement par l'effet de l'augmentation des prix de la résine dans le secteur de l'emballage, l'effet de la 53^e semaine sur la Société, des acquisitions dans le marketing sur le lieu de vente dans le secteur de l'impression et de la hausse des volumes dans le secteur de l'emballage. Cette augmentation a été partiellement contrebalancée par la variation défavorable qu'a eu le taux de change sur les résultats, ainsi que par la disposition de nos activités d'emballage papier en janvier 2020. Une analyse plus approfondie des revenus est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - cumulatif ».

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont augmenté de 113,9 millions \$ au cours de l'exercice 2021, soit de 5,5 %, comparativement à la même période en 2020. Cette augmentation provient de la hausse des coûts de la matière première, surtout de celle des prix de la résine, de la diminution de la Subvention salariale d'urgence du Canada, ainsi que de la hausse des volumes dans le secteur de l'emballage. Le tout a été partiellement contrebalancé par la vente des activités d'emballage papier en 2020 et des mesures prises par la Société pour réduire les coûts et améliorer son efficacité opérationnelle.

Les frais de restructuration et autres coûts ont diminué de 28,7 millions \$, passant d'une charge de 41,4 millions au cours de l'exercice 2020 à une charge de 12,7 millions pour la même période en 2021. Cet effet favorable est principalement lié à la baisse des coûts de réduction d'effectifs au sein du secteur de l'impression, par les coûts engendrés par la vente des activités d'emballage papier au premier trimestre de 2020, et à une réduction des coûts liés à la pandémie de la COVID-19.

L'amortissement a baissé de 8,9 millions \$, passant de 216,6 millions au cours de l'exercice 2020 à 207,7 millions pour la même période en 2021. Cette baisse s'explique majoritairement par l'effet de la variation du taux de change, ainsi que par l'effet de la disposition des activités d'emballage papier en 2020.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a diminué de 7,6 millions \$, soit de 3,1 %, passant de 241,4 millions au cours de l'exercice 2020 à 233,8 millions pour la même période en 2021. La baisse du résultat opérationnel s'explique majoritairement par l'effet défavorable temporaire de l'augmentation des prix de la résine, suivis de la diminution de la Subvention salariale d'urgence du Canada, de la variation défavorable du taux de change et de l'augmentation de la charge en lien avec la rémunération à base d'actions. Le tout a été partiellement contrebalancé par la baisse des frais de restructuration et autres coûts, l'augmentation des volumes dans le secteur de l'emballage et par les initiatives d'efficacité opérationnelle au sein de chaque secteur.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 39,3 millions \$, soit de 11,1 %, passant de 352,8 millions au cours de l'exercice 2020 à 313,5 millions pour la même période en 2021. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - cumulatif ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont diminué de 4,1 millions \$, passant de 46,4 millions au cours de l'exercice 2020 à 42,3 millions pour la même période en 2021. Cette variation favorable s'explique principalement par la diminution de l'endettement net.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont diminué de 2,2 millions \$, passant de 63,2 millions au cours de l'exercice 2020 à 61,0 millions pour la même période en 2021. Cette baisse est principalement expliquée par la baisse du résultat opérationnel, et la répartition géographique de celui-ci.

Les impôts sur le résultat ajusté ont diminué, passant de 79,3 millions au cours de l'exercice 2020, soit un taux d'imposition effectif de 25,3%, à 64,9 millions pour la même période en 2021, ou un taux d'imposition effectif de 23,9%. Cette baisse de la charge d'impôts s'explique par la diminution du taux d'imposition en raison de la répartition géographique des revenus et à la diminution du résultat opérationnel avant impôts ajusté.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a diminué de 1,1 million \$, soit de 0,8 %, passant de 131,7 millions au cours de l'exercice 2020 à 130,6 millions pour la même période en 2021. Cette baisse est principalement due à la diminution du résultat opérationnel causée par les facteurs mentionnés ci-haut, partiellement contrebalancée par la diminution des frais financiers nets et des impôts sur le résultat. Par action, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société est passé de 1,51 \$ à 1,50 \$, respectivement, en raison des éléments précités.

En ce qui a trait au résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté, il a baissé de 20,6 millions \$, soit de 9,1 %, passant de 227,0 millions au cours de l'exercice 2020 à 206,4 millions pour la même période en 2021, majoritairement en raison de la baisse du résultat opérationnel ajusté, partiellement contrebalancé par la baisse des impôts sur le résultat ajusté, et par la baisse des frais financiers nets. Par action, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté est passé de 2,61 \$ à 2,37 \$ respectivement.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS - QUATRIÈME TRIMESTRE

Revenus

Les revenus ont augmenté de 120,1 millions \$, soit de 18,3 %, passant de 655,7 millions au quatrième trimestre de 2020 à 775,8 millions pour la même période en 2021. Cette hausse provient principalement de l'effet de l'augmentation des prix de la résine sur les résultats du secteur de l'emballage, de celui de la 53^e semaine, de la hausse des volumes dans les secteurs de l'impression et de l'emballage et dans une moindre mesure à la récente acquisition de BGI Retail Inc. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par l'effet négatif de la variation du taux de change. Une analyse plus approfondie des revenus est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - quatrième trimestre ».

Charges opérationnelles et autres charges

Les charges opérationnelles ont augmenté de 126,4 millions \$ au quatrième trimestre de 2021, soit de 24,8 %, comparativement à la même période en 2020. Cette augmentation provient de la hausse des coûts de la matière première, surtout de celle des prix de la résine, de celui de la 53^e semaine, de la baisse de la Subvention salariale d'urgence du Canada et dans une moindre mesure à la hausse des volumes au sein des deux principaux secteurs.

Les frais de restructuration et autres coûts ont baissé de 5,3 millions \$, passant d'une charge de 11,9 millions au quatrième trimestre de 2020 à une charge de 6,6 millions au quatrième trimestre de 2021. L'effet favorable est principalement attribuable à une baisse des coûts liée à la réduction d'effectifs au sein du secteur de l'impression et à une réduction des coûts liés à la pandémie de la COVID-19.

L'amortissement a baissé de 1,0 million \$, passant de 53,7 millions au quatrième trimestre de 2020 à 52,7 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette réduction est majoritairement expliquée par l'effet de la variation du taux de change.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel a baissé de 0,7 million \$, soit de 0,9 %, passant de 81,2 millions au quatrième trimestre de 2020 à 80,5 millions au quatrième trimestre de 2021. La baisse du résultat opérationnel est principalement due à la diminution de la Subvention salariale d'urgence du Canada comparativement à la même période l'année précédente, ainsi qu'à l'effet défavorable de l'augmentation temporaire des prix de la résine et celui du taux de change. Ces éléments ont été principalement contrebalancés par l'effet favorable qu'a eu la semaine additionnelle, par une augmentation des volumes, ainsi qu'une meilleure efficacité opérationnelle au sein des deux principaux secteurs et par une baisse des frais de restructuration et autres coûts.

Le résultat opérationnel ajusté a baissé de 5,2 millions \$, soit de 4,7 %, passant de 110,1 millions au quatrième trimestre de 2020 à 104,9 millions au quatrième trimestre de 2021. Une analyse plus approfondie du résultat opérationnel ajusté est présentée à la section « Analyse des résultats sectoriels - quatrième trimestre ».

Frais financiers nets

Les frais financiers nets ont augmenté de 2,2 millions \$, passant de 9,7 millions au quatrième trimestre de 2020 à 11,9 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette augmentation s'explique par un gain de change au quatrième trimestre de 2020, ainsi que par l'effet de la 53^e semaine.

Impôts sur le résultat

Les impôts sur le résultat ont augmenté de 8,9 millions \$, passant de 20,3 millions au quatrième trimestre de 2020 à 29,2 millions pour la même période en 2021. Cette hausse provient surtout de l'incidence fiscale d'une réorganisation interne.

Les impôts sur le résultat ajusté ont baissé de 5,9 millions \$, passant de 28,1 millions au quatrième trimestre de 2020, soit un taux d'imposition effectif de 28,0 %, à 22,2 millions au quatrième trimestre de 2021, ou un taux d'imposition effectif de 23,7 %. Cette baisse de la charge d'impôts s'explique par la diminution du taux d'imposition en raison de la répartition géographique des revenus, et dans une moindre mesure, à la diminution du résultat opérationnel avant impôts ajusté.

Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société a baissé de 12,1 millions \$, passant de 51,3 millions au quatrième trimestre de 2020 à 39,2 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette baisse est principalement attribuable à l'augmentation des impôts sur le résultat mentionné ci-haut, et à la hausse des frais financiers. Par action, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société est passé de 0,59 \$ à 0,45 \$ respectivement.

Le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté a baissé de 1,8 million \$, soit de 2,5 %, passant de 72,4 millions au quatrième trimestre de 2020 à 70,6 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette baisse s'explique par le recul du résultat opérationnel ajusté et la hausse des frais financiers, en partie contrebalancée par la baisse du taux d'imposition. Par action, le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté est passé de 0,84 \$ à 0,81 \$ respectivement.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - CUMULATIF

(non audités)

Tableau #3:

(en millions de dollars)	Emballage	Impression	Autres	Résultats consolidés
Revenus - Exercice clos le 25 octobre 2020	1 418,7 \$	1 098,1 \$	57,2 \$	2 574,0 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	(52,4)	17,9	—	(34,5)
Activités existantes				
Taux de change	(78,7)	(2,6)	—	(81,3)
Croissance interne (décroissance) ⁽³⁾	162,1	19,2	3,9	185,2
Revenus - Exercice clos le 31 octobre 2021	1 449,7 \$	1 132,6 \$	61,1 \$	2 643,4 \$
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ - Exercice clos le 25 octobre 2020	150,1 \$	210,5 \$	(7,8) \$	352,8 \$
Acquisitions/cessions et fermetures	(0,8)	1,2	—	0,4
Activités existantes				
Taux de change	(8,3)	0,4	(0,6)	(8,5)
Rémunération à base d'actions	—	—	(8,3)	(8,3)
Croissance interne (décroissance) ⁽²⁾⁽³⁾	(15,3)	0,1	(7,7)	(22,9)
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ - Exercice clos le 31 octobre 2021	125,7 \$	212,2 \$	(24,4) \$	313,5 \$

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

(2) Les résultats ci-dessus incluent l'effet temporaire défavorable de la hausse des prix de la résine, et 29,5 millions \$ en Subvention salariale d'urgence du Canada pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 comparativement à 58,5 millions pour l'exercice clos le 25 octobre 2020.

(3) Les résultats ci-dessus incluent 56,5 millions \$ de revenus de la 53^e semaine avec un effet conséquent sur le résultat opérationnel ajusté pour l'exercice clos le 31 octobre 2021.

Secteur de l'emballage

Les revenus du secteur de l'emballage ont augmenté de 31,0 millions \$, passant de 1 418,7 millions au cours de l'exercice 2020 à 1 449,7 millions pour la même période en 2021. Cette hausse est majoritairement liée à l'augmentation des prix de la résine, à l'effet de la 53^e semaine, et dans une moindre mesure, à une hausse de volume d'environ 2%. Le tout a été partiellement contrebalancé par l'effet défavorable de la variation du taux de change de 78,7 millions, suivi de l'effet de 52,4 millions découlant de la vente des activités d'emballage papier en janvier 2020.

Le résultat opérationnel ajusté a baissé de 24,4 millions \$, passant de 150,1 millions au cours de l'exercice 2020 à 125,7 millions pour la même période en 2021. Cette diminution est principalement en lien avec l'effet temporaire de la hausse des prix de la résine, qui a un effet positif sur les revenus mais négatif sur le résultat opérationnel ajusté, par la variation défavorable du taux de change, et dans une moindre mesure, par l'effet défavorable de la Subvention salariale d'urgence du Canada. Le tout a été partiellement contrebalancé par l'effet de la 53^e semaine, des initiatives d'efficacité opérationnelle et par la hausse de volume mentionnée ci-haut. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur a baissé, passant de 10,6% au cours de l'exercice 2020 à 8,7% pour la même période en 2021 principalement en lien avec l'effet des prix de la résine. En excluant l'effet défavorable de la résine, la marge du résultat opérationnel ajusté du secteur a augmenté.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont augmenté de 34,5 millions \$, passant de 1 098,1 millions au cours de l'exercice 2020 à 1 132,6 millions pour la même période en 2021. La croissance interne de 19,2 millions est majoritairement liée à l'effet de la 53^e semaine, partiellement contrebalancée par un recul des volumes, surtout en raison des effets négatifs qu'a eu la pandémie au premier semestre de 2021.

Les acquisitions effectuées dans le segment de marketing sur le lieu de vente ont également eu un effet positif sur les revenus de l'exercice 2021.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 1,7 million \$, passant de 210,5 millions au cours de l'exercice 2020 à 212,2 millions pour la même période en 2021. Cette hausse est principalement en lien avec les initiatives de réduction de coûts, l'effet de la 53^e semaine, et l'acquisition de BGI Retail Inc. Celle-ci a été partiellement contrebalancée par l'important effet défavorable de la Subvention salariale d'urgence du Canada. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur a diminué, passant de 19,2% au cours de l'exercice 2020 à 18,7% pour la même période en 2021. En excluant la Subvention salariale d'urgence du Canada, la marge aurait augmenté passant de 14,8% au cours de l'exercice 2020 à 16,2% pour la même période en 2021 en raison des initiatives d'efficacité opérationnelle.

Autres

Les revenus ont augmenté de 3,9 millions \$, passant de 57,2 millions au cours de l'exercice 2020 à 61,1 millions pour la même période en 2021. Cette hausse est attribuable à l'augmentation du volume dans le secteur des médias.

Le résultat opérationnel ajusté a diminué de 16,6 millions \$, passant de -7,8 millions au cours de l'exercice 2020 à -24,4 millions pour la même période en 2021. Cette baisse est principalement due à la charge reliée à la rémunération à base d'actions, ainsi qu'à la diminution de la Subvention salariale d'urgence du Canada.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS - QUATRIÈME TRIMESTRE

(non audités)

Tableau #4 :

(en millions de dollars)	Emballage	Impression	Autres	Résultats consolidés
Revenus - Quatrième trimestre de 2020	344,2	\$ 283,5	\$ 28,0	\$ 655,7
Acquisitions/cessions et fermetures	—	9,4	—	9,4
Activités existantes				
Taux de change	(14,9)	(1,1)	—	(16,0)
Croissance interne (décroissance) ⁽³⁾	88,1	40,9	(2,3)	126,7
Revenus - Quatrième trimestre de 2021	417,4	\$ 332,7	\$ 25,7	\$ 775,8
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ - Quatrième trimestre de 2020	38,7	\$ 64,8	\$ 6,6	\$ 110,1
Acquisitions/cessions et fermetures		1,6	—	1,6
Activités existantes				
Taux de change	(1,5)	(0,4)	(0,1)	(2,0)
Rémunération à base d'actions	—	—	(2,1)	(2,1)
Croissance interne (décroissance) ⁽²⁾⁽³⁾	1,8	0,6	(5,1)	(2,7)
Résultat opérationnel ajusté⁽¹⁾ - Quatrième trimestre de 2021	39,0	\$ 66,6	\$ (0,7)	\$ 104,9

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

(2) Les résultats ci-dessus incluent l'effet temporaire défavorable de la hausse des prix de la résine, et 3,7 millions \$ en Subvention salariale d'urgence du Canada pour le quatrième trimestre de 2021 comparativement à 14,5 millions pour le quatrième trimestre de 2020.

(3) Les résultats ci-dessus incluent 56,5 millions \$ de revenus de la 53^e semaine avec un effet conséquent sur le résultat opérationnel ajusté pour l'exercice clos le 31 octobre 2021.

Secteur de l'emballage

Les revenus du secteur de l'emballage ont augmenté de 73,2 millions \$, soit de 21,3 %, passant de 344,2 millions au quatrième trimestre de 2020 à 417,4 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette hausse est majoritairement en lien avec l'effet de l'augmentation des prix de la résine, l'effet de la 53^e semaine, ainsi qu'à une hausse des volumes supérieure à 2%. Ces éléments ont été partiellement contrebalancés par l'effet négatif de la variation du taux de change.

Le résultat opérationnel ajusté a légèrement augmenté de 0,3 million \$, soit de 0,8 %, passant de 38,7 millions au quatrième trimestre de 2020 à 39,0 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette stabilité émane principalement des initiatives d'efficacité opérationnelle, de la hausse de volume mentionnée ci-haut, suivis de l'effet de la 53^e semaine. Le tout a été partiellement contrebalancé par l'effet temporaire de la hausse des prix de la résine, qui a un effet positif sur les revenus mais négatif sur le résultat opérationnel ajusté, de la diminution de la Subvention salariale d'urgence du Canada, ainsi que par la fluctuation du taux de change. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur est passée de 11,2 % au quatrième trimestre de 2020 à 9,3 % au quatrième trimestre de 2021, principalement en lien avec l'effet temporaire des prix de la résine. En excluant l'effet défavorable de la résine, la marge du résultat opérationnel ajusté du secteur est en augmentation.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont augmenté de 49,2 millions \$, soit de 17,4 %, passant de 283,5 millions au quatrième trimestre de 2020 à 332,7 millions au quatrième trimestre de 2021. La hausse est principalement due à l'effet de la 53^e semaine, à la croissance des volumes en lien avec la réouverture progressive de l'économie, à l'obtention de nouveaux contrats, et à la récente acquisition de BGI Retail Inc.

Le résultat opérationnel ajusté a augmenté de 1,8 million \$, soit de 2,8 %, passant de 64,8 millions au quatrième trimestre de 2020 à 66,6 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette augmentation est due à l'effet de la semaine additionnelle, à la croissance des volumes ainsi qu'aux initiatives d'efficacité opérationnelle. Le tout a été partiellement contrebalancé par l'importante variation défavorable de la Subvention salariale d'urgence du Canada dont le montant est nettement inférieur à celui de la même période l'année précédente. La marge du résultat opérationnel ajusté du secteur a baissé, passant de 22,9 % au quatrième trimestre de 2020 à 20,0 % au quatrième trimestre de 2021 en raison de la diminution de la Subvention salariale d'urgence du Canada. En excluant celle-ci, les marges auraient été de 18,4% au cours du quatrième trimestre de 2020 et de 18,9% au cours du quatrième trimestre de 2021.

Autres

Les revenus ont baissé de 2,3 millions \$, passant de 28,0 millions au quatrième trimestre de 2020 à 25,7 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette baisse est due à une réduction des volumes dans le groupe éducation causée par un décalage de la demande par rapport au troisième trimestre au sein de notre offre de livres éducationnels.

Le résultat opérationnel ajusté a baissé de 7,3 millions \$, passant de 6,6 millions au quatrième trimestre de 2020 à -0,7 million au quatrième trimestre de 2021, principalement en raison de la charge reliée à la rémunération à base d'actions, à l'effet de la 53^e semaine sur les coûts du siège social, et d'autres facteurs non contrôlables.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

(non audités)

Le tableau #5 présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés annuels de la Société ainsi que certaines données financières qui ne sont pas définies par les IFRS pour chacun des huit derniers trimestres.

Tableau #5 :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2021				2020				
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	
	14 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines	13 semaines	
Revenus	775,8	\$ 621,6	\$ 623,3	\$ 622,7	\$ 655,7	\$ 587,4	\$ 625,1	\$ 705,8	\$
Résultat opérationnel avant amortissement	133,2	100,9	106,5	100,9	134,9	130,1	97,3	95,7	
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	140,5	101,7	107,0	105,7	146,8	139,3	104,3	109,0	
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	18,1	% 16,4	% 17,2	% 17,0	22,4	% 23,7	% 16,7	% 15,4	%
Résultat opérationnel	80,5	\$ 50,2	\$ 55,9	\$ 47,2	\$ 81,2	\$ 75,3	\$ 44,1	\$ 40,8	\$
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	104,9	67,4	72,6	68,6	110,1	102,1	68,5	72,1	
Marge du résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	13,5	% 10,8	% 11,6	% 11,0	16,8	% 17,4	% 11,0	% 10,2	%
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	39,2	\$ 28,1	\$ 35,6	\$ 27,7	\$ 51,3	\$ 48,3	\$ 25,7	\$ 6,4	\$
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société par action	0,45	0,32	0,41	0,32	0,59	0,55	0,30	0,07	
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté ⁽¹⁾	70,6	44,2	47,8	43,8	72,4	68,2	43,6	42,8	
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté par action ⁽¹⁾	0,81	0,51	0,55	0,50	0,84	0,78	0,50	0,49	
En % de l'exercice	35	% 21	% 23	% 21	32	% 30	% 19	% 19	%

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

La variabilité des données financières des périodes intermédiaires est influencée par plusieurs facteurs, notamment :

- L'incidence des acquisitions, cessions et fermetures réalisées dans le cadre de notre transformation;
- L'effet de la variation du taux de change;
- L'effet de la variation des taux d'intérêt;
- L'incidence de la variation du prix de l'action sur la charge reliée à la rémunération à base d'actions;
- L'effet de la variation du prix de nos matières premières dont la résine et le papier;
- L'effet de la Subvention salariale d'urgence du Canada liée à la pandémie;
- L'effet de la semaine additionnelle.

En excluant l'incidence des éléments ci-dessus mentionnés, nous constatons une légère croissance interne des revenus et une augmentation du résultat opérationnel ajusté.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

(non auditées)

Tableau #6 :

(en millions de dollars)	Trois mois clos le		Exercice clos le	
	31 octobre 2021	25 octobre 2020	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Activités opérationnelles				
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés	142,7 \$	135,5 \$	456,5 \$	481,9 \$
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	(23,6)	(6,5)	(81,8)	(5,1)
Impôts sur le résultat	(26,4)	(27,0)	(59,4)	(49,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	92,7 \$	102,0 \$	315,3 \$	427,0 \$
Activités d'investissement				
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	0,3 \$	(1,7) \$	(43,7) \$	(9,4) \$
Cessions d'entreprises	—	—	—	232,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(25,8)	(15,4)	(115,0)	(79,2)
Cessions d'immobilisations corporelles	0,1	1,0	1,0	1,2
Augmentation des immobilisations incorporelles	(7,8)	(4,7)	(23,3)	(18,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(33,2) \$	(20,8) \$	(181,0) \$	126,4 \$
Activités de financement				
Augmentation de la dette à long terme, net de frais d'émission	2,5 \$	— \$	396,5 \$	— \$
Remboursement de la dette à long terme	(187,1)	(0,2)	(409,0)	(375,5)
Frais financiers payés sur la dette à long terme	(9,0)	(10,0)	(32,3)	(42,6)
Remboursement du principal sur les obligations locatives	(6,2)	(5,8)	(23,7)	(21,9)
Intérêts payés sur les obligations locatives	(0,8)	(0,9)	(3,3)	(3,1)
Levée d'options d'achat d'actions	—	—	—	1,7
Rachat d'actions	—	—	—	(7,1)
Dividendes	(19,6)	(19,6)	(78,3)	(77,9)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(220,2) \$	(36,5) \$	(150,1) \$	(526,4) \$
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(0,2) \$	(1,0) \$	5,9 \$	0,3 \$
Variation nette de la trésorerie	(160,9) \$	43,7 \$	(9,9) \$	27,3 \$

Situation financière	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Endettement net ⁽¹⁾	894,8 \$	933,9 \$
Ratio d'endettement net ⁽¹⁾	2,0 x	1,9 x
Cote de crédit		
DBRS	BBB (bas)	BBB (bas)
Perspectives ⁽²⁾	Stables	Négatives
Standard and Poor's	BBB-	BBB-
Perspectives ⁽³⁾	Stables	Négatives
États consolidés de la situation financière	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Actifs courants	1 125,5 \$	1 024,7 \$
Passifs courants	692,3	677,5
Actif total	3 612,9	3 598,4
Passif total	1 848,6	1 859,8

(1) Veuillez consulter le tableau #2 à la section « Rapprochement des données financières non conformes aux IFRS » dans le présent Rapport de gestion pour les données ajustées présentées ci-dessus.

(2) Le 3 mai 2021, l'agence de notation DBRS Limited (DBRS Morningstar) a fait passer les perspectives de la cote de crédit de la Société de négatives à stables.

(3) Le 9 février 2021, l'agence de notation Standard & Poor's (S&P Global Ratings) a fait passer les perspectives de la cote de crédit de la Société de négatives à stables.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL - EXERCICE

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont diminué, passant de 427,0 millions \$ au cours de l'exercice 2020 à 315,3 millions au cours de l'exercice 2021. Cette diminution s'explique surtout par la variation des éléments hors caisse liés aux opérations qui est attribuable notamment à une variation défavorable des inventaires au sein du secteur de l'emballage et dans une moindre mesure, par le recul du résultat opérationnel ajusté et par le paiement des impôts sur le résultat.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés d'un encaissement de 126,4 millions \$ au cours de l'exercice 2020 à un déboursé de 181,0 millions pour la même période en 2021. Cette variation est majoritairement en lien avec la vente de nos activités d'emballage papier et de polypropylène tissé à Hood Packaging Corporation pour un montant total de 180,1 millions \$ américains (235,3 millions de dollars) en 2020. De plus, l'acquisition de BGI Retail Inc., et l'augmentation des dépenses en immobilisations corporelles au sein du secteur de l'emballage au cours de l'exercice 2021 ont contribué à cette variance.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 526,4 millions \$ au cours de l'exercice de 2020 à un déboursé de 150,1 millions pour la même période en 2021. La variation s'explique principalement par le remboursement des instruments d'emprunt fait en 2020, en utilisant les flux de trésorerie excédentaires découlant des résultats opérationnels et de la disposition des activités d'emballage papier.

Instruments d'emprunt

Le 30 octobre 2020, la Société a remboursé le solde 62,5 millions \$ américains (83,2 millions de dollars) de la tranche A des prêts à terme en dollars américains.

Le 9 février 2021, l'agence de notation Standard & Poor's (S&P Global Ratings) a fait passer la cote de crédit de la Société de BBB- / perspectives négatives à BBB- / perspectives stables.

Le 31 mars 2021, la Société a prolongé l'échéance de sa facilité de crédit, au montant de 25,0 millions de dollars américains (31,0 millions de dollars), d'une année supplémentaire, soit jusqu'en mars 2022, selon les mêmes modalités.

Le 30 avril 2021, la Société a remboursé le solde de 112,5 millions \$ américains (138,1 millions de dollars) de la tranche B des prêts à terme en devises américaines, qui venait à échéance.

Le 3 mai 2021, l'agence de notation DBRS Limited (DBRS Morningstar) a fait passer la cote de crédit de la Société de BBB (bas) / perspectives négatives à BBB (bas) / perspectives stables.

Le 4 juin 2021, la Société a émis un prêt à terme en devises américaines pour un montant de 120,0 millions \$ américains (146,3 millions de dollars), venant à échéance en juin 2028.

Au cours du troisième trimestre 2021, la Société a également émis des billets non garantis à taux fixe de 2,28% d'une valeur de 250,0 millions de dollars et venant à échéance en juillet 2026.

Le 3 août 2021, la Société a remboursé le solde de 150,0 millions \$ américains (187,1 millions de dollars) de la tranche C des prêts à terme en devises américaines, qui venait à échéance le 1er novembre 2021.

Au 31 octobre 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur les facilités de crédit, et la disponibilité au titre des facilités de crédit était de 431,0 millions de dollars.

L'endettement net est passé de 933,9 millions \$ au 25 octobre 2020 à 894,8 millions au 31 octobre 2021. Cette baisse s'explique majoritairement par les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et par la diminution du taux de change, partiellement contrebalancée par les investissements en immobilisation corporelles, l'acquisition de BGI Retail Inc, ainsi que par l'ensemble des paiements effectués au courant de l'année en impôts, intérêts et dividendes. Par conséquent, le ratio d'endettement net s'établit à 2,0x au 31 octobre 2021 comparativement à 1,9x au 25 octobre 2020, en raison des éléments mentionnés ci-haut, ainsi que par la baisse du résultat net opérationnel avant amortissement ajusté.

ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE - QUATRIÈME TRIMESTRE

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ont baissé de 9,3 millions \$, passant de 102,0 millions au quatrième trimestre de 2020 à 92,7 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette baisse est majoritairement attribuable à la variation du fonds de roulement qui s'explique en grande partie par une hausse des inventaires par rapport à la même période de l'année précédente.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement sont passés d'un déboursé de 20,8 millions \$ au quatrième trimestre de 2020 à un déboursé de 33,2 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette variation est principalement liée à une augmentation des dépenses en immobilisations corporelles au sein du secteur de l'emballage.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont passés d'un déboursé de 36,5 millions \$ au quatrième trimestre de 2020 à un déboursé de 220,2 millions au quatrième trimestre de 2021. Cette variation est majoritairement attribuable au remboursement de la dette à long terme dont le montant s'élève à 150,0 millions de dollars américains (187,1 millions de dollars) de la tranche C des prêts à terme en devises américaines qui venait à échéance.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux

Tableau #8 :

Type de contrat (en millions de dollars)	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Après 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer	435,0 \$	435,0 \$	435,0 \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	965,5	1 054,2	207,5	310,1	278,8	257,8
Obligations locatives	160,4	175,6	25,7	44,8	38,1	67,0
Autres éléments de passif monétaire, excluant les contreparties conditionnelles	16,6	16,6	0,4	16,2	—	—
Contreparties conditionnelles	10,0	10,0	2,0	8,0	—	—
Passifs financiers non dérivés total	1 587,5	1 691,4	670,6	379,1	316,9	324,8
Instruments financiers dérivés						
Swaps de taux d'intérêt au passif	9,5	9,5	2,2	7,3	—	—
Contrats de swap de taux d'intérêt fixes et de devises	2,5	2,5	—	—	2,5	—
Contrats de change à terme au passif	0,7	0,7	0,6	0,1	—	—
Contrats de swap sur rendement total	1,4	1,4	1,4	—	—	—
Obligations totales	1 601,6 \$	1 705,5 \$	674,8 \$	386,5 \$	319,4 \$	324,8 \$

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 2,9 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours de l'exercice clos le 30 octobre 2022, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation, selon les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

Capital social

Tableau #7 :

Actions émises et en circulation	Au 31 octobre 2021	Au 30 novembre 2021
Catégorie A (droit de vote subalterne)	73 112 144	73 011 944
Catégorie B (droit de vote multiple)	13 912 826	13 912 826
Total catégorie A et catégorie B	87 024 970	86 924 770

Le 29 septembre 2021, la Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 1^{er} octobre 2021 et le 30 septembre 2022, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 190 300 actions catégorie B. Les rachats sont effectués dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Le 18 septembre 2020, la Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 1^{er} octobre 2020 et le 30 septembre 2021, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 191 320 actions catégorie B. Les rachats sont effectués dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société a racheté et annulé 200 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 18,39 \$, pour une contrepartie totale en espèces d'un montant négligeable. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et ses actions catégorie B au 31 octobre 2021.

RISQUES ET INCERTITUDES

Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société est exposée sont décrits ci-après. Ces risques et incertitudes sont d'ordre stratégiques, opérationnels ou financiers et sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur nos activités, nos résultats financiers, notre situation financière, nos flux de trésorerie ou encore notre réputation. Nous prévenons le lecteur que la liste ci-après n'est pas nécessairement exhaustive.

La gestion des risques joue un rôle prépondérant dans le cadre des décisions de la Société en ce qui a trait aux acquisitions, aux investissements de capitaux notamment en recherche et développement, aux dispositions d'actifs, aux regroupements d'usines et aux efforts de synergies entre ses segments d'activité ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les décisions touchant les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie.

En plus du réexamen périodique des risques et de l'efficacité des mesures de contrôle et de prévention déjà implantées, la direction évalue de nouveaux facteurs de risque. Elle détermine la probabilité que ceux-ci se matérialisent et leurs effets potentiels, et s'assure de mettre en œuvre des stratégies et processus pour les gérer de façon proactive. Chaque risque est d'ailleurs sous la responsabilité d'un membre du comité de direction.

Un rapport sur le programme de gestion de risques est revu régulièrement au comité de direction en plus d'être présenté au comité d'audit et au conseil d'administration. La Société a également procédé à une réévaluation de ses risques tenant compte de l'impact qu'a eu la pandémie de la COVID-19 et qu'elle est susceptible d'avoir dans le futur.

L'impression et la distribution des circulaires papier - L'effet du développement et de l'adoption de produits numériques et l'effet de règlements ou lois sur la distribution de porte en porte

L'impression et la distribution des circulaires papier représentent une partie importante des revenus et profits de la Société. Au cours des dernières années, certains détaillants canadiens ont augmenté leur utilisation de circulaires numériques, de campagnes numériques et de programmes de loyauté. Un changement majeur dans les habitudes des consommateurs ou de la stratégie de marketing des clients détaillants de la Société pourrait entraîner une baisse significative du nombre de pages ou de la fréquence des circulaires papier imprimées et distribuées par la Société. Une accélération de l'adoption et la production de produits numériques aux dépens de la circulaire papier auraient un effet défavorable sur les résultats financiers de la Société. De plus, avec la pandémie de la COVID-19, la fragilisation de la chaîne d'approvisionnement de certains clients de la Société, limitant le nombre de produits pouvant être offerts aux consommateurs, et la limitation de l'affluence dans leurs magasins pour des raisons de santé publique, à laquelle contribuent les circulaires imprimées, peuvent aussi causer une baisse de volume des circulaires imprimées.

La Société offre une gamme complète de services de distribution, allant de la préparation à la distribution de porte en porte, en passant par la gestion optimale des commandes et la création de listes de distribution. En raison de son importance, le succès du secteur de l'impression dépend en partie de la solidité du réseau de distribution de la Société et des autres systèmes mis en place au Canada. Certaines villes du Québec ont commencé à explorer la possibilité de modifier la réglementation en interdisant ou restreignant le modèle actuel de distribution d'imprimés publicitaires avec option de retrait. Dans l'éventualité où de tels règlements seraient adoptés, la Société a l'intention de les contester en nullité aux motifs qu'ils sont discriminatoires et portent aussi atteinte au droit à la liberté d'expression garanti par la Charte canadienne des droits et libertés et la Charte des droits et libertés de la personne (Québec) et, eu égard à la distribution des journaux hebdomadaires locaux en plus des circulaires imprimées, au droit à l'information protégé par la charte québécoise. Dans l'éventualité où la Société ne réussirait pas à faire annuler de tels règlements, ceci pourrait avoir une incidence négative sur le modèle d'affaires et, par le fait même, sur le résultat net. La Société travaille auprès des instances publiques et de l'opinion publique afin de démontrer les avantages des circulaires et l'incidence négative potentielle de tels règlements sur l'ensemble de la chaîne de valeur, soit les ménages qui peuvent faire des économies, les commerces, la survie des journaux locaux, les emplois et la Société.

Bien que la Société travaille continuellement à améliorer l'éco-responsabilité de ses produits, différentes instances publiques pourraient considérer la possibilité de réduire graduellement l'usage des sacs de plastique à usage unique, ce qui pourrait éventuellement viser les sacs de plastique utilisés par la Société dans la distribution des circulaires imprimées. D'autres ont l'intention de bannir les sacs de plastiques recyclables pour la distribution afin qu'ils soient remplacés par des sacs en plastique compostables. De tels changements pourraient avoir un effet sur le modèle d'affaires et, par le fait même, sur le résultat net.

Finalement, la Société compte sur des fournisseurs indépendants pour l'entreposage de ses produits et leur distribution de porte en porte. L'omission d'un sous-traitant d'entreposer correctement les produits de la Société ou de les distribuer adéquatement et à temps pourrait avoir une incidence négative sur le résultat net. Des retards dans la distribution des circulaires imprimées, des grèves, des facteurs perturbants le

transport (des intempéries, par exemple) et des ralentissements pourraient aussi perturber les activités de la circulaire imprimée et de la distribution des circulaires imprimées de la Société et avoir des effets défavorables sur le résultat net, sa situation financière, ses flux de trésorerie et sa réputation.

Croissance interne à long terme - La capacité de générer une croissance interne et faire face à la concurrence

Le long cycle de vente qui caractérise certains créneaux dans lesquels la Société exploite ses activités représente un défi important pour la capacité de générer une croissance interne, particulièrement au sein du secteur de l'emballage. De plus, l'industrie de l'emballage est très concurrentielle. La concurrence porte sur les prix, la qualité des produits et services, l'innovation et le développement de produits, les délais de livraison, ainsi que sur l'étendue des services offerts. Certains concurrents disposent d'une expérience et d'un savoir-faire technique supérieurs, d'installations de production davantage à la fine pointe de la technologie, d'une force de vente plus importante et de plus grandes ressources dédiées au développement de produits, notamment au chapitre des formats, des types d'emballage et de leur éco-responsabilité. Le besoin d'évoluer avec les changements technologiques et d'effectuer des investissements appropriés en recherche et développement pourrait entraîner des coûts importants et avoir un effet défavorable sur le rythme de croissance de la Société dans cette industrie. En ce qui concerne le secteur de l'impression, une concurrence accrue dans le marché canadien, sans compter la présence de concurrents américains qui pourrait s'accroître au Canada, pourrait avoir un effet défavorable sur les parts de marché de la Société et ses résultats financiers.

Quelques clients de la Société peuvent représenter individuellement une portion importante des revenus de la Société. C'est le cas, par exemple, pour l'impression de circulaires où quelques détaillants canadiens peuvent individuellement représenter une portion importante des revenus du secteur de l'impression. Certains clients du secteur de l'emballage peuvent également représenter une part importante des revenus de celui-ci. Un changement dans les habitudes de consommation d'un client majeur ou la perte d'un client majeur pourrait avoir un effet défavorable sur la capacité de la Société de générer de la croissance interne, et donc un effet défavorable sur le résultat net. La clientèle ou clientèle potentielle de la Société pourrait aussi faire l'objet d'une acquisition et il serait possible que l'acquéreur transfère son approvisionnement de certains produits vers son fournisseur actuel. Une consolidation de la clientèle pourrait donc aussi avoir un effet défavorable sur la croissance interne.

La Société doit continuer d'améliorer son efficacité opérationnelle afin de demeurer concurrentielle, ce qui favorisera sa capacité de générer de la croissance interne. Peu importe le degré d'efficacité qu'elle a déjà atteint, rien ne garantit qu'elle soit en mesure de le faire de façon continue. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation peut entraîner des coûts relatifs à la réduction d'effectifs, à la fermeture ou consolidation d'installations, ou à l'amélioration de l'équipement et de la technologie. Au cours des dernières années, la Société a notamment réduit de façon significative ses actifs manufacturiers dans le secteur de l'impression afin de maximiser l'efficacité de ses usines les plus performantes. Bien qu'il existe toujours des opportunités d'amélioration de l'efficacité opérationnelle au sein des plateformes de production et que la Société ait des gestionnaires expérimentés pour établir et mettre en œuvre de tels plans d'amélioration, il se pourrait que les initiatives disponibles pour répondre à une baisse de volume soient insuffisantes et aient moins d'effets favorables sur la structure de coûts fixes.

Acquisitions - La capacité de conclure des acquisitions dans le secteur de l'emballage et de les intégrer adéquatement

La stratégie de croissance dans l'emballage repose également sur la capacité de la Société à conclure des acquisitions. La Société doit être en mesure de cibler des occasions intéressantes, à une valeur raisonnable, et de concurrencer des sociétés financières privées et d'autres entreprises de l'industrie de l'emballage actives en matière d'acquisitions. L'inaptitude à identifier adéquatement les occasions et à conclure des acquisitions pourrait avoir un effet défavorable sur le développement de la Société.

L'intégration d'acquisitions comporte généralement des risques et ceux-ci peuvent augmenter en fonction de la taille, du secteur et du type d'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires au chapitre de la production, engendrer la perte de contrats importants et influencer la rétention du personnel ou avoir une incidence négative sur les relations avec des clients. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient nécessiter du temps additionnel pour se concrétiser.

Perturbation opérationnelle - Une perturbation opérationnelle pourrait nuire à la capacité de respecter les échéanciers

La Société concentre de plus en plus la production de certains produits vers ses usines les plus performantes et, advenant un sinistre à un de ces emplacements, elle pourrait ne pas pouvoir respecter des délais de production. De plus, les changements climatiques pourraient augmenter la fréquence des sinistres naturels, augmentant le risque de perturbation. Le respect d'échéanciers pourrait aussi être touché par un bris d'équipement majeur, une erreur humaine, un problème d'approvisionnement en pièces pour certains équipements, un conflit de travail, un attentat, ou des problèmes de transport. Un taux d'absentéisme plus important dans une usine en raison de maladie, accident de travail ou autre circonstance pourrait aussi nuire à la capacité de respecter les échéanciers et les obligations contractuelles. La pandémie de la COVID-19 ajoute le risque qu'une région ou usine soit fortement ou davantage affectée, ce qui pourrait forcer la fermeture partielle ou totale de celle-ci pour une période prolongée. Certains clients de la Société sont davantage réticents à une situation de dépendance envers un site unique pour la chaîne d'approvisionnement. Ceci pourrait avoir des conséquences négatives pour la Société si cela entraînait un transfert

important du volume de ses clients à un concurrent. L'ampleur de l'effet de ces risques sur les résultats dépendra de certains facteurs, dont la nature de la perturbation, la durée et l'usine touchée par l'événement en question. Cependant, la Société a mis en place des plans de contingence pour certains emplacements et elle détient des polices d'assurance qui pourraient dédommager une partie des coûts ou pertes directs et indirects reliés à certains sinistres. De plus, la présence d'un réseau nord-américain d'emballage et d'impression permet à la Société de qualifier de nouvelles usines pour certains produits clés afin d'assurer une redondance à l'intérieur de son réseau.

Matières premières, énergie et coûts de transport - Une hausse significative du coût des matières premières, la disponibilité des matières premières et de l'énergie consommée

Le papier, la résine, le film plastique, l'encre et les plaques sont les principales matières premières utilisées par les secteurs de l'impression et de l'emballage et elles représentent une partie importante des coûts de la Société. De plus, ces secteurs consomment de l'énergie, plus particulièrement de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Une hausse significative de prix des matières premières, de l'énergie ou des coûts de transport pourrait avoir des effets défavorables sur les activités. Cependant, plusieurs ententes avec les clients de la Société comportent des clauses d'indexation des prix de vente au gré des fluctuations, généralement à retardement. L'effet sur le résultat net sera influencé par la capacité de la Société à ajuster rapidement les prix et améliorer son efficacité opérationnelle afin de contrebalancer les hausses des prix des matières premières ou des coûts de transport. De plus, l'augmentation de ces prix peut avoir un effet défavorable si elle entraîne un changement des habitudes d'achat des clients.

Dans le but d'assurer un approvisionnement stable à un coût concurrentiel à travers ses secteurs de l'impression et de l'emballage, la Société a consolidé ses fournisseurs de papier, de résine, de film plastique et d'encre. Par conséquent, la Société pourrait également être exposée à un risque d'approvisionnement si certains de ses fournisseurs éprouvaient de l'instabilité financière ou des perturbations dans leurs propres opérations ou dans leur capacité de fournir de la matière première.

Les augmentations des prix de la résine - Une pénurie de résine pourrait nuire à notre situation financière

La résine constitue l'une des principales matières premières utilisées par le secteur de l'emballage. L'instabilité du marché dans lequel la Société évolue est influencé par différents facteurs externes tels que la pandémie de la COVID-19, et des perturbations climatiques, des facteurs qui sont en grande partie indépendants de notre volonté. La fluctuation des prix de la résine ou une pénurie de celle-ci pourrait avoir une incidence sur nos activités, notre situation financière et notre résultat net.

La pénurie de résine ou notre difficulté à répercuter dans des délais raisonnables les augmentations des prix sur nos clients, peuvent avoir un effet négatif sur nos activités, notre situation financière et notre résultat net.

Cybersécurité et protection des données - Une intrusion dans les systèmes d'information pourrait perturber les activités opérationnelles, nuire à la réputation et entraîner des poursuites devant les tribunaux

Dans le cours normal de ses activités, la Société est tributaire du fonctionnement continu et ininterrompu de ses systèmes, des centres d'hébergement des données, des services infonuagiques et du matériel informatique. De plus, elle reçoit, manipule et transmet des données sensibles, y compris des informations confidentielles relatives à la Société et à ses clients et fournisseurs. Advenant que la Société fasse l'objet d'une cybermenace ou d'une cyberattaque, d'une violation, d'accès non autorisés, de virus, ou d'autres atteintes à la sécurité, d'erreurs humaines, d'actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet défavorable sur les activités de la Société, notamment des perturbations ou des pannes de systèmes. Cela pourrait également influencer négativement les résultats, causer des dommages considérables à la réputation de la Société et potentiellement entraîner des poursuites devant les tribunaux.

La pandémie de la COVID-19 a considérablement changé les habitudes de travail des employés, la Société a adopté un mode de travail hybride pour ses employés de bureau. Le nombre d'employés travaillant à distance restant tout de même important, la Société dénote une hausse de l'utilisation des systèmes et des ressources informatiques de l'entreprise. Ce contexte, qui touche plusieurs entreprises à travers le monde, contribue à une augmentation des tentatives de cyberattaques. La nature de ces cyberattaques évolue et se raffine continuellement, augmentant ainsi le risque que les activités de la Société soient perturbées et que ses données soient compromises. De plus, il se pourrait qu'un tel événement ne soit pas détecté assez rapidement pour limiter l'étendue de l'infraction ou des dommages subis. D'ailleurs, les exigences des clients deviennent de plus en plus strictes en matière de protection contre de possibles intrusions. La nécessité de se conformer à de nouvelles exigences pourrait aussi avoir une répercussion financière pour la Société. La confiance des clients en la sécurité de l'information détenue par la Société et des transactions est primordiale afin de maintenir sa réputation et sa compétitivité sur le marché.

Recrutement et rétention du talent - La difficulté à attirer et à retenir les employés dans les principaux secteurs exploités

Des tendances sociales et démographiques observées au niveau mondial rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel dans la grande majorité des secteurs. La Société constate une diminution du bassin de talents, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours croissant aux technologies et une forte demande pour de nouvelles compétences. Considérant que le secteur de l'emballage est le moteur principal de croissance de la Société, ce risque est d'autant plus important puisqu'elle a besoin de compétences spécifiques, notamment techniques pour le développement de produits, afin de faire croître le secteur de l'emballage.

De plus, notre capacité à récompenser nos employés par des primes et autres programmes incitatifs, dépend de nos performances financières. Si celles-ci diminuent, le taux de rotation des employés risque d'augmenter et peut être plus important dans les secteurs qui ont déjà connu une diminution de leurs primes et autres programmes incitatifs en raison de leurs performances passées.

Environnement économique - risque d'inflation

La Société évolue dans un environnement en perpétuelle mutation. Nos activités pourraient subir l'influence du contexte économique dans lequel la Société opère. De ce fait, si les taux de chômage, d'intérêt ou d'inflation fluctuent considérablement ou augmentent en atteignant des niveaux importants, ceux-ci peuvent avoir une incidence sur les tendances de consommation de la clientèle, et par conséquent sur nos activités opérationnelles, notre situation financière et notre rentabilité.

Risques environnementaux - Des modifications ou l'adoption de nouvelles réglementations et des changements aux habitudes de consommation

Des lois et des initiatives à venir, par exemple des limites d'émissions atmosphériques plus restrictives, la mise en place de taxes sur le carbone, des réglementations plus sévères sur la qualité de l'eau ou des exigences supplémentaires pour la décontamination des sols, pourraient augmenter les coûts d'exploitation. De plus, des changements dans les lois et règlements régissant la composition ou la recyclabilité des emballages pourraient avoir un impact sur les activités s'ils étaient applicables à grande échelle et trop rapidement dans les principaux marchés de l'entreprise. Ces changements pourraient entraîner des investissements importants. Des actions volontaires, de la part des clients de la Société ou de leurs clients, visant à réduire l'utilisation de plastique pourraient également réduire la demande pour certains emballages en plastique et faire augmenter les coûts de fabrication. L'arrivée de la réglementation sur la responsabilité élargie des producteurs (REP) dans plusieurs provinces du Canada a également eu un effet sur les industries de l'impression et de l'emballage. Cette réglementation tient responsables les entreprises mettant sur le marché des imprimés, contenants et emballages pour les coûts associés à la gestion de la fin de vie de ces produits et pourrait entraîner une diminution de la demande. Enfin, la tendance est à l'élimination graduelle des sacs de plastique à usage unique dans de nombreuses juridictions à travers le monde, même si les produits fabriqués par TC Transcontinental sont généralement exclus de ces initiatives. Des changements dans les lois et règlements établissant les restrictions et les conditions d'utilisation applicables aux aliments, aux boissons et aux produits pharmaceutiques, agricoles ou autres, de même qu'aux matériaux qui entrent en contact avec eux, ou encore applicables à l'utilisation des matériaux et des agents entrant dans la fabrication des produits de la Société pourraient aussi nuire aux activités.

De plus, les activités d'impression et d'édition de la Société nécessitent une utilisation quotidienne d'une grande quantité de papier. Quant aux activités d'emballage souple et de distribution, celles-ci requièrent l'usage d'importantes quantités de plastique. Certains consommateurs et certains clients de la Société pourraient être préoccupés par les possibles répercussions d'une grande utilisation de papier et de plastique sur l'environnement et pourraient faire davantage entendre leur voix pour la protection de l'environnement et pour promouvoir le développement durable. De telles préoccupations pourraient porter atteinte à la réputation de la Société, entraîner une révision et un ajustement de ses pratiques ainsi qu'engendrer des coûts opérationnels additionnels.

Conformité à la réglementation gouvernementale - Des modifications ou l'adoption de nouvelles réglementations

La Société exploite des installations à travers le monde et est exposée à des risques associés à différents cadres juridiques, politiques, fiscaux, sociaux, culturels, environnementaux et réglementaires. Elle est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités gouvernementales. Une modification de la réglementation ou l'adoption de nouvelles réglementations plus strictes pourrait entraîner une diminution importante, autant permanente que temporaire, des revenus ou une augmentation significative des coûts pour la Société afin de s'y conformer. À la suite de l'évolution de la pandémie de la COVID-19, la Société a modifié ses pratiques en matière de santé et sécurité à travers l'ensemble de ses installations afin d'être conforme aux nouvelles réglementations locales. Malgré les protocoles mis en place par la Société, le risque de propagation de la COVID-19 demeure. Une éclosion sur un lieu de travail, même si les réglementations locales sont respectées, pourrait nuire aux activités et à la réputation de la Société. La Société bénéficie également de certains programmes d'aide gouvernementale. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux pourrait avoir des incidences importantes sur le résultat net de la Société.

Réglementation - Sécurité et qualité des produits d'emballage destinés à l'industrie de l'alimentation

La Société est un fournisseur de produits d'emballage souple utilisés, principalement, par l'industrie de l'alimentation. Elle est donc exposée aux risques de cette industrie, tels que des erreurs d'étiquetage et la présence de substances étrangères, ainsi que de certains problèmes d'hygiène et de salubrité dont la contamination des aliments par des organismes causant des maladies, ou pathogènes, comme la bactérie E. coli, la salmonelle et la listeria. Celle-ci pourrait donc être visée par un éventuel rappel de produits. Une telle situation pourrait exposer la Société à des réclamations au titre de la responsabilité civile, à une publicité défavorable, à des enquêtes ou à l'intervention de la part des gouvernements, ce qui aurait une incidence défavorable significative sur sa situation financière, son résultat net et sa réputation.

Cycles économiques - L'effet des cycles économiques sur la demande de produits

Les activités de la Société sont exposées aux cycles économiques et aux conditions de marché difficiles, car une portion significative de ses revenus en impression dépend, directement ou indirectement, des dépenses publicitaires des annonceurs. La conjoncture économique globale, des changements des habitudes d'achat des consommateurs ainsi que des changements structurels significatifs, notamment la consolidation de certaines industries et l'adoption de plateformes numériques, touchent également les activités des principaux clients de la Société, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur ses produits offerts. La Société œuvre dans de nombreux pays et les risques économiques propres à chacun peuvent avoir un effet sur les résultats d'exploitation. De plus, la pandémie de la COVID-19 pourrait mener à une récession dans plusieurs pays, notamment ceux où la Société est en activité. Une future récession pourrait mettre de la pression sur les activités d'investissement de la Société, sur ses clients, ainsi que sur la demande des produits de ses clients. Ces éléments auraient un effet défavorable sur la résultat net de la Société.

Confidentialité des données - L'entreposage, l'utilisation et la protection de données personnelles

L'entreposage, l'utilisation et la protection des données personnelles sont de plus en plus cruciales et les responsabilités des entités qui traitent ces informations sont de plus en plus grandes. Une mauvaise gestion des données personnelles pourrait causer des dommages considérables à la réputation de la Société et potentiellement entraîner des poursuites devant les tribunaux. L'adoption du règlement général sur la protection des données par l'Union européenne en mai 2018, ainsi que de la prolifération attendue de cadres réglementaires semblables dans d'autres régions, augmentent également les risques liés à la conformité réglementaire. La Société pourrait devoir engager des coûts importants afin d'améliorer ses systèmes et ainsi prévenir de futurs événements en lien avec les données confidentielles, ayant un impact sur ses résultats.

Protection des droits de propriété intellectuelle - Incapacité à protéger ses droits par des brevets, marques de commerce et accords de confidentialité pourrait nuire aux activités

La protection des procédés, appareils et autres technologies appartenant en exclusivité à la Société est importante. En suivant sa stratégie qui mise sur l'innovation, il est d'autant plus crucial de protéger ses droits de propriété intellectuelle, sans quoi la position concurrentielle de la Société pourrait en souffrir, car des concurrents imitant ses produits et/ou procédés pourraient les proposer à des prix plus intéressants que ceux de la Société en plus d'occasionner des coûts importants.

La Société compte aussi sur des savoir-faire exclusifs non brevetés, sur l'innovation technologique et sur d'autres secrets commerciaux pour développer et maintenir sa position concurrentielle. Rien ne garantit que les accords de confidentialité ne seront pas violés ni qu'ils protégeront bien les secrets commerciaux ou les savoir-faire exclusifs et assureront des recours adéquats en cas d'utilisation ou de communication non autorisée de ces secrets commerciaux et de ces savoir-faire exclusifs. De plus, rien ne garantit que des tiers ne prendront pas connaissance de ces secrets commerciaux par une recherche indépendante ou d'autres moyens légaux.

Par ailleurs, les brevets, les marques de commerce et les autres droits de propriété intellectuelle de la Société pourraient ne pas lui conférer d'avantage concurrentiel. La Société pourrait devoir affecter des ressources considérables à la surveillance de ses droits de propriété intellectuelle. Sa position concurrentielle pourrait être minée si elle n'était pas en mesure de détecter des contrefaçons et de faire respecter ses droits de propriété intellectuelle rapidement ou non. Des concurrents pourraient éviter de violer les droits de propriété intellectuelle de l'entreprise en trouvant des solutions de contournement ou en mettant au point des technologies différentes. Il pourrait s'avérer impossible ou très difficile de faire respecter des droits de propriété intellectuelle dans certains pays, ce qui pourrait aider des concurrents à gagner des parts de marché et entraîner des pertes de revenus.

Adoption de produits numériques - L'effet du développement et de l'adoption de produits numériques sur la demande des produits imprimés autres que les circulaires

Les plateformes numériques sont devenues des incontournables pour joindre les consommateurs et les annonceurs ont à leur disposition une grande variété de canaux où investir leurs budgets publicitaires. Une baisse de la part attribuée aux produits imprimés dans le budget publicitaire total et un recul du lectorat au profit de produits numériques pourraient entraîner une diminution de la demande pour les produits imprimés. La pandémie de la COVID-19 pourrait changer de façon permanente les comportements des consommateurs et accélérer l'effet du développement et de l'adoption des plateformes numériques. Cette diminution de la demande pourrait avoir un effet défavorable notamment sur les résultats financiers des activités d'impression de journaux, de magazines, de livres éducationnels et de produits commerciaux.

Crédit - Mauvaises créances de certains clients

Certains facteurs, tels que les conditions économiques et des changements au sein de certaines industries, pourraient exposer la Société au risque de crédit relatif aux créances à recevoir de certains de ses clients, nuisant ainsi à sa capacité de recouvrement selon les termes de paiement établis. La pandémie de la COVID-19 perturbe plusieurs secteurs de l'économie mondiale, et conséquemment, plusieurs clients de l'entreprise. La Société a renforcé les contrôles stricts en matière de crédit, incluant un suivi plus serré des clients hautement touchés par la pandémie de la COVID-19. La haute direction analyse et révisé régulièrement la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société pour les clients importants ou considérés à risque. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société possède également une police d'assurance-crédit couvrant des pertes combinées de certains clients pour un montant maximum annuel de 15,0 millions de dollars pour le Canada, ainsi que 15,0 millions de dollars américains pour les États Unis. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Importations et exportations - Contrôles des importations et des exportations, droits, tarifs ou taxes

Certains des produits de la Société sont assujettis à des contrôles des exportations et ne peuvent être exportés qu'après l'obtention du permis d'exportation requis ou moyennant une exemption à cet égard. À défaut de se conformer aux lois régissant les permis d'exportation, les douanes et les sanctions économiques, ou en cas de manquement à d'autres lois, l'entreprise pourrait être passible de lourdes sanctions civiles et pénales, y compris à des amendes et à des peines d'emprisonnement pour les employés et les gestionnaires responsables, et perdre ses privilèges d'exportation ou d'importation. L'omission des distributeurs de la Société d'obtenir les permis d'importation, d'exportation ou de réexportation requis pourrait aussi avoir des répercussions sur l'entreprise, du fait des sanctions imposées et du tort causé à la réputation. L'obtention du permis d'exportation requis pour une vente en particulier peut demander du temps et entraîner la perte d'une opportunité.

En outre, des lois sur le contrôle des exportations interdisent l'expédition de certains produits vers des pays ou à des gouvernements ou des individus frappés d'embargo, sous peine de sanction. La Société ne peut pas garantir qu'un tel envoi n'aura jamais lieu, ce qui aurait des conséquences négatives et pourrait notamment entraîner des enquêtes gouvernementales, des pénalités, des amendes ou des sanctions civiles ou pénales et porter atteinte à la réputation de l'entreprise. L'activité mondiale de la Société pourrait aussi souffrir si des droits d'importation et d'exportation, des barrières tarifaires ou des mesures protectionnistes étaient imposés de manière imprévisible. Tout changement dans la réglementation sur les exportations et importations, les sanctions économiques ou la législation régissant de telles questions, toute modification dans l'application ou la portée de la réglementation existante ou tout changement concernant les pays, les gouvernements, les individus ou les technologies visés par de telles réglementations pourrait réduire sa capacité d'exporter ou de vendre ses produits à des clients existants ou potentiels ayant des activités à l'étranger. Considérant l'étendue des activités de la Société, une limitation ou la fermeture de frontières pourraient avoir une incidence négative sur la chaîne d'approvisionnement et de distribution de certaines usines. Toute limitation de la capacité de l'entreprise d'exporter ou de vendre ses produits pourrait nuire à ses activités, sa situation financière et à ses résultats d'exploitation.

Taux de change - Les fluctuations des taux de change

La Société est sujette aux fluctuations des taux de change de différentes devises et ces variations pourraient avoir un effet sur les résultats. La dépréciation du dollar canadien face au dollar américain au cours des dernières années a engendré une augmentation de la valeur des ventes aux États-Unis et a créé certaines occasions d'affaires. Quant à l'appréciation du dollar américain, celle-ci offre une certaine protection à la Société contre la concurrence étrangère au sein du secteur de l'impression. Toutefois, une éventuelle reprise de la devise canadienne aurait un effet négatif sur le résultat net. Afin de minimiser les risques de fluctuations à court terme des devises étrangères, la Société veille à appairer les entrées et les sorties de fonds dans une même devise et maintient en place un programme de couverture de change utilisant des produits dérivés.

Litiges, respect de la vie privée - La Société est assujettie à des risques juridiques en lien avec ses activités

La Société pourrait être impliquée dans des litiges ou des poursuites résultant de ses activités. De plus, particulièrement dans le cadre de ses efforts pour aligner la capacité et les coûts de la plateforme d'impression sur les volumes d'affaires, la Société risque d'être impliquée dans des litiges pour des cas de relations de travail. Du côté des secteurs de l'impression et de l'emballage, l'impression d'information erronée par la Société et du non-respect des spécifications d'un client pourraient conduire à la réception de réclamations. De même, lors de ses activités d'acquisitions, les passifs non identifiés et les obligations judiciaires importantes représentent également un risque en tant que successeur. Bien que la Société provisionne pour ces litiges, elle n'est pas assurée que toutes les réclamations sont provisionnées aux coûts de règlement, ayant potentiellement un effet défavorable additionnel sur le résultat net.

La loi canadienne anti-pourriel exige le consentement du destinataire afin d'envoyer des messages électroniques commerciaux. Cependant, il pourrait survenir des situations qui feraient en sorte que certaines des activités de la Société ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes. Bien que la Société ait mis en place des contrôles stricts à ces égards, tout manquement en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation, la sécurité des renseignements personnels ou d'autres questions de confidentialité pourrait nuire à sa réputation et à son résultat net.

Taux d'intérêt - La hausse des taux d'intérêt sur le marché relativement aux instruments financiers

La Société est exposée aux risques du marché liés aux hausses des taux d'intérêt. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. À la fin de l'exercice 2021, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 67,9 % de la dette totale.

Liquidités - Disponibilité des capitaux à un coût raisonnable

La Société est exposée au risque de liquidités, c'est-à-dire le risque qu'elle ne soit pas en mesure de remplir ses obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles, ou de les remplir, mais à un coût excessif. Le niveau d'endettement net pourrait avoir des incidences importantes, en particulier les suivantes :

- Limiter sa capacité d'obtenir un financement supplémentaire, notamment pour le fonds de roulement, les dépenses en immobilisations, le service de sa dette, ses acquisitions et ses besoins généraux;
- Limiter sa capacité de s'adapter à l'évolution de la conjoncture des marchés et devenir moins concurrentielle par rapport aux concurrents moins endettés;
- Accroître ses frais financiers et réduire sa rentabilité;
- Ne pas être en mesure de verser des dividendes sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et ses actions catégorie B;
- Être vulnérable à un ralentissement économique général;
- Rendre plus difficile le respect de ses engagements au titre de la dette.

La concrétisation de l'une ou l'autre de ces circonstances pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités de la Société, sa situation financière, ses perspectives et/ou ses résultats d'exploitation. De plus, la Société pourrait ne pas être en mesure d'atteindre ses objectifs de croissance stratégiques si elle ne dispose pas des ressources en capital nécessaires pour financer sa stratégie de croissance interne et par acquisitions. En outre, le non-respect des clauses restrictives établies par les prêteurs de nouvelles facilités de crédit pourrait entraîner des pertes financières, une hausse des coûts ou des défauts croisés, ce qui pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités, la situation financière, les perspectives et/ou les résultats d'exploitation de la Société. Les conditions de facilités de crédit autorisent la Société à assumer des dettes supplémentaires dans certaines circonstances, mais pourraient imposer certaines restrictions qui limiteront la capacité d'exploiter l'entreprise.

Régimes de retraite - L'effet de fluctuations majeures des marchés sur la solvabilité des régimes de retraite

Au 31 octobre 2021, la quasi-totalité des employés actifs de la Société participait à des régimes de retraite à cotisations définies. Toutefois, les risques relatifs aux régimes à prestations définies, ceux-ci étant présentement fermés, sont toujours assumés par la Société. La capitalisation des régimes de retraite à prestations définies est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations définies, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. La Société poursuit sa stratégie d'investissement afin de limiter l'exposition de ses actifs à des fluctuations majeures qui toucheraient la solvabilité des régimes.

Fiscalité - Des changements aux lois fiscales pourraient nuire à la rentabilité

La Société doit payer des impôts dans plusieurs juridictions. Divers facteurs pourraient faire augmenter les charges fiscales dans l'avenir, notamment des changements dans la composition du bénéfice dans des pays aux taux d'imposition différents. La Société se penche régulièrement sur ces questions pour déterminer si elle évalue correctement ses obligations fiscales. Des évaluations inexactes pourraient avoir des conséquences importantes sur ses activités, sa situation financière, ses perspectives ou ses résultats d'exploitation. Des changements aux lois ou à la manière dont les autorités fiscales les interprètent, dans certains cas avec effet rétroactif, pourraient avoir des conséquences. Par exemple, l'imposition d'impôts additionnels, la hausse du taux de l'impôt sur le revenu ou d'autres impôts ou l'abolition d'incitatifs fiscaux dont l'entreprise bénéficie dans un territoire où elle exerce ses activités pourraient faire augmenter le taux d'imposition effectif de la Société et nuire fortement à sa rentabilité. Tout changement aux lois fiscales, à l'interprétation qu'en font les autorités fiscales ou aux règles comptables pourrait avoir une incidence négative importante sur l'impôt dû au titre de périodes passées et futures. Enfin, des contrôles fiscaux dont l'entreprise pourrait faire l'objet dans l'un ou l'autre des territoires où elle exerce ses activités pourraient modifier défavorablement son taux d'imposition effectif, ce qui pourrait se répercuter négativement sur ses activités, sa situation financière, ses perspectives ou ses résultats d'exploitation.

Fiscalité - Des contestations d'autorités fiscales ou des modifications dans les taux d'imposition statutaires en vigueur

La Société estime que les frais déclarés par les différentes entités du groupe sont raisonnables, déductibles et que le coût et la déduction du coût en capital utilisés pour les biens amortissables de ces entités ont été calculés correctement. Dans le cours normal des activités de la Société, les autorités fiscales procèdent à des vérifications continues et, à cet égard, rien ne garantit que les autorités fiscales ne contesteront pas la position de la Société relativement à certaines questions fiscales. Si elles ont gain de cause, ces contestations pourraient avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, son résultat net et sa situation financière, ainsi que sur le rendement pour les actionnaires.

Si les taux d'impôt d'une période future augmentaient ou diminuaient dans un territoire quelconque, la charge d'impôts sur le résultat de cette même période augmenterait ou diminuerait en conséquence. De plus, les actifs et passifs d'impôt différé augmenteraient ou diminueraient parallèlement aux hausses ou aux baisses de taux d'impôt, ce qui aurait des répercussions sur les impôts sur le résultat. Par ailleurs, une baisse ou une hausse du taux d'impôt se traduirait par une hausse ou une baisse du bénéfice net annuel comparativement à ce qu'il aurait été autrement.

Tests de dépréciation - Résultats des tests de dépréciation sur la valeur des actifs

Les normes IFRS exigent que la Société effectue des tests de dépréciation de l'actif à long terme s'il existe un quelconque indice qu'un actif ou un groupe d'actifs ait pu se déprécier. Toute baisse de valeur provenant des tests de dépréciation aurait un effet défavorable sur le résultat net de la Société, sans toutefois avoir un effet important sur sa conformité au ratio d'endettement qu'elle doit respecter aux termes de ses facilités de crédit actuelles ou sur sa capacité d'emprunt.

Détention du contrôle - Conflit d'intérêts entre l'actionnaire de contrôle et les autres actionnaires

Au 31 octobre 2021, Capinabel inc., société sous le contrôle de M. Rémi Marcoux, détenait directement ou indirectement 14,55 % des actions en circulation et 71,54 % des droits de vote rattachés aux actions participantes en circulation de la Société. Étant donné la détention du contrôle de cet actionnaire, il est possible que dans certaines situations, les intérêts de l'actionnaire détenant le contrôle ne correspondent pas à ceux des autres détenteurs d'actions participantes de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société a été évaluée au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (le « Règlement 52-109 ») au 31 octobre 2021. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 octobre 2021.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société sont responsables de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS.

L'efficacité de la conception et du fonctionnement du CIIF a été évaluée au 31 octobre 2021, conformément au cadre et aux critères énoncés dans le document intitulé Internal Control - Integrated Framework qu'a publié le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO ») en 2013, un modèle de contrôle reconnu, et aux exigences du Règlement 52-109. Sur la base de cette évaluation, le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société ont conclu que la conception et le fonctionnement du CIIF étaient efficaces au 31 octobre 2021.

Tout système de contrôle interne, quelle que soit la qualité de sa conception, comporte des limites inhérentes. Par conséquent, même les systèmes considérés comme efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la présentation de l'information financière et de la préparation des états financiers.

Conformément aux dispositions du Règlement 52-109, la direction a limité l'étendue de sa conception des contrôles et procédures de communication de l'information et du CIIF de la Société afin d'exclure les contrôles, les politiques et les procédures de BGI Retail Inc. ("BGI"), une mesure acceptée par l'Autorité des marchés financiers (AMF) durant la première année suivant l'acquisition d'une entreprise, le temps de permettre à une société de procéder à son intégration.

BGI est un fournisseur de services complets de conception et de solutions en magasin pour les détaillants et les grandes marques mondiales situé à Paris, en Ontario. Acquis le 1^{er} juin 2021, BGI a généré des revenus de 11,4 millions, soit 0,4% des résultats consolidés de la Société.

Des informations additionnelles relatives à cette acquisition sont présentées dans le tableau #8.

Tableau #8 :
(non audités)

(en millions de dollars)	BGI Retail Inc.
État de la situation financière	Au 31 octobre 2021
Actifs courants	\$17,2
Actifs non courants	75,3
Passifs courants	6,4
Passifs non courants	42,1
État du résultat	Exercice clos le 31 octobre 2021
Revenus	\$11,4
Résultat opérationnel avant amortissement	2,4
Résultat opérationnel	1,4

Veuillez-vous référer à la note 4 des états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2021 pour obtenir des informations supplémentaires relatives à cette acquisition.

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, sauf les faits susmentionnés, aucune modification touchant le CIIF qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société, y compris le président et chef de la direction ainsi que le chef de la direction financière de la Société.

ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

REMBOURSEMENT DE DETTES

Le 1er novembre 2021, la Société a remboursé par anticipation le solde de 185,8 millions de dollars (150,0 millions de dollars américains) de la tranche D des Prêts à terme en devises américaines.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 1er novembre 2021, la Société a acquis la totalité des actions de H.S. Crocker Co., Inc. ("H.S. Crocker"), un fabricant d'opercules découpés pour l'industrie alimentaire et d'étiquettes pour l'industrie pharmaceutique, situé à Huntley, en Illinois, et à Exton, en Pennsylvanie. La Société procédera à l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de H.S. Crocker au cours des prochains trimestres. Cette acquisition permet à la Société de bonifier le portefeuille de solutions d'emballage et l'expertise pharmaceutique et médicale dans l'offre de produits de revêtements spécialisés.

PERSPECTIVES

Dans le secteur de l'emballage, à la suite des investissements effectués dans de nouveaux équipements de production, de la signature de nouveaux contrats et de l'introduction de nouveaux produits sur le marché, nous prévoyons une croissance interne du volume pour l'exercice financier 2022 en excluant les effets positifs de la 53^e semaine sur les résultats de l'exercice financier 2021. Malgré l'effet de l'appréciation du dollar canadien face au dollar américain, qui devrait continuer d'avoir un effet négatif sur la profitabilité du secteur au premier trimestre de l'exercice financier 2022, nous prévoyons une hausse du résultat opérationnel durant l'exercice financier 2022 par rapport à l'exercice financier précédent.

Pour le secteur de l'impression, nous prévoyons la poursuite de la reprise du volume d'impression. Cette reprise anticipée, combinée à la croissance dans nos activités de marketing sur le lieu de vente et autres activités en croissance, nous donne confiance quant aux perspectives de croissance des revenus pour l'exercice financier 2022, en excluant l'effet positif de la 53^e semaine sur les résultats de l'exercice financier 2021. De plus, en excluant les montants liés à la Subvention salariale d'urgence du Canada et l'effet de la 53^e semaine sur l'exercice financier 2021, nous prévoyons une croissance du résultat opérationnel durant l'exercice financier 2022 par rapport à l'exercice financier 2021.

Finalement, nous prévoyons continuer à générer d'importants flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Ceux-ci devraient nous permettre de réduire notre endettement net, tout en nous laissant la flexibilité pour poursuivre nos investissements axés sur la croissance interne ainsi que sur des acquisitions stratégiques et ciblées.

Au nom de la direction,

(s) Donald LeCavalier
Chef de la direction financière

Le 9 décembre 2021



États financiers consolidés et notes afférentes

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés ci-joints de Transcontinental inc. sont sous la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société. Les états financiers consolidés incluent des montants établis par la direction selon des estimations qu'elle juge raisonnables et justes. Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Dans le cadre de ses responsabilités, la direction de Transcontinental inc. et de ses filiales met au point et améliore les systèmes comptables et de gestion en vue de fournir l'assurance raisonnable de la protection des actifs contre une perte éventuelle ou une utilisation non autorisée ainsi que de la fiabilité des registres comptables lors de la préparation des états financiers consolidés.

Le conseil d'administration de la Société assume la responsabilité des états financiers consolidés, surtout par l'entremise de son Comité d'audit. Le Comité d'audit rencontre chaque trimestre la direction ainsi que les auditeurs indépendants en vue de discuter des résultats de l'audit, du contrôle interne et de sujets touchant l'information financière. Les auditeurs indépendants nommés par les actionnaires peuvent s'adresser librement au Comité d'audit que la direction soit présente ou non.

Les présents états financiers consolidés ont été audités par le cabinet KPMG s.r.l. / s.e.n.c.r.l., dont le rapport est présenté à la page suivante.

Le président et chef de la direction,

(s) François Olivier

Le chef de la direction financière,

(s) Donald LeCavalier



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Tour KPMG, Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3
Canada

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de Transcontinental inc.,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Transcontinental inc. (l'« entité »), qui comprennent :

- Les états consolidés de la situation financière au 31 octobre 2021 et au 25 octobre 2020;
- Les états consolidés du résultat pour les exercices clos à ces dates;
- Les états consolidés du résultat global pour les exercices clos à ces dates;
- Les états consolidés des variations des capitaux propres pour les exercices clos à ces dates;
- Les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates;
- Ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables;

(ci-après, les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée de l'entité au 31 octobre 2021 et au 25 octobre 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « **Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers** » de notre rapport des auditeurs.

Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de l'exercice clos le 31 octobre 2021. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue la question clé de l'audit qui doit être communiquée dans notre rapport des auditeurs.

Évaluation de la valeur recouvrable des groupes d'unités génératrices de trésoreries (« UGT ») auxquelles un goodwill est alloué

Description de la question

Nous attirons l'attention sur les notes 2 m) et v), 7 et 16 des états financiers consolidés. Le solde du goodwill s'établit à 1 086,6 millions de dollars. Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué aux UGT (ou groupe d'UGT) qui bénéficient des synergies du regroupement.

Une UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle un goodwill a été alloué est soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'une UGT (ou groupe d'UGT) excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT (ou groupe d'UGT), puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata.

La valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Dans la détermination de la valeur recouvrable des UGT (ou groupe d'UGT) selon la méthode de la juste valeur diminuée des coûts de sortie, l'entité utilise des hypothèses importantes incluant les multiples de capitalisation et les prévisions budgétaires du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (BAIIA).

Raisons pour lesquelles il s'agit d'une question clé de l'audit

Nous avons déterminé que l'évaluation de la valeur recouvrable des groupes d'UGT auxquelles un goodwill est alloué constituait une question clé de l'audit. Cette question représente un aspect présentant un risque important d'anomalies significatives pour certaines UGT (ou groupe d'UGT) en raison de l'ampleur du goodwill et du degré élevé d'incertitude relative aux estimations dans la détermination de la valeur recouvrable. De plus, des jugements importants de la part des auditeurs et des compétences et connaissances spécialisées ont été nécessaires à l'évaluation des résultats de nos procédures d'audit en raison de la sensibilité de la détermination de la valeur recouvrable de certaines UGT (ou groupe d'UGT) à des changements mineurs dans les hypothèses importantes.

Façon dont la question a été traitée dans le cadre de l'audit

Les procédures qui suivent sont les principales procédures que nous avons mises en œuvre pour traiter cette question clé de l'audit.

Nous avons évalué le caractère approprié des projections des flux de trésorerie et les prévisions budgétaires du BAIIA utilisés pour établir la valeur recouvrable des UGT (ou groupe d'UGT) en les comparant aux flux de trésorerie et BAIIA historiques réels de l'entité. Nous avons tenu compte des changements dans les situations ou les événements touchant les UGT (ou groupe d'UGT) pour apprécier les ajustements apportés par l'entité pour arriver aux projections de flux de trésorerie et prévisions budgétaires du BAIIA devant être générés par les UGT (ou groupe d'UGT), ou l'absence de tels ajustements.

Nous avons comparé les prévisions historiques des projections de flux de trésorerie et des prévisions budgétaires du BAIIA avec les résultats réels afin d'évaluer la capacité de l'entité à faire preuve de précision dans l'élaboration des projections de flux de trésorerie ou prévisions budgétaires du BAIIA.

Nous avons demandé à des professionnels en évaluation possédant des compétences et des connaissances spécialisées de participer à la mission. Ces professionnels nous ont aidé :

- à évaluer le caractère approprié des multiples de capitalisation en les comparant à des données de marché publiées pour des entités comparables.
- à évaluer le caractère vraisemblable de l'estimation de la valeur recouvrable de l'ensemble des UGT (ou groupe d'UGT) en comparant la somme de l'ensemble des valeurs recouvrables avec la capitalisation boursière de l'entité et en comparant le multiple des prévisions budgétaires du BAIIA avec les multiples du BAIIA publiés pour des entités comparables.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- Des informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes;
- Des informations contenues dans un document susceptible de s'intituler « rapport annuel 2021 », autre que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons et n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations identifiées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, et à demeurer attentifs aux éléments indiquant que les autres informations semblent comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu les informations contenues dans le rapport de gestion déposé auprès des commissions des valeurs mobilières canadiennes compétentes à la date du présent rapport des auditeurs. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le rapport des auditeurs.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir les informations contenues dans un document susceptible de s'intituler « rapport annuel 2021 », autre que les états financiers et le rapport des auditeurs sur ces états, après la date du présent rapport des auditeurs. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités des auditeurs à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport des auditeurs contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

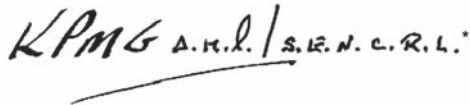
- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité de l'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport des auditeurs sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport des auditeurs. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit;
- Nous fournissons aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes, s'il y a lieu; et
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de l'entité du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit;

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport des auditeurs, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport des auditeurs parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport des auditeurs est délivré est Yvon Dupuis.



Montréal, Canada

Le 9 décembre 2021

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens, sauf les données par action)

	Notes	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Revenus		2 643,4 \$	2 574,0 \$
Charges opérationnelles	5	2 188,5	2 074,6
Frais de restructuration et autres coûts	6	12,7	41,4
Dépréciation d'actifs		0,7	—
Résultat opérationnel avant amortissement		441,5	458,0
Amortissement	8	207,7	216,6
Résultat opérationnel		233,8	241,4
Frais financiers nets	9	42,3	46,4
Résultat avant impôts sur le résultat		191,5	195,0
Impôts sur le résultat	10	61,0	63,2
Résultat net		130,5	131,8
Participation ne donnant pas le contrôle		(0,1)	0,1
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société		130,6 \$	131,7 \$
Résultat net par action - de base et dilué		1,50 \$	1,51 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation - de base et dilué (en millions)	23	87,0	87,1

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	31 octobre 2021	25 octobre 2020 ⁽¹⁾
Résultat net		130,5 \$	131,8 \$
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés au résultat net			
Variation nette liée aux couvertures de flux de trésorerie			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés - risque de change	30	5,4	1,3
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés - risque de taux d'intérêt	19 & 30	3,2	(18,5)
Reclassement de la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés portée au résultat net au cours de la période considérée		11,9	8,2
Impôts (recouvrement d'impôts) sur le résultat y afférents		5,4	(2,4)
	25	15,1	(6,6)
Écarts de conversion cumulés			
Gains nets (pertes nettes) de change latents sur la conversion des états financiers des établissements étrangers		(93,2)	9,2
Gains nets (pertes nettes) sur la couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers	19	39,3	(1,4)
Impôts (recouvrement d'impôts) sur le résultat y afférents		4,1	(0,4)
	25	(58,0)	8,2
Éléments qui ne seront pas reclassés au résultat net			
Variations liées aux régimes à prestations définies			
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	28	21,7	12,9
Impôts sur le résultat y afférents		5,3	3,4
	25	16,4	9,5
Autres éléments du résultat global	25	(26,5)	11,1
Résultat global		104,0 \$	142,9 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 25 octobre 2020		640,0 \$	0,9 \$	1 107,2 \$	(14,8) \$	1 733,3 \$	5,3 \$	1 738,6 \$
Résultat net		—	—	130,6	—	130,6	(0,1)	130,5
Autres éléments du résultat global	25	—	—	—	(26,5)	(26,5)	—	(26,5)
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires								
Dividendes	22	—	—	(78,3)	—	(78,3)	—	(78,3)
Solde au 31 octobre 2021		640,0 \$	0,9 \$	1 159,5 \$	(41,3) \$	1 759,1 \$	5,2 \$	1 764,3 \$
Solde au 27 octobre 2019		641,9 \$	1,1 \$	1 069,9 \$	(25,9) \$	1 687,0 \$	4,2 \$	1 691,2 \$
Effet de la transition à l'IFRS 16		—	—	(13,2)	—	(13,2)	—	(13,2)
Solde au 27 octobre 2019 - ajusté		641,9	1,1	1 056,7	(25,9)	1 673,8	4,2	1 678,0
Résultat net		—	—	131,7	—	131,7	0,1	131,8
Autres éléments du résultat global	25	—	—	—	11,1	11,1	—	11,1
Apports des actionnaires et contributions aux actionnaires								
Rachat d'actions	22	(3,8)	—	(3,3)	—	(7,1)	—	(7,1)
Levée d'options d'achat d'actions		1,9	(0,2)	—	—	1,7	—	1,7
Dividendes	22	—	—	(77,9)	—	(77,9)	—	(77,9)
Acquisition d'entreprises		—	—	—	—	—	1,0	1,0
Solde au 25 octobre 2020		640,0 \$	0,9 \$	1 107,2 \$	(14,8) \$	1 733,3 \$	5,3 \$	1 738,6 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Actifs courants			
Trésorerie		231,1 \$	241,0 \$
Débiteurs	11	496,1	461,2
Impôts sur le résultat à recevoir		16,9	13,4
Stocks	12	357,0	288,8
Frais payés d'avance et autres actifs courants		24,4	20,3
		1 125,5	1 024,7
Immobilisations corporelles			
	13	689,7	712,4
Actifs au titre de droits d'utilisation			
	14	140,8	134,6
Immobilisations incorporelles			
	15	513,0	568,5
Goodwill			
	16	1 086,6	1 098,8
Impôts différés			
	10	18,6	24,2
Autres éléments d'actif			
	17	38,7	35,2
		3 612,9 \$	3 598,4 \$
Passifs courants			
Créditeurs et charges à payer	18	439,2 \$	399,7 \$
Provisions	20	1,5	7,9
Impôts sur le résultat à payer		28,9	8,4
Revenus reportés et dépôts		12,3	9,0
Portion courante de la dette à long terme	19	187,3	229,7
Portion courante des obligations locatives	14	23,1	22,8
		692,3	677,5
Dette à long terme			
	19	778,2	790,4
Obligations locatives			
	14	137,3	132,0
Impôts différés			
	10	137,3	133,9
Provisions			
	20	0,6	0,3
Autres éléments du passif			
	21	102,9	125,7
		1 848,6	1 859,8
Capitaux propres			
Capital social	22	640,0	640,0
Surplus d'apport		0,9	0,9
Résultats non distribués		1 159,5	1 107,2
Cumul des autres éléments du résultat global	25	(41,3)	(14,8)
Attribuables aux actionnaires de la Société			
		1 759,1	1 733,3
Participation ne donnant pas le contrôle			
		5,2	5,3
		1 764,3	1 738,6
		3 612,9 \$	3 598,4 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020
(en millions de dollars canadiens)

	Notes	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Activités opérationnelles			
Résultat net		130,5 \$	131,8 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dépréciation d'actifs	7	0,7	—
Amortissement	8	227,3	237,5
Frais financiers de la dette à long terme et des obligations locatives	9	38,7	47,1
Pertes nettes sur cession d'actifs		0,6	3,1
Pertes nettes sur acquisitions et cessions d'entreprises	6	—	3,1
Impôts sur le résultat	10	61,0	63,2
Variation nette de change et autres		(2,3)	(3,9)
Flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant variation des éléments			
hors caisse liés aux opérations et des impôts sur le résultat payés		456,5	481,9
Variation des éléments hors caisse liés aux opérations	26	(81,8)	(5,1)
Impôts sur le résultat payés		(59,4)	(49,8)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, nets de la trésorerie acquise	4	(43,7)	(9,4)
Cessions d'entreprises	4	—	232,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles	13	(115,0)	(79,2)
Cessions d'immobilisations corporelles	13	1,0	1,2
Augmentation des immobilisations incorporelles	15	(23,3)	(18,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme, net de frais d'émission	19 & 26	396,5	—
Remboursement de la dette à long terme	19 & 26	(409,0)	(375,5)
Frais financiers payés sur la dette à long terme		(32,3)	(42,6)
Remboursement du principal sur les obligations locatives		(23,7)	(21,9)
Intérêts payés sur les obligations locatives	9	(3,3)	(3,1)
Levée d'options d'achat d'actions	24	—	1,7
Dividendes	22	(78,3)	(77,9)
Rachat d'actions	22	—	(7,1)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
(150,1)			
(526,4)			
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères			
5,9			
0,3			
Variation nette de la trésorerie			
(9,9)			
27,3			
Trésorerie au début de l'exercice			
241,0			
213,7			
Trésorerie à la fin de l'exercice			
231,1 \$			
241,0 \$			
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie			
Variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par des créiteurs			
(0,5) \$			
2,5 \$			

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

Transcontinental inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions. Les actions à droit de vote subalterne catégorie A et les actions catégorie B se négocient à la Bourse de Toronto. Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3240, Montréal (Québec), Canada H3B 0G1.

La Société est un chef de file en emballage souple en Amérique du Nord et le plus important imprimeur au Canada. La Société exerce principalement ses activités au Canada, aux États-Unis, en Amérique latine, au Royaume-Uni, en Australie et en Nouvelle-Zélande dans trois secteurs distincts : le secteur de l'emballage, le secteur de l'impression et le secteur des médias. Les principales activités de la Société sont décrites à la note 3 « Information sectorielle ».

Le conseil d'administration de la Société a approuvé les présents états financiers consolidés le 9 décembre 2021.

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Comparabilité des exercices

Les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020 comportent 53 semaines et 52 semaines, respectivement.

Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les méthodes comptables adoptées dans les présents états financiers consolidés annuels sont fondées sur les IFRS publiées, en vigueur et qui ont été adoptées par la Société au 31 octobre 2021. Toute modification subséquente des méthodes comptables, prenant effet dans les états financiers consolidés de la Société après le 31 octobre 2021, pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés annuels.

Les états financiers consolidés IFRS ont été établis conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous :

a) Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des éléments suivants :

- les instruments financiers dérivés et les contreparties conditionnelles qui ont été évalués selon leur juste valeur;
- le passif lié à la rémunération à base d'action qui a été évalué selon IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*;
- les passifs au titre des régimes à prestations définies, qui sont constatés au net de la juste valeur des actifs des régimes à prestations définies et de la valeur actualisée des obligations liées à ces régimes; et
- les obligations locatives qui ont été évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs.

b) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Les méthodes comptables décrites ont été appliquées de manière constante et uniforme par toutes les filiales pour toutes les périodes présentées dans les présents états financiers consolidés.

Les filiales représentent toutes les entités que la Société contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer considérablement sur le montant des rendements qu'elle obtient. Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle, et cessent d'être consolidées à la date à laquelle le contrôle prend fin. Au besoin, des ajustements sont apportés aux états financiers des filiales afin que leurs méthodes comptables soient conformes à celles de la Société. Une entité consolidée intégralement mais qui n'est pas détenue en totalité par la Société donne lieu à une participation ne donnant pas le contrôle qui est présentée distinctement à l'état consolidé du résultat et à l'état consolidé de la situation financière. Les transactions et soldes intragroupe ont été éliminés à la consolidation.

Les principales filiales détenues par la Société sont les suivantes :

	Détention
Imprimeries Transcontinental inc. (Canada)	100,0 %
Imprimeries Transcontinental 2007 inc. (Québec)	100,0
Imprimeries Transcontinental 2005 S.E.N.C. (Québec)	100,0
Transcontinental Printing Corporation (Delaware)	100,0
Médias Transcontinental inc. (Québec)	100,0
Médias Transcontinental S.E.N.C. (Québec)	100,0
TC Transcontinental Packaging Inc. (Delaware)	100,0
Transcontinental Holding Corp (Delaware)	100,0
Transcontinental US LLC (Delaware)	100,0

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

c) Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, et leurs résultats d'opérations sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. La contrepartie transférée correspond au total de la juste valeur des actifs acquis, des instruments de capitaux propres émis, des passifs contractés ou repris par la Société et des contreparties conditionnelles, à la date d'acquisition, en échange du contrôle de l'entité acquise. Dans le cas de regroupements d'entreprises à moins de 100 %, une participation ne donnant pas le contrôle est évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part de la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de l'entité acquise. Le choix de la base d'évaluation se fait transaction par transaction.

L'excédent de la contrepartie transférée et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs pris en charge est comptabilisé à titre de goodwill. Si la juste valeur de l'actif net acquis excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent (« goodwill négatif ») est comptabilisé directement au résultat net à titre de profit sur acquisition à des conditions avantageuses. Les coûts de transaction attribuables à l'acquisition sont comptabilisés au résultat net au moment où ils sont engagés.

Si l'accord comprend une contrepartie conditionnelle, celle-ci est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition et est ajoutée à la contrepartie transférée, et un passif du même montant est comptabilisé. Toute variation ultérieure de la juste valeur de la contrepartie conditionnelle sera comptabilisée au résultat net sous la ligne « Frais de restructuration et autres coûts (gains) ».

Si la comptabilisation initiale du regroupement d'entreprises est inachevée au moment de la publication de l'information financière pour la période au cours de laquelle l'acquisition survient, la Société présente les montants provisoires pour les éléments pour lesquels l'évaluation est inachevée. L'achèvement de l'évaluation de ces éléments sera pris en compte à titre d'ajustement des actifs acquis et des passifs assumés au cours de la période d'évaluation, et les ajustements devront être appliqués rétroactivement. La période d'évaluation correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle la Société a reçu les informations complètes sur les faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

Si un regroupement d'entreprises est réalisé en étapes, la Société réévalue la part qu'elle détenait au préalable dans l'entité acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et inscrit le profit ou la perte en résultant, s'il y a lieu, au résultat net.

d) Constatation des revenus

La Société comptabilise les revenus tirés de la vente de biens et de la prestation de services lorsque le contrôle d'un bien ou service a été transféré au client.

La Société établit les revenus à constater en suivant les étapes suivantes : 1) Identification du contrat avec le client, 2) Identification des obligations de prestation au contrat, 3) Détermination du prix de transaction, 4) Allocation du prix de transaction aux obligations de prestation, et 5) Constatation des revenus lorsque la Société satisfait une obligation de prestation. Les revenus sont constatés lorsque le client obtient le contrôle des produits et services.

La Société a établi que le contrat aux fins de l'IFRS 15 est habituellement un bon de commande, incluant les conditions de vente y étant associées, ou une combinaison d'un bon de commande et d'un contrat. Dans le secteur de l'impression, certains contrats contiennent plus d'une obligation de prestation, notamment lorsque le contrat prévoit des services d'impression, ainsi que des services de distribution et de prémédia. Dans le secteur de l'emballage, les contrats contiennent habituellement une seule obligation de prestation, soit la vente de produits finis. Plusieurs contrats de la Société contiennent une contrepartie variable, qui peut prendre la forme d'un programme incitatif, d'un programme de remises établies selon les quantités achetées, ou d'autres rabais octroyés au client. La Société estime les contreparties variables en utilisant la méthode du montant le plus probable et réduit les revenus du montant estimé. Compte tenu de la nature des produits sur mesure vendus par la Société, les retours ne sont pas significatifs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

d) Constatation des revenus (suite)

Dans les secteurs de l'emballage et de l'impression, les revenus sont constatés comme suit :

- Produits d'emballage

Les revenus reliés aux produits d'emballage sont constatés au moment du transfert du contrôle des produits au client qui est habituellement au moment où les produits sont expédiés ou livrés selon l'entente conclue avec le client.

- Services d'impression

Les revenus provenant de la vente de services d'impression sont constatés au moment du transfert du contrôle des produits au client qui est habituellement au moment où les produits sont expédiés ou livrés selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de distribution

Les revenus de distribution de porte en porte sont constatés progressivement durant la livraison du matériel publicitaire.

Revenus de prémédia

Les revenus de prémédia sont constatés à un moment précis lorsque les services ont été rendus.

Pour certains contrats provenant de la vente de produits d'emballage et de services d'impression en vertu desquels la Société fournit des produits sur mesure ou des services et pour lesquels elle a un droit exécutoire de recevoir le paiement en contrepartie de la prestation effectuée, les critères permettant de constater les revenus progressivement sont rencontrés et nécessitent en conséquence la comptabilisation des revenus selon cette méthode. Cependant, la Société a déterminé que la valeur de ces contrats n'était pas significative.

Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

- Revenus de publicité, d'abonnement, en kiosques et de vente de livres

Les revenus sont constatés à la date de parution pour les revenus de publicité, linéairement pour les revenus d'abonnement et au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours en ce qui concerne les kiosques et vente de livres.

e) Impôts sur le résultat

La Société comptabilise les impôts sur le résultat selon la méthode du passif fiscal. La charge d'impôts représente la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé. Elle est comptabilisée aux résultats, sauf dans la mesure où elle se rapporte à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas elle est comptabilisée dans les capitaux propres.

i) Impôt exigible

L'impôt exigible est l'impôt qui devra vraisemblablement être payé ou récupéré au titre du résultat imposable de la période, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers, et il comprend également tout ajustement de la charge ou du recouvrement d'impôt concernant les exercices antérieurs. Le résultat imposable diffère du résultat comptabilisé à l'état consolidé du résultat en raison d'éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours d'autres périodes, ou d'éléments qui ne seront jamais imposables, ni déductibles.

ii) Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences temporaires entre les valeurs comptables et les bases fiscales des actifs et passifs, et est mesuré aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer dans la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, en fonction des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture des états financiers.

Aucun impôt différé n'est comptabilisé relativement aux différences temporaires suivantes : la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs dans le cadre d'une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui ne touche ni le résultat comptable, ni le résultat imposable, ainsi que les différences qui se rapportent à des participations dans des filiales, dans la mesure où il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible. En outre, aucun impôt différé n'est comptabilisé au titre des différences temporaires qui résultent de la comptabilisation initiale du goodwill. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque fin de période et une réduction de la valeur comptable des actifs d'impôt différé est comptabilisée lorsqu'il est probable que ces actifs ne seront pas réalisés.

f) Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable que la Société satisfait aux exigences du programme de subvention approuvé et que la Société, en se fondant sur le jugement de la direction, a une certitude raisonnable que l'aide gouvernementale sera reçue. L'aide gouvernementale liée aux charges d'exploitation, incluant les subventions salariales, est portée en déduction des charges connexes. Les crédits d'impôt à l'investissement liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou incorporelles sont constatés en réduction du coût de l'actif sous-jacent. Les crédits d'impôt à l'investissement liés aux charges opérationnelles sont constatés en réduction de ces dernières. L'aide gouvernementale liée à l'édition est constatée en réduction des coûts d'édition.

g) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois.

h) Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux montants. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti, et comprend le coût d'acquisition des matières premières et les coûts de transformation, tels la main d'œuvre directe et une portion des frais généraux de production. La valeur de réalisation nette est le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

i) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus et réduit les charges opérationnelles figurant à l'état consolidé du résultat et les stocks connexes figurant à l'état consolidé de la situation financière. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

j) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'immobilisation corporelle.

Les coûts, tels que les coûts d'emprunt, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés jusqu'à ce que l'actif soit prêt pour son utilisation prévue, et sont amortis sur la durée d'utilité de l'actif correspondant. Les immobilisations corporelles en cours de construction ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas mises en service.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production loué en vertu de contrats de location-financement	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans

Lorsque des parties importantes d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, elles sont comptabilisées comme une composante distincte de l'actif, et amorties sur leur durée d'utilité respective.

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les gains et pertes résultant de la disposition d'une immobilisation corporelle sont déterminés par différence entre la juste valeur du produit de la sortie et la valeur comptable nette de l'immobilisation corporelle disposé et sont comptabilisés directement au résultat net sous la ligne « Frais de restructuration et autres coûts (gains) ».

k) Contrats de location

La Société doit apprécier, à la date de passation d'un contrat, si ce dernier est ou contient un contrat de location en déterminant si le contrat lui confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps, en échange d'une contrepartie.

À la date de début du contrat de location, la Société doit comptabiliser un actif au titre de droits d'utilisation et une obligation locative.

L'actif au titre de droits d'utilisation est initialement évalué au coût de l'obligation locative correspondante, ajusté de tout montant de loyers versés à la date de début du contrat ou avant cette date, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus, et, le cas échéant, majoré des coûts directs initiaux engagés et de l'estimation des coûts à engager pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ainsi que pour la restauration du site sur lequel il est situé. L'actif au titre de droits d'utilisation est ultérieurement évalué au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, si applicable. Le droit d'utilisation est amorti selon la méthode d'amortissement linéaire depuis la date de début jusqu'à la fin de la durée du bail, sauf si le contrat de location transfère la propriété de l'actif sous-jacent à la Société à la fin de la durée du bail ou le coût de l'actif du droit d'utilisation reflète que la Société exercera une option d'achat. Dans ce cas, le droit d'utilisation sera amorti sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent, qui est déterminée sur la même base que celle des immobilisations corporelles. De plus, l'actif du droit d'utilisation est périodiquement réduit des pertes de valeur, le cas échéant, et ajustées pour certaines réévaluations du passif locatif. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à un test de dépréciation à chaque date de clôture des états financiers s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

L'obligation locative est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers futurs en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société à la date de passation du contrat, sauf s'il est possible de déterminer le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les paiements de loyers sont actualisés sur la durée du contrat de location, ce qui comprend la durée fixe et les options de renouvellement et de terminaison que la Société a la certitude raisonnable d'exercer.

Les principaux paiements inclus dans l'évaluation initiale de l'obligation locative sont les paiements fixes, déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, et les paiements de loyers variables en fonction d'un indice ou d'un taux. Par la suite, l'obligation locative est évaluée au coût amorti selon la méthode des intérêts effectifs, laquelle se traduit par une augmentation de la valeur comptable de l'obligation locative reflétant les intérêts et par une diminution de la valeur comptable reflétant les paiements de loyers versés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

k) Contrats de location (suite)

L'obligation locative fait l'objet d'une réévaluation, avec un ajustement correspondant à l'actif au titre de droits d'utilisation, lors des situations suivantes :

- Un changement est apporté dans la durée du contrat de location et/ou dans l'appréciation d'exercer ou non une option d'achat, de prolongation ou de résiliation, auquel cas la Société réévalue l'obligation locative en actualisant les nouveaux paiements de loyers futurs au moyen d'un taux d'actualisation révisé;
- Un changement est attendu dans les paiements de loyers futurs en raison de la variation d'un indice ou d'un taux utilisé pour déterminer les paiements variables, auquel cas la Société réévalue l'obligation locative en actualisant les nouveaux paiements de loyers futurs à l'aide du même taux d'actualisation utilisé lors de son évaluation initiale; et
- Tout autre changement ne menant pas à la comptabilisation d'un contrat de location distinct, auquel cas la Société réévalue l'obligation locative en actualisant les paiements de loyers révisés sur la base d'un taux d'actualisation également révisé.

Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux, et que la Société a choisi d'exclure de la définition des composantes locatives traitées sous IFRS 16, ne sont pris en compte ni dans l'évaluation initiale de l'actif au titre de droits d'utilisation, ni dans celle de l'obligation locative. Ces composantes non locatives continuent d'être comptabilisées en charges à l'état consolidé du résultat, sous le poste « Charges opérationnelles », lorsqu'elles sont engagées.

Tel que permis par l'IFRS 16, la Société a également fait le choix de ne pas comptabiliser d'actif au titre de droits d'utilisation et d'obligation locative pour tous les nouveaux contrats de location à court terme (définis comme ayant une durée de moins de 12 mois) ou pour ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Ces contrats locatifs sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la durée du contrat avec la charge correspondante reflétée à l'état consolidé du résultat, sous le poste « Charges opérationnelles », lorsque engagée.

Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les sorties de trésorerie se rapportant à la charge d'intérêts sur l'obligation locative ainsi que celles reliées au principal de l'obligation locative sont présentées dans les activités de financement. Les paiements de loyers au titre de contrats de location à court terme, contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur et composantes non-locatives sont présentés dans les activités opérationnelles.

l) Immobilisations incorporelles

i) Immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises lors d'un regroupement d'entreprises sont inscrites à la juste valeur au moment de l'acquisition, et elles sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations par la suite.

ii) Immobilisations incorporelles générées en interne

Les immobilisations incorporelles générées en interne consistent en des coûts de prépublication d'ouvrages, des coûts liés à des projets en technologie et des coûts liés au développement et à la création de nouveaux produits. Le coût d'une immobilisation incorporelle générée en interne comprend tous les coûts directement attribuables nécessaires pour créer, produire et préparer l'immobilisation afin qu'elle puisse être exploitée de la manière prévue par la direction.

Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de recherche sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les dépenses engagées dans le cadre d'activités de développement sont aussi comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont engagées, sauf si elles démontrent tous les critères de comptabilisation à l'actif. Le montant initial comptabilisé à titre d'immobilisation incorporelle générée en interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle l'actif a satisfait pour la première fois à tous les critères de comptabilisation à l'actif.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles générées en interne sont comptabilisées au coût diminué du cumul de l'amortissement et des dépréciations.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont amorties selon les modes et durées d'utilité estimatives suivants :

	Durée / Taux	Mode
Relations d'affaires	4-12 ans	Linéaire
Coûts de prépublication d'ouvrages	Maximum 7 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets en technologie	3-7 ans	Linéaire
Coûts de développement	3 ans	Linéaire

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

l) Immobilisations incorporelles (suite)

Les modes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont révisés et ajustés prospectivement, le cas échéant, à chaque date de clôture des états financiers.

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties. Elles comprennent principalement des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de livres. La valeur attribuée aux noms commerciaux est fondée sur la réputation qu'une publication s'est bâtie historiquement. Étant donné que cette valeur n'est pas affectée par le passage du temps, il est impossible de la répartir systématiquement dans le temps. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

iii) Goodwill

Le goodwill est comptabilisé au coût, qui représente l'excédent de la contrepartie transférée et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entité acquise sur la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entité acquise, et au coût diminué du cumul des dépréciations par la suite. Le goodwill a une durée d'utilité indéterminée et n'est pas amorti. Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements indiquent qu'il pourrait s'être déprécié.

m) Dépréciation d'actifs non financiers

La Société passe en revue la valeur comptable de ses actifs non financiers autres que ses stocks et ses actifs d'impôt différé à chaque date de clôture des états financiers, afin de déterminer s'il existe une indication de dépréciation potentielle.

Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont attribuées aux unités génératrices de trésorerie (« UGT »), et sont soumises à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle. Si de tels changements existent, leur valeur recouvrable est estimée.

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs non financiers qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs. Chaque groupe d'UGT auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel, et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

La valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) représente la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur d'utilité est déterminée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie futurs estimés, par application d'un taux d'actualisation qui reflète les appréciations actuelles du marché, la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques liés à l'UGT (ou groupe d'UGT).

La juste valeur diminuée des coûts de sortie est déterminée à l'aide d'un multiple de capitalisation du bénéfice avant impôts, intérêts et amortissement (« BAIIA »), de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à celles de chaque UGT (ou groupe d'UGT).

Les actifs corporatifs de la Société ne génèrent pas d'entrées de flux de trésorerie séparés. Ils sont testés pour fins de dépréciation au niveau de regroupement d'UGT le plus bas auquel ils peuvent être alloués de façon raisonnable et constante d'une période à l'autre. S'il y a un indicateur qu'un actif corporatif pourrait être déprécié, alors la valeur recouvrable est déterminée au niveau de l'UGT (ou groupe d'UGT) auquel il a été alloué.

Sauf en cas d'indicateur de dépréciation identifié au cours de l'exercice qui nécessiterait que la Société procède à un test à une date antérieure à celle prévue annuellement, la Société effectue le test annuel de dépréciation au cours du dernier trimestre de chaque exercice en se basant sur la valeur nette comptable des actifs de la Société au premier jour du dernier trimestre de chaque exercice.

Le calcul détaillé le plus récent effectué lors d'une période antérieure de la valeur recouvrable d'une UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle un goodwill a été alloué peut être utilisé dans le test de dépréciation de cette UGT (ou groupe d'UGT) au cours de la période considérée, à condition que tous les critères suivants soient satisfaits :

- les actifs et les passifs constituant l'UGT (ou le groupe d'UGT) n'ont pas sensiblement varié depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable;
- le calcul le plus récent de la valeur recouvrable a abouti à un montant qui excède, de façon substantielle, la valeur comptable de l'UGT (ou du groupe d'UGT);
- sur la base d'une analyse des événements qui se sont produits et de l'évolution des circonstances depuis le calcul le plus récent de la valeur recouvrable, il est très peu probable qu'une détermination actuelle de la valeur recouvrable aboutirait à un montant inférieur à la valeur comptable actuelle de l'UGT (ou du groupe d'UGT).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif, d'une UGT (ou groupe d'UGT) excède sa valeur recouvrable estimée. Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill affecté aux UGT (ou groupe d'UGT), puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT (ou groupe d'UGT) au prorata. Les pertes de valeur liées au goodwill ne sont pas reprises. Les actifs non financiers ayant subi des pertes de valeur au cours de périodes antérieures sont réévalués à chaque date de clôture, afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur est reprise s'il y a des changements dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable, et que ces changements seront soutenus dans le futur. Une perte de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

n) Coûts d'acquisition de contrats

Les coûts d'acquisition de contrats sont amortis selon le mode linéaire sur la durée du contrat, en réduction des revenus. Lorsque des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrats afin de déterminer si ceux-ci ont subi une perte de valeur. Les coûts d'acquisition de contrats sont inclus dans les autres éléments d'actif à l'état consolidé de la situation financière.

o) Provisions

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Les provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés, lorsqu'il est probable qu'une sortie de fonds soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la Société de l'obligation actuelle à la date de clôture des états financiers. Lorsque l'effet de l'actualisation est important, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux avant impôt qui reflète les appréciations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques au passif. Les principales provisions de la Société sont liées aux coûts de restructuration et aux contrats déficitaires. Les provisions sont révisées à chaque date de clôture des états financiers et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé du résultat.

i) Restructurations

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a un plan formel et détaillé sur la restructuration, et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées, soit en débutant l'exécution du plan ou soit en annonçant les principales caractéristiques de ce dernier. Les pertes opérationnelles futures ne font l'objet d'aucune provision.

ii) Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque la Société est en présence d'un contrat en vertu duquel il est plus probable qu'improbable que les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles seront supérieurs aux avantages économiques que la Société s'attend à retirer du contrat. Une provision pour contrats déficitaires représente le moins élevé du coût de sortie du contrat ou du coût d'exécution du contrat.

p) Avantages du personnel

La Société offre divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes enregistrés d'épargne collectifs à l'intention des employés de la Société. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. La Société offre également d'autres régimes d'avantage du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

La Société participe à des régimes de retraite multi-employeurs qui sont comptabilisés à titre de régimes à cotisations définies. Les cotisations de la Société à ces régimes se limitent aux montants établis en vertu des conventions collectives. Les cotisations versées aux régimes sont comptabilisées en charge au moment de la prestation de services par les employés.

i) Régimes à prestations définies

Les coûts des régimes à prestations définies pour des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont établis avec l'aide d'actuaire indépendants à chaque date de clôture des états financiers, selon la méthode des unités de crédit projetées et selon les estimations les plus probables de la Société quant au taux d'actualisation, au rendement des placements des régimes, à l'évolution des salaires, à l'évolution du coût des soins de santé, à l'âge du départ à la retraite des salariés et à l'espérance de vie. Le taux d'actualisation est basé sur les taux d'intérêt du marché applicables aux obligations de sociétés de première catégorie dont les échéances correspondent au moment du versement des prestations prévues en vertu des régimes.

L'actif (passif) au titre des prestations définies comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière correspond à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. La valeur des actifs des régimes est limitée au total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement par le régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime (« effet du plafond de l'actif »). L'excédent, s'il y a lieu, est comptabilisé immédiatement aux autres éléments du résultat global (« AERG »). De plus, un passif minimum est comptabilisé lorsqu'une exigence de financement minimal en vertu de la loi au titre des services passés dépasse les avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursement du régime, soit sous forme de diminution des cotisations futures au régime.

Les écarts actuariels nets cumulatifs liés aux actifs des régimes et à l'obligation au titre des prestations définies, ainsi que la variation de l'effet du plafond de l'actif et de tout passif minimum, sont constatés aux AERG au cours de la période dans laquelle ils se produisent, sauf pour les écarts actuariels des autres avantages postérieurs à l'emploi qui sont comptabilisés immédiatement au résultat net.

Le coût des services passés est comptabilisé en charge à l'état consolidé du résultat au cours de la période à laquelle il survient. Le coût des services rendus et le coût financier relatif à l'obligation nette ou à l'actif net au titre des prestations définies sont comptabilisés au résultat net au cours de la période à laquelle ils surviennent, dans les charges opérationnelles et dans les frais financiers nets, respectivement.

Les profits ou les pertes découlant de la réduction ou de la liquidation d'un régime à prestations définies sont comptabilisés au moment où la réduction ou la liquidation survient. Lorsque la restructuration d'un régime à prestations définies donne lieu à une réduction ou à une liquidation d'obligations, la réduction est comptabilisée avant la liquidation.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

p) Avantages du personnel (suite)

ii) Régimes de retraite à cotisations définies, régimes enregistrés d'épargne collectifs et régimes généraux et obligatoires

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes généraux et obligatoires, la Société verse des cotisations aux régimes des employés participants selon un pourcentage prédéterminé du salaire des employés et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. La charge pour ces régimes est comptabilisée au moment de la prestation de services par les employés, qui coïncide généralement avec le moment auquel les cotisations sont versées. Les cotisations de la Société qui sont versées aux régimes généraux et obligatoires sont gérées par les pouvoirs publics.

q) Rémunération à base d'actions

La Société a des régimes d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants, cadres supérieurs et administrateurs.

i) Régime d'options d'achat d'actions

Les options d'achat d'actions sont évaluées à leur juste valeur au moment de l'attribution au moyen du modèle Black-Scholes, et sont comptabilisées au résultat net selon un mode linéaire à raison de 25 % par année, soit sur la période d'acquisition des droits liés aux options, et selon l'estimation de la Société quant au nombre d'options qui seront acquises. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé ses estimations quant au nombre d'options dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision, le cas échéant, au résultat net avec l'ajustement correspondant au surplus d'apport.

ii) Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs est comptabilisée au résultat net selon un mode linéaire sur la période d'acquisition, soit en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement pour les unités liées au rendement, soit en fonction du maintien en poste pour les autres unités. Le passif relatif à ces unités est évalué à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et est réévalué à chaque date de clôture des états financiers, jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net. À chaque date de clôture des états financiers, la Société révisé son estimation du nombre d'unités dont l'acquisition des droits est prévue, et comptabilise l'incidence de cette révision au résultat net dans les charges opérationnelles, le cas échéant.

iii) Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La charge de rémunération liée aux unités d'actions à l'intention des administrateurs est comptabilisée au résultat net au moment de leur attribution. Ces unités sont initialement évaluées à la juste valeur en fonction du cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société, et sont réévaluées à chaque date de clôture des états financiers jusqu'au paiement des unités. Toute variation de la juste valeur est comptabilisée au résultat net dans les charges opérationnelles.

r) Conversion des monnaies étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société. La monnaie fonctionnelle est la principale monnaie de l'environnement économique au sein duquel la Société exerce ses activités. La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères opérantes est majoritairement le dollar américain.

Les transactions libellées dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de la Société ou d'une filiale étrangère sont comptabilisées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. À chaque date de clôture des états financiers, les éléments monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date, et les éléments non monétaires qui sont évalués au coût historique ne sont pas réévalués au cours en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés dans le résultat net de la période au cours de laquelle ils surviennent.

Les actifs et passifs des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture des états financiers. Les éléments des produits et des charges sont convertis au cours de change moyen de la période.

Les écarts de change sont comptabilisés dans les AERG sous le poste « Écarts de conversion cumulés » et sont cumulés dans les capitaux propres. Le montant cumulé des écarts de change est reclassé au résultat net au moment de la cession totale, ou partielle, de la participation dans l'établissement à l'étranger.

La Société désigne certains contrats de change à terme libellés en dollars américains, ainsi que certains de ses passifs financiers libellés en dollars américains, comme éléments de couverture d'une portion équivalente de son investissement net dans certains établissements étrangers, qui ont comme monnaie fonctionnelle le dollar américain. Ainsi, la tranche efficace de la variation de la juste valeur des contrats de change, ainsi que de la variation de change des passifs financiers libellés en dollar américain, déduction faite de l'impôt applicable, est comptabilisée dans les AERG et la tranche inefficace est comptabilisée au résultat net. Les gains et les pertes constatés au cumul des AERG sont reclassés au résultat net au cours de la période pendant laquelle l'investissement net dans un établissement étranger relié fait l'objet d'une disposition totale ou partielle.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

s) Instruments financiers

i) Classement et évaluation des actifs et passifs financiers

Les actifs et les passifs financiers sont initialement constatés à la juste valeur et leur évaluation subséquente dépend de leur classement.

Les actifs et passifs financiers sont classés et évalués subséquemment comme suit :

	Catégorie	Évaluation subséquente
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Débiteurs et autres comptes à recevoir	Coût amorti	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Créditeurs, autres charges à payer et autres passifs financiers	Coût amorti	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Contrepartie conditionnelle	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur
Dette à long terme	Coût amorti	Coût amorti au taux d'intérêt effectif
Instruments financiers dérivés	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur

Lors de sa comptabilisation initiale, un actif financier est évalué au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : 1) il est détenu dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs en vue d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et 2) ses modalités contractuelles donnent lieu, à des dates précises, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sur le solde du capital à payer. Un passif financier est évalué au coût amorti, sauf s'il est détenu à des fins de transactions, s'il s'agit d'un dérivé ou s'il est désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale.

Les coûts de transaction directement liés à l'acquisition ou à l'émission d'actifs et de passifs financiers sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme instruments à la juste valeur par le biais du résultat net. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période pertinente. Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées, pour la portion efficace, à l'état consolidé du résultat global de la période pertinente jusqu'à leur réalisation, après quoi elles sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat.

ii) Dépréciation d'actifs financiers

La Société comptabilise les pertes de crédit attendues sur les actifs financiers, et les variations de ces pertes, à chaque date de clôture afin de rendre compte de l'évolution du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale. Pour les comptes débiteurs, la Société applique la méthode simplifiée d'IFRS 9 et comptabilise initialement les pertes de crédit attendues sur les comptes clients pour leur durée de vie. En ce qui concerne les prêts classés sous les « autres comptes à recevoir », la Société mesure le risque de crédit selon le risque de crédit attendu des 12 prochains mois, s'il n'a pas varié de façon significative depuis la comptabilisation initiale.

t) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur son résultat et sur sa situation financière, en utilisant des instruments financiers dérivés dont les paramètres ont été définis et approuvés par le conseil d'administration. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Lorsqu'elle applique la comptabilité de couverture, la Société documente en bonne et due forme la relation entre les instruments financiers dérivés et les éléments couverts, ainsi que son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, de même que les méthodes qui seront utilisées pour évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés désignés à titre d'élément de couverture à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou à des opérations prévues spécifiques.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement.

Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la tranche efficace de la relation de couverture est comptabilisée dans les AERG et la tranche inefficace est comptabilisée à l'état consolidé du résultat. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de taux d'intérêt est reclassée aux résultats durant la période au cours de laquelle les paiements d'intérêts couverts sont comptabilisés au résultat net. La tranche efficace de la relation de couverture de risque de change liée aux ventes en devises étrangères est reclassée aux résultats durant la période au cours de laquelle les ventes sont reconnues aux résultats.

Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers, le même traitement que les couvertures de flux de trésorerie s'applique. La tranche efficace de la relation de couverture de l'investissement net est reclassée aux résultats lorsque l'établissement étranger est partiellement ou complètement cédé.

La Société peut aussi avoir recours à des contrats de swap sur rendement total afin de couvrir le risque de marché relié à la variation du cours des actions de catégorie A aux termes de l'évaluation du passif de rémunération à base d'actions. Conformément aux dispositions de l'IFRS 9, les contrats de swap sur rendement total sont classés dans la catégorie « Juste valeur par le biais du résultat net » avec une évaluation subséquente à la juste valeur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

t) Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture (suite)

La Société ne désigne pas ces instruments financiers dérivés comme des instruments de couverture de flux de trésorerie et, par conséquent, les variations de la juste valeur sont comptabilisées à l'état consolidé du résultat de la période afférente sous la ligne « Charges opérationnelles », en contrepartie des charges (gains) reliés à la rémunération à base d'actions.

Lorsque les instruments de couverture prennent fin avant leur échéance, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'élément couvert affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice, les gains et les pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les AERG par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers.

Les autres instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont imputées aux résultats. La Société n'utilise pas d'instrument financier dérivé à des fins de spéculation ou de transaction.

u) Actifs disponibles à la vente et activités abandonnées

Dans un contexte de disposition d'actifs ou de groupe destiné à être cédé, les actifs courants et non-courants sont reclassés comme actifs disponibles à la vente dès lors qu'ils deviennent disponibles en vue de leur vente immédiate, dans leur état actuel, et que leur vente est jugée hautement probable.

Une activité abandonnée est une composante des activités de la Société, dont la Société s'est séparée ou qui répond aux critères de classement comme détenue en vue de la vente et qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte, qui fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte, ou qui est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

v) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que la direction de la Société fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date de clôture des états financiers et sur les montants des produits et des charges de la période concernée. Bien que la direction revoit régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de celles-ci. L'incidence des modifications des estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit, et dans les périodes ultérieures touchées, lorsqu' applicable. Les éléments pour lesquels les estimations et les hypothèses sont importantes ou complexes sont présentés ci-dessous :

i) Conjoncture économique

Dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et du climat d'incertitude économique s'y rattachant, la Société a révisé certaines de ses estimations et hypothèses les plus complexes, y compris les zones de jugement importantes, utilisées dans la préparation des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2021. Les principales estimations révisées pour considérer l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur l'information financière ont été la détermination de l'existence d'indicateurs de dépréciation sur les actifs, UGT ou groupes d'UGT, les hypothèses utilisées dans l'établissement de leur valeur recouvrable, lorsqu'un test de dépréciation s'est avéré nécessaire et lors du test de dépréciation annuel du goodwill, et l'évaluation du risque de crédit sur les débiteurs. Des révisions additionnelles pourraient être nécessaires dans le futur en fonction de l'évolution de la pandémie et de ses impacts sur les résultats d'exploitation et sur la situation financière de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence sur l'évaluation finale de la valeur comptable des actifs de la Société.

ii) Regroupements d'entreprises

La détermination des justes valeurs associées aux immobilisations corporelles et incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises nécessite que la direction formule des hypothèses. C'est le cas, notamment, lorsque la Société calcule ces justes valeurs à l'aide de techniques d'évaluation appropriées, qui se fondent généralement sur une prévision des flux de trésorerie futurs attendus en ce qui concerne les immobilisations incorporelles, et sur une approche par les coûts de remplacement, une approche par le résultat et/ou une approche marché pour les immobilisations corporelles.

Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur et de la durée de vie des actifs connexes et du taux d'actualisation utilisé. Des différences importantes à ces hypothèses peuvent faire varier considérablement les justes valeurs associées aux immobilisations incorporelles identifiables à la suite d'un regroupement d'entreprises, ce qui influencerait le montant de la charge d'amortissement.

L'IFRS 3 exige également que la Société exerce son jugement afin de déterminer si une acquisition répond à la définition d'une entreprise utilisée pour déterminer si la comptabilisation d'une acquisition constitue un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs.

iii) Dépréciation d'actifs non financiers

Dans le cadre des tests de dépréciation du goodwill et des immobilisations corporelles et incorporelles, la détermination de la valeur recouvrable d'une UGT est un processus d'évaluation complexe qui nécessite le recours à diverses méthodes, notamment celle fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs et celle fondée sur le marché.

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs, les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée, de certaines tendances économiques et des tendances du secteur d'activité et du marché et représentent la meilleure estimation de la direction quant aux résultats futurs. La valeur recouvrable d'une UGT est également influencée par le taux d'actualisation utilisé dans le modèle, par le taux de croissance utilisé pour réaliser l'extrapolation et par le coût moyen pondéré du capital.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

v) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations (suite)

iii) Dépréciation d'actifs non financiers (suite)

Dans le cadre de l'utilisation de la méthode fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'UGT en multipliant le BAIIA par un multiple de capitalisation basé sur les données du marché.

Ces méthodes font intervenir une quantité importante d'hypothèses et d'estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur la valeur recouvrable d'une UGT, et par le fait même, sur le montant de la dépréciation, s'il y a lieu. L'incidence de changements importants des hypothèses et de la révision d'estimations est comptabilisée au résultat net au cours de la période à laquelle ces changements surviennent et où ces estimations sont révisées, le cas échéant.

iv) Méthode de constatation des revenus

Le jugement est requis afin de déterminer si les revenus doivent être constatés progressivement ou à un moment précis. La Société évalue les contrats avec des clients pour lesquels elle fabrique des produits d'emballage ou livre des services d'impression sur mesure afin de déterminer si le contrat confère à la Société le droit exécutoire au paiement, auquel cas les revenus devraient être constatés progressivement plutôt qu'à un moment précis. Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, aucun contrat significatif ne rencontrait les critères pour être comptabilisé progressivement.

v) Contrats de location

L'IFRS 16 exige que la Société exerce son jugement et applique des estimations et hypothèses notamment dans la détermination de la durée d'un contrat de location. Pour ce faire, la Société prend en compte tous les faits et circonstances pertinents qui peuvent créer un avantage économique à exercer une option de prolongation (ou à ne pas exercer une option de résiliation). S'il est jugé avec une certitude raisonnable que la Société exercera une option de prolongation dans le futur (ou n'exercera pas une option de résiliation), l'intervalle de temps visé par ladite option sera considéré dans la durée du contrat de location. Cette appréciation de la certitude raisonnable à exercer (ou à ne pas exercer) une option est mise à jour dès lors qu'il se produit un événement ou un changement de circonstances important.

La norme implique également la considération de nouvelles estimations et hypothèses dans la détermination du taux d'emprunt marginal de la Société qui est utilisé pour évaluer les obligations locatives.

vi) Impôts sur le résultat

La Société établit sa charge d'impôt et ses actifs et passifs d'impôt en se fondant sur des interprétations des lois fiscales applicables, incluant les traités fiscaux établis entre divers pays dans lesquels elle exerce ses activités, ainsi que les règles et règlements sous-jacents. Ces interprétations font appel à des jugements et à des estimations qui peuvent être contestés lors de vérifications fiscales gouvernementales auxquelles la Société est régulièrement soumise. De nouvelles informations pourraient devenir disponibles, faisant en sorte que la Société change son jugement à l'égard du caractère approprié des actifs et passifs d'impôt existants. De tels changements auront une incidence sur le résultat net au cours de la période où ils surviennent.

Dans le cadre du calcul de l'impôt sur le résultat et des actifs et passifs d'impôts différés, le recours aux estimations est requis pour déterminer les taux et les montants appropriés, et pour tenir compte de la probabilité de réalisation des actifs d'impôts. Les actifs d'impôts différés reflètent aussi l'avantage lié aux pertes fiscales ainsi que des déductions inutilisées pouvant être reportées ultérieurement afin de réduire l'impôt exigible des prochains exercices. Cette évaluation exige que la Société formule des estimations significatives sur la possibilité, ou non, qu'il soit probable que les actifs d'impôt sur le revenu différé soient recouverts à partir du résultat imposable futur et, par conséquent, qu'ils puissent être constatés dans les états financiers consolidés de la Société. La Société s'appuie, entre autres, sur son expérience passée pour établir ses estimations.

Lorsque les montants sont déterminés de façon définitive, ils peuvent donner lieu à des ajustements aux actifs et aux passifs d'impôt exigible et différé.

vii) Avantages du personnel

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies et l'actif (passif) au titre de prestations définies sont évalués au moyen de méthodes actuarielles. Les évaluations actuarielles sont fondées sur des hypothèses telles que les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les taux de croissance de la rémunération et les taux de mortalité. En raison de la nature à long terme de ces obligations, ces estimations sont soumises à une incertitude importante. La direction revoit annuellement ces hypothèses, et l'incidence de cette révision est comptabilisée à l'état de la situation financière et au résultat global au cours de la période à laquelle ces estimations sont révisées, le cas échéant.

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige également que la direction exerce des jugements, autres que ceux ayant trait à des estimations, à l'égard de l'application des méthodes comptables de la Société. Les éléments pour lesquels des jugements importants sont exercés sont :

viii) Dépréciation d'actifs non financiers

Le goodwill acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est alloué, à compter de la date d'acquisition, aux groupes d'UGT qui bénéficieront des synergies du regroupement. Dans le cadre de ce processus, la Société doit exercer son jugement en se basant sur les objectifs visés par le regroupement d'entreprises et sur la façon dont sont gérées ses activités. L'application d'un jugement différent pourrait entraîner un résultat différent dans le cadre du test de dépréciation annuel des actifs non financiers.

La Société fait également appel à son jugement pour évaluer si un test de dépréciation doit être effectué en raison de la présence d'indicateurs de dépréciation potentielle. Dans l'application de son jugement, la Société s'appuie principalement sur sa connaissance de ses activités et du contexte économique. La Société fait également appel à son jugement afin de déterminer à quel niveau le goodwill fait l'objet d'un suivi dans le cadre de la gestion interne.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

2 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

v) Jugements critiques et sources d'incertitude relative aux estimations (suite)

ix) Conversion de monnaies étrangères

Dans le cadre de la détermination de la monnaie fonctionnelle de ses filiales à l'étranger, la Société doit évaluer différents facteurs tels que la monnaie qui influence les prix de vente et les coûts, le contexte économique et le degré d'autonomie de la filiale. Suivant l'évaluation des différents facteurs, lorsque la monnaie fonctionnelle est difficile à déterminer, la Société a recours à son jugement pour déterminer la monnaie fonctionnelle qui représente le plus fidèlement les effets économiques des transactions, événements et conditions sous-jacents.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE

Les secteurs opérationnels de la Société sont regroupés par la direction en trois secteurs distincts, soit ceux de l'emballage, de l'impression et des médias.

Le secteur de l'emballage, spécialisé dans l'extrusion, le laminage, l'impression et la transformation de solutions d'emballages, tire ses revenus de la production et du recyclage de plastique souple, y compris des pellicules en rouleaux, des sacs et sachets, des films et sacs thermorétractables, et des revêtements spécialisés. Ses installations se situent principalement aux États-Unis, au Canada et en Amérique Latine.

Le secteur de l'impression tire ses revenus d'une offre de services intégrée pour les détaillants, incluant les services de prémédia, l'impression de circulaires et de produits marketing sur le lieu de vente, et la distribution de porte en porte, ainsi que d'une gamme de solutions d'impression novatrices en matière de journaux, de magazines, de livres en couleurs et de produits marketing personnalisés et de masse. Ses installations se situent au Canada.

La colonne Autres comprend les activités du secteur des médias, certains coûts du siège social ainsi que l'élimination des ventes inter-sectorielles. Le secteur des médias tire ses revenus des produits d'édition imprimés et numériques, en français et en anglais, qui se déclinent comme suit : livres éducationnels, publications spécialisées pour les professionnels et journaux. Les ventes inter-sectorielles de la Société sont comptabilisées aux prix de transfert convenus, lesquels se rapprochent de la juste valeur. Les opérations autres que les ventes sont comptabilisées à la valeur comptable.

Les tableaux suivants présentent les différentes composantes sectorielles des états consolidés du résultat :

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021	Emballage	Impression	Autres	Résultats consolidés
Revenus	1 449,7 \$	1 132,6 \$	61,1 \$	2 643,4 \$
Charges opérationnelles	1 250,2	863,0	75,3	2 188,5
Frais de restructuration et autres coûts	0,9	8,1	3,7	12,7
Dépréciation d'actifs	0,4	0,3	—	0,7
Résultat opérationnel avant amortissement	198,2	261,2	(17,9)	441,5
Amortissement	133,8	63,5	10,4	207,7
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	64,4 \$	197,7 \$	(28,3) \$	233,8 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽²⁾	199,5 \$	269,6 \$	(14,2) \$	454,9 \$
Résultat opérationnel ajusté ^{(1) & (2)}	125,7	212,2	(24,4)	313,5
Acquisitions d'actifs non courants ⁽³⁾	98,1 \$	19,7 \$	20,0 \$	137,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Pour l'exercice clos le 25 octobre 2020	Emballage	Impression	Autres	Résultats consolidés
Revenus	1 418,7 \$	1 098,1 \$	57,2 \$	2 574,0 \$
Charges opérationnelles	1 191,2	829,4	54,0	2 074,6
Frais de restructuration et autres coûts (gains)	(0,2)	32,1	9,5	41,4
Résultat opérationnel avant amortissement	227,7	236,6	(6,3)	458,0
Amortissement	142,5	63,0	11,1	216,6
Résultat opérationnel ⁽¹⁾	85,2 \$	173,6 \$	(17,4) \$	241,4 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ⁽²⁾	227,5 \$	268,7 \$	3,2 \$	499,4 \$
Résultat opérationnel ajusté ^{(1) & (2)}	150,1	210,5	(7,8)	352,8
Acquisitions d'actifs non courants ⁽³⁾	54,7 \$	27,9 \$	17,4 \$	100,0 \$

⁽¹⁾ La gestion des frais financiers et de la charge d'impôts sur le résultat est effectuée de façon centralisée et, par conséquent, ces postes ne sont pas alloués entre les différents secteurs. Il n'est ainsi pas présenté de lignes "Résultat avant impôts sur le résultat" et "Résultat net" par secteur.

⁽²⁾ Les dirigeants de la Société utilisent principalement le résultat opérationnel ajusté pour prendre des décisions et évaluer la performance des secteurs. Le résultat opérationnel avant amortissement ajusté et le résultat opérationnel ajusté excluent les frais de restructuration et autres coûts (gains), la dépréciation d'actif et l'amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises (uniquement le résultat opérationnel ajusté en ce qui concerne l'amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises).

⁽³⁾ Ces montants incluent les immobilisations incorporelles générées en interne et les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, excluant celles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises, qu'elles soient payées ou non.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Information supplémentaire sur les revenus

Le tableau ci-bas présente la ventilation des revenus selon le type de produit ainsi que par secteur géographique, ainsi qu'un rapprochement avec les revenus par secteur.

	31 octobre 2021	25 octobre 2020 ⁽¹⁾
Produits d'emballage ⁽¹⁾		
Revenus générés par les usines situées au Canada	148,2 \$	115,2 \$
Revenus générés par les usines situées aux États-Unis	1 090,0	1 104,7
Revenus générés par les usines situées à l'extérieur du Canada et des États-Unis	211,5	198,8
	1 449,7	1 418,7
Services d'impression ⁽²⁾		
Services liés aux détaillants ⁽³⁾	597,6	624,6
Produits marketing	260,5	208,8
Magazines et livres	181,9	167,3
Journaux	92,6	97,4
	1 132,6	1 098,1
Médias ⁽²⁾	78,2	71,7
Ventes intersectorielles	(17,1)	(14,5)
	2 643,4 \$	2 574,0 \$

Le total de l'actif sectoriel de la Société se présente comme suit :

	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Emballage	2 200,7 \$	2 238,9 \$
Impression	1 000,4	926,3
Autres ⁽⁴⁾	411,8	433,2
	3 612,9 \$	3 598,4 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

⁽²⁾ Les revenus tirés des services d'impression et médias sont majoritairement effectués au Canada.

⁽³⁾ Les revenus des services liés aux détaillants comprennent les services d'impression, de prémédia et de distribution.

⁽⁴⁾ Cette rubrique comprend notamment la trésorerie, les impôts sur le résultat à recevoir, les immobilisations corporelles et incorporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation, les impôts différés et l'actif au titre des régimes à prestations définies non alloués aux secteurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

3 INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Actifs non courants ⁽¹⁾		
Canada	865,0 \$	824,8 \$
États-Unis	1 354,7	1 439,5
Autres	230,5	270,3
	2 450,2 \$	2 534,6 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation, le goodwill et les autres éléments d'actif non courants, et excluent les instruments financiers dérivés, les impôts différés et l'actif au titre des régimes à prestations définies.

4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES, ACQUISITIONS D'ACTIFS ET CESSIONS D'ENTREPRISES

Regroupements d'entreprises

Transaction de l'exercice clos le 31 octobre 2021

- **BGI Retail**

Le 1^{er} juin 2021, poursuivant son expansion dans le créneau de l'impression de produits marketing sur le lieu de vente, la Société a acquis la totalité des actions de BGI Retail Inc. ("BGI"), un fournisseur de services complets de conception et de solutions en magasin pour les détaillants et les grandes marques mondiales situé à Paris, en Ontario, pour une contrepartie totale de 53,9 millions de dollars, sujet à ajustements, incluant une contrepartie conditionnelle en espèces à payer ayant une juste valeur de 10,0 millions de dollars et pouvant atteindre un maximum de 22,5 millions de dollars suivant l'atteinte de seuils de performance financière préétablis. Cette acquisition appuie l'objectif de croissance pour le créneau des produits marketing sur le lieu de vente de la Société.

Au 31 octobre 2021, la répartition préliminaire du prix d'acquisition de BGI, sur la base de l'information disponible en date des présents états financiers consolidés, a mené à la comptabilisation d'un goodwill total de 28,7 millions de dollars. Le goodwill reconnu n'est pas déductible fiscalement. La répartition du prix d'acquisition demeure préliminaire pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 et sera finalisée au cours des prochains trimestres.

Les états consolidés du résultat de la Société pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 comprennent les résultats opérationnels de BGI depuis sa date d'acquisition, soit des revenus supplémentaires de 11,4 millions de dollars et un résultat opérationnel avant amortissement de 2,4 millions de dollars, incluant les ajustements liés à la comptabilisation de cette acquisition et excluant des coûts de transactions négligeables. La juste valeur des créances acquises de 4,8 millions de dollars est incluse dans les actifs courants dans la comptabilisation préliminaire de ce regroupement d'entreprises.

Si la Société avait acquis cette entité au début de l'exercice clos le 31 octobre 2021, cela aurait eu pour effet d'augmenter les revenus de 21,0 millions de dollars et le résultat opérationnel avant amortissement de 7,4 millions de dollars.

Transaction de l'exercice clos le 25 octobre 2020

- **Artisan Complete**

Le 10 janvier 2020, la Société a acquis la totalité des actions d'Artisan Complete Limited Inc. (« Artisan Complete »), une entreprise située à Markham, en Ontario, spécialisée dans la création d'environnements de commerce au détail stimulants, l'affichage sur le lieu de vente et l'impression grand format. Cette transaction vient appuyer la stratégie de la Société de continuer de croître dans le créneau de l'impression de produits marketing sur le lieu de vente. La transaction s'est conclue à un prix d'acquisition de 12,5 millions de dollars, avant déduction de certains passifs remboursés par la Société et incluant une retenue sur acquisition de 1,0 million de dollars payable 18 mois après la date de clôture de la transaction si aucune indemnité pour dommages n'est réclamée par la Société pendant la période de référence. Au 31 octobre 2021, la Société avait payé un montant de 0,9 million de dollars de retenue sur acquisition, déduction faite d'une indemnité pour dommages de 0,1 million de dollars. L'évaluation finale de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge a mené à la comptabilisation d'un goodwill de 2,4 millions de dollars. Le goodwill reconnu n'est pas déductible fiscalement.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES, ACQUISITIONS D'ACTIFS ET CESSIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

Regroupements d'entreprises (suite)

Le tableau suivant présente la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge en date d'acquisition pour les transactions décrites ci-haut :

	Acquisition en 2021	Acquisition en 2020
	Allocation préliminaire	Allocation finale
Actifs acquis		
Trésorerie acquise	0,2 \$	— \$
Actifs courants	8,9	10,3
Immobilisations corporelles	3,6	3,6
Actif au titre de droits d'utilisation	14,4	5,5
Immobilisations incorporelles	29,2	3,1
Goodwill	28,7	2,4
	85,0 \$	24,9 \$
Passifs pris en charge		
Passifs courants	8,6 \$	6,2 \$
Dette à long terme (incluant la portion courante) et autres éléments de dette assumés ⁽¹⁾	—	4,1
Obligations locatives (incluant la portion courante)	14,4	5,5
Impôts différés	8,1	0,7
	31,1	16,5
	53,9 \$	8,4 \$
Contrepartie totale		
Trésorerie déboursée	43,9 \$	7,4 \$
Contrepartie à payer à court terme	2,0	—
Contrepartie à payer à long terme	8,0	1,0
	53,9 \$	8,4 \$

⁽¹⁾ Au 25 octobre 2020, la Société avait remboursé la totalité du montant de 4,1 millions de dollars sur la dette à long terme et autres éléments de dette assumés relatifs à l'acquisition d'Artisan Complete.

Acquisition d'actifs

Transaction de l'exercice clos le 25 octobre 2020

• Enviroplast

Le 15 juin 2020, la Société a acquis les actifs d'Enviroplast Inc. (« Enviroplast »), œuvrant dans le recyclage de plastiques souples au Québec. Cette acquisition représente un premier pas vers l'intégration verticale du recyclage des plastiques dans la chaîne de production du secteur de l'emballage et supporte l'objectif de la création d'une économie circulaire du plastique. Le prix d'acquisition a été fixé à 2,4 millions de dollars, excluant une contrepartie éventuelle à payer qui est fonction de l'atteinte de performance opérationnelle basée sur la production annuelle de plastique recyclé.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES, ACQUISITIONS D'ACTIFS ET CESSIONS D'ENTREPRISES (SUITE)

Cessions d'entreprises

Transaction de l'exercice clos le 25 octobre 2020

• Vente des activités d'emballage papier et de polypropylène tissé

Le 17 janvier 2020, la Société a conclu la vente de ses activités d'emballage papier et de polypropylène tissé à Hood Packaging Corporation aux termes de l'entente définitive annoncée le 27 novembre 2019. Le périmètre de la transaction de vente couvre les actifs reliés aux activités d'emballage papier, incluant les bâtiments et les équipements de quatre usines, ainsi que des actifs reliés aux activités d'emballage papier et de polypropylène tissé d'une usine située en Caroline du Sud.

Pour cette transaction de vente, la Société a reçu une contrepartie finale en espèces de 235,3 millions de dollars (180,1 millions de dollars américains) incluant les ajustements du fonds de roulement, mais avant considération des coûts de transaction engagés sur la transaction, lesquels se sont élevés à 3,2 millions de dollars.

Contrepartie reçue relative à la vente des activités d'emballage papier et de polypropylène tissé	
Trésorerie	235,1 \$
Coûts de transaction	(3,2)
Contrepartie reçue, net des coûts de transaction	231,9
Ajustements finaux liés au fonds de roulement	0,2
Contrepartie reçue	232,1
Actifs et passifs cédés	
Actifs courants	62,1
Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	74,4
Immobilisations incorporelles	56,7
Goodwill	54,8
Passifs courants	(11,2)
Actifs et passifs cédés, montant net	236,8
Perte sur disposition avant impôts	(4,7)
Incidence fiscale de la disposition	(11,7)
Perte sur disposition, net d'impôts	(16,4) \$

⁽¹⁾ Ce montant comprend également 0,3 million de dollars à titre de contrats de location à court terme sur des équipements disposés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

5 CHARGES OPÉRATIONNELLES

Les charges opérationnelles par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Coûts liés au personnel ⁽¹⁾	675,4 \$	638,4 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ⁽²⁾	1 401,9	1 321,5
Autres biens et services ⁽³⁾	111,2	114,7
	2 188,5 \$	2 074,6 \$

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société a comptabilisé sous le poste « Coûts liés au personnel », à l'encontre des dépenses de salaires admissibles, un montant de 29,5 millions de dollars, représentant le montant réclamé en vertu de la Subvention salariale d'urgence du Canada. Pour l'exercice clos le 25 octobre 2020, le montant comptabilisé et réclamé était 58,5 millions de dollars. Au 31 octobre 2021, la Société avait déjà encaissé une portion des montants réclamés à ce titre et continuait d'estimer qu'il existait une assurance raisonnable que le montant non encaissé à ce jour serait reçu du gouvernement fédéral canadien sur la base des critères d'admissibilité toujours rencontrés à cette date.

⁽²⁾ Le poste « Chaîne d'approvisionnement et logistique » comprend principalement les coûts de production autres que les coûts liés au personnel, et de distribution liés aux fournisseurs externes.

⁽³⁾ Le poste « Autres biens et services » comprend principalement les coûts de promotion, de publicité et de télécommunications, les fournitures de bureau, les frais liés à l'immobilier ainsi que les honoraires professionnels.

Le coût des marchandises vendues constaté dans les charges opérationnelles pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 a été de 1 734,6 millions de dollars (1 629,8 millions pour l'exercice clos le 25 octobre 2020). Un montant de 2,9 millions de dollars a été comptabilisé à titre de charge pour désuétude des stocks pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 (5,4 millions pour l'exercice clos le 25 octobre 2020).

6 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS

Les frais de restructuration et autres coûts par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	Note	31 octobre 2021	25 octobre 2020 ⁽¹⁾
Réduction d'effectifs ⁽²⁾		6,5 \$	21,1 \$
Coûts en lien avec des fermetures et restructurations d'usines ⁽²⁾		2,8	6,0
Pertes nettes reliées à la vente de certaines activités ⁽³⁾		0,7	8,9
Contrats déficitaires		1,3	0,5
Coûts d'acquisition et d'intégration d'entreprises ⁽⁴⁾		1,5	3,4
Réévaluation à la juste valeur des contreparties conditionnelles liées à des regroupements d'entreprises	30	(3,4)	(7,4)
Autres éléments ⁽⁵⁾		3,3	8,9
		12,7 \$	41,4 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

⁽²⁾ Pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, les montants présentés sous cette ligne incluent des indemnités de départ versées aux employés dans le cadre de fermetures d'usines ou de réorganisations de la main-d'œuvre principalement dans le secteur de l'impression ainsi que des coûts connexes rattachés à ces restructurations.

⁽³⁾ Pour l'exercice clos le 25 octobre 2020, les montants présentés sous cette ligne incluent principalement les éléments suivants:

- Un gain sur acquisition à des conditions avantageuses de 1,3 million de dollars résultant de la comptabilisation finale de l'acquisition de Trilex;
- Une perte sur disposition liée à la vente des activités d'emballage papier et de polypropylène tissé de 4,7 millions de dollars (note 4); et
- Une charge pour des soldes à recevoir liés à des transactions précédentes de 3,8 millions de dollars.

⁽⁴⁾ Les coûts d'acquisition d'entreprises comprennent les coûts de transaction, principalement des frais juridiques, les commissions payées à la réussite de la transaction et autres honoraires professionnels, pour des regroupements d'entreprises potentiels ou réalisés, ainsi que les coûts en lien avec l'intégration des entreprises acquises.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

6 FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES COÛTS (SUITE)

⁽⁵⁾ Pour l'exercice clos le 25 octobre 2020, les montants présentés sous cette ligne incluent principalement les éléments suivants :

- Un gain net d'un montant de 4,6 millions de dollars en lien avec un produit d'assurance à recevoir pour le remplacement d'un équipement détruit par le feu, diminué de la perte sur la décomptabilisation de l'actif en cause; et
- Une charge de 7,0 millions de dollars relative à des coûts additionnels atypiques engagés dans le contexte de la pandémie de la COVID-19.

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Goodwill et immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée

• Regroupement de groupes d'UGT

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société a révisé la détermination de ses groupes d'UGT dans le secteur de l'impression compte tenu de l'évolution de ce secteur d'activité, de l'impact de la pandémie de la COVID-19 sur cette industrie et la croissance des opérations de solutions marketing sur le lieu de vente. Au cours des derniers exercices, la direction a procédé à des initiatives de restructuration afin de gérer cette plateforme opérationnelle de façon plus intégrée et ainsi optimiser la rentabilité et les opportunités d'affaires. Les décisions concernant l'allocation de la production entre les unités de production sont prises en vue de maximiser le rendement du secteur de l'impression dans son ensemble. Les groupes d'UGT touchés par ces changements sont le Groupe des journaux, du détail et du prémédia et le Groupe des magazines, des livres et des catalogues du secteur de l'impression qui ont été regroupés, y compris le goodwill qui leur était alloué, afin de former un seul groupe d'UGT, soit le Groupe de l'impression. Préalablement au regroupement, les deux groupes d'UGT ont été séparément soumis à un test de dépréciation et la Société a conclu qu'il n'y avait pas de perte de valeur de ces groupes d'UGT.

• Test de dépréciation annuel du goodwill

La Société a procédé au test annuel de dépréciation du goodwill sur l'ensemble de ses groupes d'UGT. Dans le cadre du test annuel de dépréciation, la valeur comptable des groupes d'UGT, incluant le goodwill et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, a été comparée à leur valeur recouvrable. La Société a conclu que les valeurs recouvrables des groupes d'UGT soumis à un test de dépréciation étaient supérieures à leur valeur comptable. Par conséquent, aucune charge de dépréciation n'a été enregistrée au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021 et les mêmes conclusions avaient été atteintes lors du test de dépréciation effectué au cours de l'exercice clos le 25 octobre 2020.

Les valeurs recouvrables des groupes d'UGT établies pour les fins du test de dépréciation annuel du goodwill ont été déterminées selon la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur diminuée des coûts de sortie a été établie à l'aide de multiples de capitalisation appliqués aux prévisions budgétaires du BAIIA du groupe d'UGT en cause pour l'exercice 2022. Les principales hypothèses utilisées dans ce modèle comprennent les volumes de vente attendus, les prix de vente et les charges opérationnelles estimés (« les flux de trésorerie ») qui sont nécessaires pour établir le BAIIA ainsi que les multiples de capitalisation qui proviennent de sociétés comparables et dont les activités sont similaires à celles du groupe d'UGT concerné.

Le tableau suivant présente les principaux groupes d'UGT soumis au test de dépréciation du goodwill, la méthode avec laquelle la valeur recouvrable a été établie et les hypothèses clés utilisées à la date du test de dépréciation de l'exercice clos le 31 octobre 2021:

	Valeur comptable du goodwill	Base d'établissement de la valeur recouvrable	Multiple de capitalisation
Secteur de l'emballage			
Groupe Amériques	669,8 \$	Juste valeur	10,0 x
Groupe Revêtements	66,4	Juste valeur	11,5 x
Secteur de l'impression			
Groupe de l'impression ⁽¹⁾	289,4	Juste valeur	4,5 x
Groupe des journaux, du détail et du prémédia ⁽¹⁾⁽²⁾	224,0	Juste valeur	4,5 x
Groupe des magazines, des livres et des catalogues ⁽¹⁾⁽²⁾	65,4	Juste valeur	5,0 x
Groupe des produits marketing	34,5	Juste valeur	5,0 x

⁽¹⁾ Suite au regroupement des groupes d'UGT, les activités de journaux, du détail et du prémédia et celles des magazines, des livres et des catalogues ont été regroupées en tant que Groupe de l'impression.

⁽²⁾ Représentent les méthodes avec laquelle la valeur recouvrable a été établie et les hypothèses clés utilisées à la date du test de dépréciation avant le regroupement des groupes d'UGT.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

7 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS (SUITE)

• Test de dépréciation annuel du goodwill (suite)

La Société a effectué une analyse de sensibilité sur les hypothèses les plus importantes utilisées dans le cadre de l'évaluation des valeurs recouvrables des groupes d'UGT soumis au test de dépréciation.

Les résultats de l'analyse de sensibilité démontrent qu'une baisse dans les multiples de capitalisation de 1,0 x ou une diminution de 17,5 % du BAIIA ne changerait pas les conclusions du test de dépréciation.

Les UGT Groupe d'édition de livres et Groupe des solutions d'affaires ont été validées dans le cadre du test de dépréciation au 31 octobre 2021. La valeur comptable des goodwill reliés à ces UGT n'est pas importante par rapport à la valeur comptable totale du goodwill de la Société (note 16).

Immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée

La Société a procédé au test annuel de dépréciation des immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée, qui sont principalement composées des noms commerciaux acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises d'édition de livres. Aucune charge de dépréciation n'a été enregistrée au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021 et les mêmes conclusions avaient été atteintes lors du test de dépréciation effectué au cours de l'exercice clos le 25 octobre 2020.

8 AMORTISSEMENT

L'amortissement par principales rubriques se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Immobilisations corporelles	110,9 \$	119,5 \$
Actifs au titre de droits d'utilisation	23,0	20,2
Immobilisation incorporelles	73,8	76,9
	207,7	216,6
Immobilisations incorporelles et autres éléments d'actif, constatés dans les postes de revenus et charges opérationnelles	19,6	20,9
	227,3 \$	237,5 \$

9 FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets par principales rubriques se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	Note	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Frais financiers de la dette à long terme		35,5 \$	43,8 \$
Intérêts sur obligations locatives		3,2	3,3
Intérêts nets sur l'actif et le passif au titre des régimes à prestations définies	28	2,2	2,5
Autres frais (revenus)		1,0	(0,3)
Pertes nettes (gains nets) de change		0,4	(2,9)
		42,3 \$	46,4 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada et les impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif pour les exercices clos le :

	Note	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Résultat avant impôts sur le résultat		191,5 \$	195,0 \$
Taux d'imposition statutaire prévu par la loi au Canada ⁽¹⁾		26,50 %	26,52 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition statutaire		50,7	51,7
Effet des écarts des taux d'imposition et impôts additionnels dans d'autres juridictions		(5,3)	1,9
Impôts sur les dépenses non déductibles et les revenus non imposables		(0,8)	(2,6)
Incidence fiscale d'une réorganisation interne ⁽²⁾ et dépenses non déductibles reliées à la disposition		10,7	12,8
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement		(0,3)	(0,1)
Ajustement au titre des exercices antérieurs		6,2	(0,5)
Autres		(0,2)	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif		61,0 \$	63,2 \$
Impôts sur le résultat avant les éléments suivants (Impôts sur les résultats ajustés) :		64,9 \$	79,3 \$
Impôts sur l'amortissement des immobilisations incorporelles issues de regroupements d'entreprises		(13,7)	(17,1)
Impôts sur la dépréciation d'actifs		(0,2)	—
Impôts sur les frais de restructuration et autres coûts (gains), excluant l'incidence fiscale de la disposition		(3,7)	(10,7)
Incidence fiscale d'une réorganisation interne ⁽²⁾		10,7	—
Ajustement sur les impôts additionnels dans d'autres juridictions ⁽³⁾		3,0	—
Incidence fiscale de la disposition	4	—	11,7
Impôts sur le résultat au taux d'imposition effectif		61,0 \$	63,2 \$

⁽¹⁾ Le taux d'imposition applicable de la Société correspond aux taux canadiens combinés applicables dans les provinces où la Société exerce ses activités.

⁽²⁾ Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société a effectué une réorganisation interne qui a généré une dépense d'impôt différée de 10,7 millions de dollars.

⁽³⁾ Ajustement sur les impôts additionnels dans d'autres juridictions découlant d'un exercice antérieur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Le tableau suivant présente les composantes de la charge d'impôts sur le résultat pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Impôts sur le résultat exigibles		
Exercice considéré	69,3 \$	53,2 \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	2,1	(9,6)
	71,4	43,6
Impôts différés		
Ajustement au titre des exercices antérieurs	4,1	9,1
Création et renversement des différences temporaires	(14,3)	10,0
Variation d'actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales ou à des différences temporaires non comptabilisées antérieurement	(0,3)	(0,1)
Incidence des variations des taux d'impôt	0,1	0,6
	(10,4)	19,6
Total des impôts sur le résultat	61,0 \$	63,2 \$

Le tableau suivant présente les composantes des actifs et des passifs d'impôt différé :

	Au		Au	
	31 octobre 2021		25 octobre 2020	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Immobilisations corporelles	— \$	79,9 \$	— \$	91,6 \$
Actifs au titre de droits d'utilisation nets des obligations locatives	5,6	—	6,8	—
Immobilisations incorporelles et goodwill	—	127,0	—	134,6
Provisions non déductibles pour l'exercice	18,6	—	15,8	—
Revenus reportés	0,8	—	1,5	—
Dette à long terme et instruments financiers dérivés	0,2	—	7,1	—
Régimes à prestations définies	10,4	—	15,9	—
Émission d'actions	0,7	—	1,3	—
Report de pertes	26,5	—	44,1	—
Dépenses d'intérêts	21,4	—	22,0	—
Autres	4,0	—	2,0	—
	88,2	206,9	116,5	226,2
Compensation des actifs et passifs	(69,6)	(69,6)	(92,3)	(92,3)
	18,6 \$	137,3 \$	24,2 \$	133,9 \$

Les pertes reportées incluses dans les actifs d'impôt différé ont une échéance s'étalant de 2023 à 2041.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

10 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021 s'établit comme suit :

	Solde au 25 octobre 2020	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Regroupements d'entreprises	Solde au 31 octobre 2021
Immobilisations corporelles	(91,6) \$	9,7 \$	2,7 \$	— \$	(0,7) \$	(79,9) \$
Actifs au titre de droits d'utilisation, nets des obligations locatives	6,8	(1,1)	(0,1)	—	—	5,6
Immobilisations incorporelles et goodwill	(134,6)	9,0	6,0	—	(7,4)	(127,0)
Provisions non déductibles pour l'exercice	15,8	3,1	(0,3)	—	—	18,6
Revenus reportés	1,5	(0,7)	—	—	—	0,8
Dette à long terme et instruments financiers dérivés	7,1	4,7	(0,8)	(10,8)	—	0,2
Régimes à prestations définies	15,9	0,1	(0,3)	(5,3)	—	10,4
Émission d'actions	1,3	(0,6)	—	—	—	0,7
Report de pertes	44,1	(15,4)	(2,2)	—	—	26,5
Dépense d'intérêts	22,0	0,5	(1,0)	—	—	21,5
Autres	2,0	1,1	0,8	—	—	3,9
	(109,7) \$	10,4 \$	4,8 \$	(16,1) \$	(8,1) \$	(118,7) \$

La variation des actifs et passifs d'impôt différé au cours de l'exercice clos le 25 octobre 2020 s'établit comme suit :

	Solde au 27 octobre 2019	Comptabilisé aux résultats	Variation du cours de change	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Effet de la transition à l'IFRS 16	Regroupements d'entreprises	Solde au 25 octobre 2020
Immobilisations corporelles	(85,5) \$	(5,1) \$	(0,2) \$	— \$	— \$	(0,8) \$	(91,6) \$
Actifs au titre de droits d'utilisation, nets des obligations locatives	—	0,7	—	—	5,3	0,8	6,8
Immobilisations incorporelles et goodwill	(159,4)	27,0	(1,4)	—	—	(0,8)	(134,6)
Provisions non déductibles pour l'exercice	18,7	(2,2)	0,2	—	(1,0)	0,1	15,8
Revenus reportés	3,5	(2,1)	0,1	—	—	—	1,5
Dette à long terme et instruments financiers dérivés	1,5	2,9	(0,1)	2,8	—	—	7,1
Régimes à prestations définies	19,4	(0,1)	—	(3,4)	—	—	15,9
Émission d'actions	2,5	(1,2)	—	—	—	—	1,3
Report de pertes	82,7	(39,8)	1,2	—	—	—	44,1
Dépense d'intérêts	15,1	7,1	(0,2)	—	—	—	22,0
Autres	8,5	(6,8)	0,2	—	—	0,1	2,0
	(93,0) \$	(19,6) \$	(0,2) \$	(0,6) \$	4,3 \$	(0,6) \$	(109,7) \$

Au 31 octobre 2021, la Société disposait de pertes en capital de 3,8 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment et pour lesquelles les avantages pouvant en découler n'ont pas été comptabilisés. En plus des pertes considérées aux livres, la Société dispose de différences temporaires déductibles et de pertes reportées dans différentes juridictions, et considérant qu'il est improbable qu'un bénéfice imposable futur suffisant sera disponible pour en utiliser une partie, la Société n'a pas constaté d'actif d'impôt différé totalisant 21,8 millions de dollars. Les pertes reportées rattachées à cet actif non constaté expirent majoritairement entre 2022 et 2037.

Au 31 octobre 2021, aucun passif d'impôt différé n'a été constaté relativement aux différences temporaires découlant de placements dans des filiales puisque la Société contrôle les décisions relativement à la réalisation de ces passifs et qu'il est probable que les différences temporaires ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

11 DÉBITEURS

Les composantes des débiteurs se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Comptes clients	440,6 \$	403,7 \$
Compte de correction de valeur pour perte sur créances	(3,1)	(7,4)
Autres débiteurs	58,6	64,9
	496,1 \$	461,2 \$

12 STOCKS

Les composantes des stocks se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Matières premières	200,3 \$	149,8 \$
Travaux en cours et produits finis	172,7	153,1
Provision pour désuétude	(16,0)	(14,1)
	357,0 \$	288,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations corporelles pour les exercices clos le :

31 octobre 2021	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût							
Solde au début de l'exercice	40,7 \$	269,5 \$	54,8 \$	1 320,0 \$	91,1 \$	41,4 \$	1 817,5 \$
Acquisitions	1,6	11,0	3,7	30,4	3,7	64,1	114,5
Mises en service	—	3,9	1,3	43,5	1,6	(50,3)	—
Regroupements d'entreprises (note 4)	—	—	0,1	3,3	0,2	—	3,6
Cessions et mises hors service	—	(4,6)	(1,2)	(32,2)	(3,0)	—	(41,0)
Variation du cours de change et autres	(1,3)	(2,2)	(1,1)	(22,5)	(1,3)	(3,8)	(32,2)
Solde au 31 octobre 2021	41,0 \$	277,6 \$	57,6 \$	1 342,5 \$	92,3 \$	51,4 \$	1 862,4 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations							
Solde au début de l'exercice	— \$	(131,0) \$	(33,5) \$	(863,2) \$	(77,4) \$	— \$	(1 105,1) \$
Amortissement	—	(12,0)	(4,3)	(89,1)	(5,5)	—	(110,9)
Cessions et mises hors service	—	1,1	1,2	30,0	2,7	—	35,0
Dépréciation	—	—	—	(0,7)	—	—	(0,7)
Variation du cours de change et autres	—	0,3	—	7,8	0,9	—	9,0
Solde au 31 octobre 2021	— \$	(141,6) \$	(36,6) \$	(915,2) \$	(79,3) \$	— \$	(1 172,7) \$
Valeur comptable nette	41,0 \$	136,0 \$	21,0 \$	427,3 \$	13,0 \$	51,4 \$	689,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

13 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (SUITE)

25 octobre 2020	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Autres équipements	Constructions en cours et dépôts sur équipements	Total
Coût							
Solde au début de l'exercice	40,7 \$	280,7 \$	49,0 \$	1 446,7 \$	94,0 \$	43,8 \$	1 954,9 \$
Acquisitions	0,1	3,0	0,9	25,2	2,2	50,3	81,7
Mises en service	—	2,8	2,2	42,1	3,2	(50,3)	—
Regroupements d'entreprises (note 4)	2,6	—	—	3,4	0,2	—	6,2
Cessions d'entreprises (note 4)	(2,7)	(16,5)	—	(73,4)	(0,8)	—	(93,4)
Cessions et mises hors service	—	(3,0)	(0,1)	(122,2)	(8,3)	—	(133,6)
Variation du cours de change et autres	—	2,5	2,8	(1,8)	0,6	(2,4)	1,7
Solde au 25 octobre 2020	40,7 \$	269,5 \$	54,8 \$	1 320,0 \$	91,1 \$	41,4 \$	1 817,5 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations							
Solde au début de l'exercice	— \$	(122,6) \$	(28,2) \$	(904,1) \$	(79,9) \$	— \$	(1 134,8) \$
Amortissement	—	(12,7)	(5,2)	(95,8)	(5,8)	—	(119,5)
Cessions d'entreprises (note 4)	—	1,2	—	17,9	0,2	—	19,3
Cessions et mises hors service	—	2,5	—	118,7	8,3	—	129,5
Variation du cours de change et autres	—	0,6	(0,1)	0,1	(0,2)	—	0,4
Solde au 25 octobre 2020	— \$	(131,0) \$	(33,5) \$	(863,2) \$	(77,4) \$	— \$	(1 105,1) \$
Valeur comptable nette	40,7 \$	138,5 \$	21,3 \$	456,8 \$	13,7 \$	41,4 \$	712,4 \$

Coûts d'emprunt capitalisés aux immobilisations corporelles

Pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, des montants négligeables ont été capitalisés aux immobilisations corporelles à titre de coûts d'emprunt.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

14 CONTRAT DE LOCATION

La Société loue des propriétés immobilières (espaces de bureaux ou d'entreposage et bâtiment pour y aménager des usines) et d'autres actifs (équipements de production, équipement de bureau et autres). Les contrats de location de propriétés immobilières sont normalement conclus pour des périodes fixes de 1 à 10 ans, alors que les autres types de contrats de location sont habituellement conclus pour des périodes fixes de 1 à 5 ans. Les contrats de location peuvent être assortis d'options de prolongation et/ou de résiliation qui sont prises en compte s'il y a une certitude raisonnable que l'option sera exercée. Les dispositions des contrats de location sont négociées sur une base individuelle et contiennent une grande variété de conditions.

Un certain nombre de contrats de location conclus à l'échelle de la Société sont assortis d'options de prolongation et de résiliation. Ces options visent à procurer la plus grande marge de manœuvre possible en matière de gestion de contrats. La majeure partie des options de prolongation et de résiliation ne peuvent être exercées que par la Société, et non pas par le bailleur concerné.

L'état consolidé de la situation financière présente les montants suivants liés aux contrats de location :

	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Actifs au titre de droits d'utilisation		
Propriétés immobilières	137,3 \$	129,9 \$
Autres	3,5	4,7
	140,8 \$	134,6 \$
Obligations locatives		
Obligations locatives, portion courante	23,1	22,8
Obligations locatives, portion non courante	137,3	132,0
	160,4 \$	154,8 \$

Pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, les ajouts aux actifs au titre de droits d'utilisation ont été de 31,7 millions de dollars et de 39,7 millions, respectivement.

L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation par catégorie de biens sous-jacents se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Propriétés immobilières	21,1 \$	18,4 \$
Autres	1,9	1,8
	23,0 \$	20,2 \$

Pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, la charge liée aux contrats de location à court terme, aux contrats de location de faible valeur et aux paiements variables non inclus dans les obligations locatives était de 6,5 millions de dollars et 8,8 millions, respectivement.

La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location. Pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, les revenus de sous-location représentent 3,3 millions de dollars et 3,6 millions respectivement.

Au 31 octobre 2021, la durée moyenne restante des contrats de location était de 8,3 années (9,1 années au 25 octobre 2020) et le taux moyen pondéré appliqué aux obligations locatives était de 1,93 % (2,28 % au 25 octobre 2020).

Les sorties de fonds relatives aux contrats de location pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020 ont totalisé 27,0 millions de dollars et 25,0 millions respectivement. Les paiements futurs relatifs aux contrats de location sont présentés à la note 30.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les tableaux suivants présentent l'évolution des immobilisations incorporelles pour les exercices clos le :

	Durée d'utilité déterminée			Autres ⁽¹⁾	Durée d'utilité indéterminée	Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Coûts liés à des projets en technologie		Noms commerciaux et autres	
31 octobre 2021						
Coût						
Solde au début de l'exercice	747,3 \$	160,7 \$	54,3 \$	22,7 \$	8,5 \$	993,5 \$
Ajouts (générés en interne)	—	12,5	9,5	0,7	0,6	23,3
Regroupements d'entreprises (note 4)	29,0	—	0,2	—	—	29,2
Mises hors service	—	(33,9)	(0,3)	—	—	(34,2)
Variation du cours de change et autres	(37,5)	0,1	0,5	0,3	—	(36,6)
Solde au 31 octobre 2021	738,8 \$	139,4 \$	64,2 \$	23,7 \$	9,1 \$	975,2 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations						
Solde au début de l'exercice	(236,5) \$	(133,6) \$	(34,9) \$	(20,0) \$	— \$	(425,0) \$
Amortissement	(66,2)	(9,9)	(6,2)	(1,4)	—	(83,7)
Mises hors service	—	33,9	0,3	—	—	34,2
Variation du cours de change et autres	12,0	—	0,2	0,1	—	12,3
Solde au 31 octobre 2021	(290,7) \$	(109,6) \$	(40,6) \$	(21,3) \$	— \$	(462,2) \$
Valeur comptable nette	448,1 \$	29,8 \$	23,6 \$	2,4 \$	9,1 \$	513,0 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

15 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SUITE)

	Durée d'utilité déterminée				Durée d'utilité indéterminée	Total
	Relations d'affaires	Coût de prépublication d'ouvrages	Coûts liés à des projets en technologie	Autres ⁽¹⁾	Noms commerciaux	
25 octobre 2020						
Coût						
Solde au début de l'exercice	807,0 \$	164,9 \$	46,7 \$	25,2 \$	8,4 \$	1 052,2 \$
Ajouts (générés en interne)	—	10,9	6,3	1,1	—	18,3
Regroupements d'entreprises (note 4)	3,1	—	—	—	—	3,1
Cessions d'entreprises (note 4)	(66,1)	—	—	—	—	(66,1)
Mises hors service	—	(15,1)	(0,3)	(3,1)	—	(18,5)
Variation du cours de change et autres	3,3	—	1,6	(0,5)	0,1	4,5
Solde au 25 octobre 2020	747,3 \$	160,7 \$	54,3 \$	22,7 \$	8,5 \$	993,5 \$
Cumul de l'amortissement et des dépréciations						
Solde au début de l'exercice	(177,1) \$	(138,9) \$	(27,9) \$	(22,2) \$	0,1 \$	(366,0) \$
Amortissement	(69,8)	(9,8)	(6,3)	(0,8)	—	(86,7)
Cessions d'entreprises (note 4)	9,4	—	—	—	—	9,4
Mises hors service	—	15,1	0,3	3,1	—	18,5
Variation du cours de change et autres	1,0	—	(1,0)	(0,1)	(0,1)	(0,2)
Solde au 25 octobre 2020	(236,5) \$	(133,6) \$	(34,9) \$	(20,0) \$	— \$	(425,0) \$
Valeur comptable nette	510,8 \$	27,1 \$	19,4 \$	2,7 \$	8,5 \$	568,5 \$

⁽¹⁾ La catégorie « Autres » comprend principalement les titres d'ouvrage pédagogique, les ententes de non-concurrence, les coûts de développement, ainsi que les contrats d'impression acquis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

16 GOODWILL

Le tableau suivant présente l'évolution du goodwill pour les exercices clos le :

	Note	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Solde au début de l'exercice		1 098,8 \$	1 145,3 \$
Regroupements d'entreprises	4	28,7	2,3
Impacts de la finalisation des calculs de répartition du prix d'acquisition	4	0,1	(0,7)
Cession d'entreprises	4	—	(54,8)
Variation du cours de change		(41,0)	6,7
Solde à la fin de l'exercice		1 086,6 \$	1 098,8 \$

La valeur comptable du goodwill est répartie entre les groupes d'UGT de la façon suivante :

	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Secteurs opérationnels		
Secteur de l'emballage		
Groupe Amériques	669,8 \$	703,8 \$
Groupe Revêtements	66,4	73,4
	736,2	777,2
Secteur de l'impression		
Groupe de l'impression ⁽¹⁾	289,4	—
Groupe des journaux, du détail et du prémédia ⁽¹⁾	—	224,0
Groupe des magazines, des livres et des catalogues ⁽¹⁾	—	65,4
Groupe des produits marketing	34,5	5,7
	323,9	295,1
Autres		
Groupe d'édition de livres	20,8	20,8
Groupe des solutions d'affaires	5,7	5,7
	26,5	26,5
	1 086,6 \$	1 098,8 \$

⁽¹⁾ Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société a révisé la détermination de ses groupes d'UGT, tel que décrit à la note 7. Dans le cadre de ce regroupement, les goodwill du Groupe des magazines, des livres et des catalogues et du Groupe des journaux, du détail et du prémédia ont été regroupés pour former le Groupe de l'impression.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

17 AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Les composantes des autres éléments d'actif se détaillent comme suit :

	Note	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Coûts d'acquisition de contrats		7,7 \$	12,1 \$
Actif au titre des régimes à prestations définies	28	16,9	13,5
Crédit d'impôt à recevoir		5,5	—
Autres		8,6	9,6
		38,7 \$	35,2 \$

18 CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les composantes des créditeurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	Notes	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Comptes fournisseurs et autres frais courus		255,2 \$	224,5 \$
Salaires et autres avantages à payer		103,8	110,8
Rémunération à base d'actions	24	22,3	8,0
Instruments financiers dérivés	30	4,2	0,8
Frais financiers à payer		4,0	2,8
Autres		49,7	52,8
		439,2 \$	399,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

19 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme se détaille comme suit :

	Taux d'intérêt effectif au			Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
	31 octobre 2021	Échéances			
Prêts à terme en devises américaines (émission 2018)	1,97 %	2022-2023		464,6 \$	918,8 \$
Prêt à terme en devises américaines (émission 2021)	2,02	2028		148,7	—
Billets non garantis à taux fixe	2,41	2026		250,0	—
Débeture unifiée	4,84	2028		100,0	100,0
Autres prêts		2026-2031		6,5	3,9
Contrats de location-financement				0,1	0,6
				969,9	1 023,3
Frais d'émission de la dette à long terme au coût amorti				4,4	3,2
Total de la dette à long terme				965,5	1 020,1
Portion courante de la dette à long terme				187,3	229,7
				778,2 \$	790,4 \$

Au 31 octobre 2021, un montant de 187,3 millions de dollars était présenté dans les Passifs courants et se composait principalement de la tranche D de 185,8 millions de dollars (150,0 millions de dollars américains) venant à échéance le 1^{er} mai 2022.

Nouveaux financements au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021

La Société a émis un Prêt à terme en devises américaines pour un montant de 120,0 millions de dollars américains (146,3 millions de dollars), venant à échéance en juin 2028. Ce Prêt à terme porte intérêt au taux de base américain ou LIBOR majoré d'une marge de 0,85 % et 1,85 %, respectivement. Un montant de 0,4 million de dollars (0,3 million dollars américains) est remboursable chaque trimestre d'ici l'échéance. Des frais d'émission de 0,8 million de dollars ont été comptabilisés en réduction de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode de l'intérêt effectif sur la durée du Prêt à terme.

La Société a également émis des Billets non garantis à taux fixe de 2,28 % d'une valeur de 250,0 millions de dollars et venant à échéance en juillet 2026. Des frais d'émission de 1,6 million de dollars ont été comptabilisés en réduction de la dette à long terme, et sont amortis selon la méthode de l'intérêt effectif sur la durée des Billets non garantis. En parallèle à cette émission, la Société a conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt fixes et de devises d'un montant de 250,0 millions de dollars (200,4 millions de dollars américains) lui permettant de convertir le taux fixe sur les Billets non garantis de 2,28 % en un taux fixe de 2,055 % payé en dollars américains.

Remboursement de prêts à terme

Le 30 octobre 2020, la Société a remboursé la portion restante de 62,5 millions de dollars américains (83,2 millions de dollars) de la tranche A des Prêts à terme en devises américaines (émission 2018), qui venait à échéance.

Le 30 avril 2021, la Société a remboursé le solde de 112,5 millions de dollars américains (138,1 millions de dollars) de la tranche B des Prêts à terme en devises américaines (émission 2018), qui venait à échéance.

Le 3 août 2021, la Société a remboursé par anticipation le solde de 150,0 millions de dollars américains (187,1 millions de dollars) de la tranche C des Prêts à terme en devises américaines (émission 2018), qui venait à échéance le 1^{er} novembre 2021.

Prolongement des facilités de crédit

La Société dispose d'une facilité de crédit au montant de 400,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, qui venait à échéance en février 2025, et dont l'échéance a été prolongée le 31 août 2021 jusqu'en février 2026, et en a modifié certaines caractéristiques afin d'y ajouter une structure de prêt liée au développement durable permettant un ajustement de taux fondé sur l'atteinte de cibles liées à des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), dont la diversité et la réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Les autres modalités demeurent inchangées. Le taux d'intérêt applicable à la facilité de crédit est basé sur la cote de crédit de la Société. Selon la cote de crédit actuelle, il s'agit du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 1,675 %, ou alors du taux préférentiel du Canada ou du taux préférentiel des États-Unis, majorés de 0,675 %.

La Société dispose d'une facilité de crédit d'un montant maximum de 25,0 millions de dollars américains (31,0 millions de dollars), portant intérêt au taux LIBOR majoré de 1,10 % qui venait à échéance en mars 2021 et dont l'échéance a été prolongée pour une année supplémentaire jusqu'en mars 2022 selon les mêmes modalités.

Au 31 octobre 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur les facilités de crédit, et la disponibilité au titre des facilités de crédit était de 431,0 millions de dollars.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

19 DETTE À LONG TERME (SUITE)

Prolongement des facilités de crédit (suite)

La Société dispose de facilités de lettres de crédit renouvelables, pour un montant total de 40,0 millions de dollars. Les frais applicables à la portion émise sur ces facilités de lettres de crédit sont de 0,80 % annuellement. Au 31 octobre 2021, des lettres de crédit au montant de 23,3 millions de dollars (34,3 millions au 25 octobre 2020) avaient été émises à même ces facilités, principalement en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies de la Société (note 28).

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2022	187,3 \$
2023	280,5
2024	1,6
2025	1,6
2026	252,0
Après	246,9
	969,9 \$

Instruments de couverture

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, en parallèle avec l'émission des Billets non garantis à taux fixe de 250,0 millions de dollars, la Société a conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt fixes et de devises d'un montant de 250,0 millions de dollars (200,4 millions de dollars américains) ayant une date d'échéance en juillet 2026, permettant ainsi de convertir en dollars américains la contrepartie reçue en dollars canadiens des Billets non garantis, et de fixer le taux de change applicable lors du remboursement des Billets non garantis à leur échéance. La Société applique la comptabilité de couverture d'investissement net dans ses établissements étrangers. Ainsi, le notionnel des swaps de taux d'intérêt fixe sur devises, d'un montant de 200,4 millions de dollars américains, a été désigné comme instrument de couverture de l'investissement net dans les établissements étrangers de la Société. Seul l'élément prix au comptant est inclus dans la relation de couverture et la variation de juste valeur est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. L'élément à terme, ainsi que l'écart de base lié au taux de change ("foreign currency basis spread") sont exclus de la relation de couverture. Il est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en tant que coût de transaction lié à la couverture et ensuite amorti au résultat net par le règlement des paiements d'intérêts sur les swaps de taux d'intérêt fixe sur devises. Par conséquent, au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, une perte de 2,4 millions de dollars a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, un montant négligeable au titre de l'élément à terme et au titre de l'écart de base lié au taux de change ("foreign currency basis spread") a été comptabilisé au résultat net.

Au 31 octobre 2021, la Société avait désigné un montant de 331,0 millions de dollars américains (410,0 millions de dollars) de prêts à terme et des facilités de crédit existantes en dollars américains comme instrument de couverture de l'investissement net dans ses établissements étrangers (649,6 millions de dollars américains, soit 852,7 millions de dollars au 25 octobre 2020). Par conséquent, au cours des exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, un gain de change de 41,7 millions de dollars et une perte de change de 1,4 million de dollars, respectivement, ont été reclassés dans les autres éléments du résultat global.

Au cours des derniers exercices, la Société a conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt pour un montant de 450,0 millions de dollars américains dans le but de se couvrir contre les risques de variations futures de taux d'intérêt de certains de ses prêts à terme jusqu'à leur échéance respective. Un contrat de swaps de 75,0 millions de dollars américains, relatif à la tranche C des Prêts à terme en devises américaines, a été réglé au moment du remboursement de cette tranche le 3 août 2021. La Société applique la comptabilité de couverture de flux de trésorerie en désignant ces contrats de swap comme élément de couverture. Par conséquent, au cours des exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, la variation de juste valeur de ces instruments de couverture, soit un gain de 3,2 millions de dollars et une perte de 18,5 de millions de dollars, respectivement, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

La Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ces clauses.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

20 PROVISIONS

Le tableau suivant présente l'évolution des provisions pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 :

	Frais de restructuration	Contrats déficitaires	Autres	Total
Solde au début de l'exercice	7,6 \$	— \$	0,6 \$	8,2 \$
Provisions enregistrées	6,6	1,4	1,4	9,4
Montants utilisés	(12,9)	(1,1)	(1,4)	(15,4)
Provisions renversées	—	—	(0,2)	(0,2)
Regroupements d'entreprises	—	—	0,1	0,1
Solde au 31 octobre 2021	1,3 \$	0,3 \$	0,5 \$	2,1 \$
Portion courante	1,3 \$	— \$	0,2 \$	1,5 \$
Portion non courante	—	0,3	0,3	0,6
	1,3 \$	0,3 \$	0,5 \$	2,1 \$

Frais de restructuration

La Société procède à des mesures de rationalisation, incluant des fermetures d'usines, dans le secteur de l'impression afin de consolider sa plate-forme d'impression.

21 AUTRES ÉLÉMENTS DU PASSIF

Les composantes des autres éléments du passif se détaillent comme suit :

	Notes	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Revenus reportés		1,1 \$	2,1 \$
Charges à payer et autres passifs		14,2	7,5
Rémunération à base d'actions	24	15,5	14,8
Passif au titre des régimes à prestations définies	28	62,2	76,0
Instruments financiers dérivés	30	9,9	25,3
		102,9 \$	125,7 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

22 CAPITAL SOCIAL

Actions à droit de vote subalterne catégorie A : actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant un vote par action, participantes.

Actions catégorie B : actions à droit de vote sans valeur nominale, autorisées en nombre illimité, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes.

Le tableau suivant présente l'évolution du capital social de la Société pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021		25 octobre 2020	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	73 049 344	621,0 \$	73 360 754	622,9 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	63 000	0,1	3 800	—
Impôts liés aux frais d'émission d'actions	—	—	—	—
Actions rachetées et annulées	(200)	—	(450 450)	(3,8)
Levée d'options d'achat d'actions	—	—	135 240	1,9
Solde à la fin de l'exercice	73 112 144	621,1	73 049 344	621,0
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	13 975 826	19,0	13 979 626	19,0
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(63 000)	(0,1)	(3 800)	—
Solde à la fin de l'exercice	13 912 826	18,9	13 975 826	19,0
	87 024 970	640,0 \$	87 025 170	640,0 \$

Rachat d'actions

Le 29 septembre 2021, la Société a été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 1^{er} octobre 2021 et le 30 septembre 2022, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 190 300 actions catégorie B. Les rachats sont effectués dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

Le 18 septembre 2020, la Société avait été autorisée à racheter sur le marché libre, pour annulation, ou sous réserve des autorisations des autorités en matière de valeurs mobilières en vertu d'ententes de gré à gré, entre le 1^{er} octobre 2020 et le 30 septembre 2021, ou une date antérieure si l'offre est complétée ou résiliée par la Société, jusqu'à concurrence de 1 000 000 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et jusqu'à concurrence de 191 320 actions catégorie B. Les rachats sont effectués dans le cours normal des activités au prix du marché par l'entremise de la Bourse de Toronto.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

22 CAPITAL SOCIAL (SUITE)

Au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021, la Société a racheté et annulé 200 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 18,39 \$, pour une contrepartie totale en espèce d'un montant négligeable. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et ses actions catégorie B au 31 octobre 2021.

Au cours de l'exercice clos le 25 octobre 2020, la Société a racheté et annulé 450 450 de ses actions à droit de vote subalterne catégorie A à un prix moyen pondéré de 15,70 \$, pour une contrepartie totale en espèce de 7,1 millions de dollars. L'excédent de la contrepartie totale payée sur la valeur comptable des actions, au montant de 3,3 millions de dollars, a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués. La Société n'avait aucune obligation de racheter ses actions à droit de vote subalterne catégorie A et ses actions catégorie B au 25 octobre 2020.

Dividendes

Des dividendes de 0,900 \$ et 0,895 \$ par action ont été déclarés et versés aux détenteurs d'actions pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, respectivement.

23 RÉSULTAT NET PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du résultat net de base et dilué par action pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Numérateur		
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	130,6 \$	131,7 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions - de base et dilué	87,0	87,1

Pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, il n'existait plus aucun instrument dilutif.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

24 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs

La Société offre un régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont attribuées. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le :

Nombre d'unités	31 octobre	25 octobre	31 octobre	25 octobre
	2021	2020	2021	2020
	UAD		UAR	
Solde au début de l'exercice	547 645	435 890	1 093 533	868 893
Unités attribuées	—	113 764	477 219	474 190
Unités annulées	(5 655)	(12 128)	(85 554)	(61 457)
Unités payées	(6 979)	(27 939)	(100 068)	(247 564)
Unités converties	8 303	6 805	—	—
Dividendes versés en unités	22 936	31 253	56 040	59 471
Solde à la fin de l'exercice	566 250	547 645	1 441 170	1 093 533

Au cours des exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, la Société a donné le choix irréversible aux participants du régime d'unité d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs d'étendre la période d'acquisition des droits de certains programmes du régime pour un maximum de 12 mois par rapport à la période d'acquisition originale. Les changements dans les périodes d'acquisition des droits ont donné lieu à un renversement du passif en contrepartie de la charge correspondante de 0,6 million de dollars et 1,0 million pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, respectivement.

Au 31 octobre 2021, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs était de 31,5 millions de dollars, dont 15,5 millions de dollars présentés sous la ligne « Autres éléments du passif » (16,5 millions au 25 octobre 2020, dont 14,8 millions de dollars présentés sous la ligne « Autres éléments du passif »). Les charges enregistrées dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020 ont été de 17,4 millions de dollars et 6,9 millions, respectivement. Des montants de 2,4 millions de dollars et 3,8 millions ont été payés en vertu de ce régime pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, respectivement.

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à l'intention de ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux.

Le tableau suivant présente l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le :

Nombre d'unités	31 octobre	25 octobre
	2021	2020
Solde au début de l'exercice	363 266	291 271
Rémunération des administrateurs	39 109	52 416
Unités payées	(105 794)	—
Dividendes versés en unités	11 431	19 579
Solde à la fin de l'exercice	308 012	363 266

Au 31 octobre 2021, le passif relatif au régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs était de 6,3 millions de dollars (6,3 millions au 25 octobre 2020). Les charges enregistrés dans les états consolidés du résultat pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020 ont été de 2,2 millions de dollars et 1,6 million de dollars, respectivement. Un montant de 2,2 millions de dollars a été payé en vertu de ce régime pour l'exercice clos le 31 octobre 2021. Aucun montant n'a été payé en vertu de ce régime pour l'exercice clos le 25 octobre 2020.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

24 RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Contrat de swap sur rendement total

Au cours des exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, la Société avait conclu des contrats de swap sur rendement total d'une durée de 12 mois renouvelable annuellement visant 1 200 000 unités achetées à un prix moyen pondéré de 20,75 \$ et 950 000 unités à un prix moyen pondéré de 16,37 \$, respectivement, pour couvrir une partie des charges (gains) enregistrés au titre de la rémunération à base d'actions qui varient en fonction du cours de l'action de la Société. Au cours des exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, les gains enregistrés dans les états consolidés du résultat sous les Charges opérationnelles correspondant à la variation de la juste valeur du contrat de swap sur rendement total pour les unités couvertes, avant considération des dividendes reçus et intérêts payés, ont été de 2,5 millions de dollars et de 0,2 million de dollars, respectivement. Des montants de 5,0 millions de dollars et de 0,3 million de dollars ont été reçus en vertu du contrat de swap sur rendement total pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, respectivement.

25 CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Couvertures de flux de trésorerie	Couvertures d'investissement net	Écarts de conversion cumulés	Écarts actuariels des régimes à prestations définies	Cumul des autres éléments du résultat global
Solde au 25 octobre 2020 ⁽¹⁾	(16,4) \$	(10,1) \$	40,3 \$	(28,6) \$	(14,8) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	15,1	35,2	(93,2)	16,4	(26,5)
Solde au 31 octobre 2021	(1,3) \$	25,1 \$	(52,9) \$	(12,2) \$	(41,3) \$
Solde au 27 octobre 2019	(9,8) \$	(9,1) \$	31,1 \$	(38,1) \$	(25,9) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur le résultat	(6,6)	(1,0)	9,2	9,5	11,1
Solde au 25 octobre 2020 ⁽¹⁾	(16,4) \$	(10,1) \$	40,3 \$	(28,6) \$	(14,8) \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

Au 31 octobre 2021, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au résultat net des prochains exercices comme suit :

	2022	2023	2024	Total
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	3,0 \$	(5,1) \$	0,3 \$	(1,8) \$
Impôts sur le résultat	0,8	(1,4)	0,1	(0,5)
	2,2 \$	(3,7) \$	0,2 \$	(1,3) \$

26 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

La variation des éléments hors caisse liés aux opérations se résume comme suit pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021	25 octobre 2020 ⁽¹⁾
Débiteurs	(47,9) \$	39,8 \$
Stocks	(73,5)	(16,1)
Frais payés d'avance et autres actifs courants	(0,1)	0,6
Créditeurs et charges à payer	45,0	(19,6)
Provisions	(7,3)	(6,9)
Revenus reportés et dépôts	1,2	(3,0)
Régimes à prestations définies	0,8	0,1
	(81,8) \$	(5,1) \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

26 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE (SUITE)

Le tableau ci-dessous présente la variation des passifs financiers au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021 :

	Changements sans contrepartie de trésorerie							
	Solde d'ouverture	Flux de trésorerie liés aux activités de financement	Acquisitions et cessions d'entreprises	Ajustement de juste valeur et ajouts ⁽¹⁾	Amortissement		Intérêts courus	Solde de clôture
					Effet de change	des frais de financement		
Prêts à terme en dollars américains								
Émission 2018	918,8 \$	(408,4) \$	— \$	— \$	(45,8) \$	— \$	1,0 \$	465,6 \$
Prêt à terme en dollars américains								
Émission 2021	—	146,3	—	—	2,4	—	0,4	149,1
Billets non garantis à taux fixe	—	250,0	—	—	—	—	1,8	251,8
Débiteure unifiée	100,0	—	—	—	—	—	1,2	101,2
Autres dettes externes	4,5	2,4	—	(0,2)	(0,1)	—	—	6,6
Frais d'émission de la dette à long terme au coût amorti	(3,2)	(2,8)	—	—	—	1,6	—	(4,4)
Obligations locatives	154,8	(27,0)	14,4	17,2	(2,3)	—	3,3	160,4
Contreparties conditionnelles	3,5	—	10,0	(3,4)	(0,1)	—	—	10,0
	1 178,4 \$	(39,5) \$	24,4 \$	13,6 \$	(45,9) \$	1,6 \$	7,7 \$	1 140,3 \$

⁽¹⁾ Les ajouts concernent les obligations locatives et comprennent les ajouts suite à la signature de nouveaux contrats et à la modification de contrats existants, déduction faite des résiliations anticipées de contrats de location d'un montant de 3,1 millions de dollars.

27 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société, directement ou indirectement, y compris les administrateurs (dirigeants ou non) de la Société.

Le tableau suivant présente la rémunération gagnée par les principaux dirigeants pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Salaires et autres avantages à court terme	8,9 \$	9,6 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,8	0,7
Rémunération à base d'actions	17,4	6,6
	27,1 \$	16,9 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre à ses employés divers régimes contributifs et non contributifs à prestations définies pour des prestations de retraite et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, des régimes de retraite à cotisations définies, des régimes enregistrés d'épargne collectifs et des régimes de retraite multi-employeurs. Depuis le 1^{er} juin 2010, la plupart des employés ne participent qu'aux régimes de retraite à cotisations définies. Pour les régimes à prestations définies, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de services et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et est soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées au cours de l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. Pour les régimes de retraite à cotisations définies, les régimes de retraite multi-employeurs et les régimes enregistrés d'épargne collectifs, la seule obligation de la Société est de remettre la cotisation mensuelle de l'employeur. Certaines obligations de la Société aux termes des régimes à prestations définies sont garanties par des lettres de crédit, émises à même les facilités de crédit de la Société, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de capitalisation des régimes. Les cotisations versées par la Société aux régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges dans la période au cours de laquelle elles sont gagnées par les employés. Les actifs des régimes de retraite à prestations définies de la Société sont détenus en fiducie. La Société comptabilise les montants annuels liés à ses régimes de retraite à prestations définies d'après des calculs qui reposent sur diverses hypothèses actuarielles, notamment concernant les taux d'actualisation, les taux de mortalité et les taux de rendement annuels des actifs des régimes. Ces estimations sont susceptibles de varier de manière importante d'une période à l'autre, selon le rendement des actifs des régimes, les évaluations actuarielles et la conjoncture de marché. La Société passe en revue ses hypothèses actuarielles chaque année et y apporte des modifications en fonction des taux en vigueur et des tendances courantes. La Société estime que les hypothèses utilisées aux fins de la comptabilisation de son obligation au titre des prestations constituées sont raisonnables à la lumière de son expérience, de la conjoncture de marché et des données fournies par son actuaire externe et son conseiller en placements.

Aux États-Unis, les régimes de retraite à prestations définies auxquels participaient les employés de la Société ont été fermés aux nouveaux participants avant le 1^{er} janvier 2014. Par conséquent, le calcul des prestations définitives aux termes des régimes américains correspondait aux prestations gagnées aux termes des régimes américains à la date à laquelle ces régimes ont cessé d'accepter de nouveaux participants. Depuis, les nouveaux employés de la Société adhèrent à des régimes de retraite à cotisations définies de type 401(k). Les obligations de la Société envers ce type de régime se résument à la cotisation mensuelle de l'employeur.

Le conseil d'administration de la Société, à l'aide de son comité de retraite, est responsable de la surveillance et de la gouvernance des régimes de retraite. Le comité de retraite aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision générales à l'égard des régimes de retraite, notamment en ce qui concerne les décisions de placements, les cotisations aux régimes à prestations définies et la sélection des possibilités de placement des régimes à cotisations définies. Les actifs des régimes de retraite sont détenus en fidéicommiss, excepté les rentes assurées. Les régimes de retraite de la Société sont gérés conformément aux lois applicables aux régimes de retraite, lesquelles prescrivent des exigences de financement minimal et maximal pour les régimes de retraite à prestations définies.

La politique de financement de la Société consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Les cotisations de la Société à ses régimes de retraite reflètent les plus récentes évaluations actuarielles concernant le rendement sur les placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs. La capitalisation des régimes de retraite repose sur des bases d'évaluations de financement qui sont différentes de la base comptable et pour lesquelles les méthodes et hypothèses peuvent différer des méthodes et hypothèses utilisées à des fins comptables.

Les régimes de retraite à prestations définies et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi exposent la Société à certains risques particuliers, notamment le rendement sur les placements, les modifications du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation, le taux de mortalité des participants, l'inflation et les coûts de soins de santé.

La Société offre également d'autres régimes d'avantages du personnel à long terme qui prévoient la continuation des prestations pour soins de santé et soins dentaires en cas d'invalidité à long terme.

Les évaluations actuarielles les plus récentes aux fins de capitalisation des régimes de retraite de la Société datent du 31 décembre 2018 pour les régimes enregistrés au Québec, du 31 décembre 2019 pour les régimes enregistrés en Ontario et du 1^{er} décembre 2019 pour les régimes enregistrés aux États-Unis.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

L'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers consolidés annuels. Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des régimes à prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes pour les exercices clos le :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	31 octobre 2021	25 octobre 2020 ⁽¹⁾	31 octobre 2021	25 octobre 2020 ⁽¹⁾	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Obligation au titre des régimes à prestations définies						
Solde au début de l'exercice	805,0 \$	825,2 \$	13,4 \$	15,6 \$	818,4 \$	840,8 \$
Coût des services rendus ⁽²⁾	—	—	0,6	0,5	0,6	0,5
Coût des services passés	0,1	0,2	—	—	0,1	0,2
Coût financier relatif à l'obligation au titre des prestations définies	22,0	24,6	0,7	0,7	22,7	25,3
Écarts actuariels découlant de :						
L'expérience du régime	(1,7)	1,9	0,2	(0,2)	(1,5)	1,7
Changements dans les hypothèses démographiques	0,3	(2,7)	—	—	0,3	(2,7)
Changements dans les hypothèses financières	(42,6)	25,5	(0,7)	(2,1)	(43,3)	23,4
Obligation au titre des prestations définies éteinte à la suite de la liquidation	(2,7)	(9,2)	—	—	(2,7)	(9,2)
Prestations versées	(64,7)	(62,0)	(1,4)	(1,2)	(66,1)	(63,2)
Variation du cours de change et autres	(5,4)	1,5	3,7	0,1	(1,7)	1,6
Solde à la fin de l'exercice	710,3 \$	805,0 \$	16,5 \$	13,4 \$	726,8 \$	818,4 \$
Juste valeur des actifs des régimes						
Solde au début de l'exercice	758,1 \$	766,6 \$	— \$	— \$	758,1 \$	766,6 \$
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	20,6	22,8	—	—	20,6	22,8
Écarts actuariels sur les actifs des régimes	(22,8)	35,3	—	—	(22,8)	35,3
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des actifs)	(2,6)	(1,9)	—	—	(2,6)	(1,9)
Prestations versées	(64,7)	(62,0)	(1,4)	(1,2)	(66,1)	(63,2)
Cotisations de l'employeur	3,6	6,6	1,4	1,2	5,0	7,8
Actif distribué à la suite de la liquidation	(3,2)	(10,2)	—	—	(3,2)	(10,2)
Variation du cours de change et autres	(5,7)	0,9	—	—	(5,7)	0,9
Solde à la fin de l'exercice	683,3 \$	758,1 \$	— \$	— \$	683,3 \$	758,1 \$
Déficit des régimes	(27,0) \$	(46,9) \$	(16,5) \$	(13,4) \$	(43,5) \$	(60,3) \$
Effet du plafond de l'actif	(1,8)	(2,2)	—	—	(1,8)	(2,2)
Passif au titre des régimes à prestations définies	(28,8) \$	(49,1) \$	(16,5) \$	(13,4) \$	(45,3) \$	(62,5) \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

⁽²⁾ Le coût des services rendus des autres régimes à prestations définies inclut la variation nette du régime d'invalidité à long terme, composée du coût des services rendus et des écarts actuariels. Le coût des services passés de ce régime est présenté sur une ligne distincte.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

L'actif (le passif) au titre des régimes à prestations définies figurent comme suit aux états financiers consolidés de la situation financière :

	Notes	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Autres éléments d'actif	17	16,9 \$	13,5 \$
Autres éléments du passif	21	(62,2)	(76,0)
		(45,3) \$	(62,5) \$

Le tableau suivant présente la composition de la juste valeur des actifs des régimes :

	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Cotés sur un marché actif		
Titres de capitaux propres		
Actions canadiennes et étrangères et fonds de placement	137,4 \$	122,5 \$
Titres de créances		
Obligations de gouvernements et d'entreprises et fonds de placement	355,7	426,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de placement	2,7	1,7
	495,8	550,7
Non cotés sur un marché actif		
Immobilier	—	1,3
Rentes assurées	187,5	206,1
	683,3 \$	758,1 \$

Pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, les actifs des régimes ne comprenaient aucune des actions de la Société.

La stratégie d'appariement des actifs et des passifs de la Société consiste à minimiser le risque, par l'achat de rentes assurées et de titres de créances. Pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, les régimes ont investi dans des rentes assurées sans rachat des engagements. Leur juste valeur est considérée être égale à l'obligation au titre des prestations définies des participants visés par l'achat de rentes, calculée selon les hypothèses applicables à la date de clôture.

Le tableau suivant présente la situation de capitalisation des régimes à prestations définies :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	Au	Au	Au	Au	Au	Au
	31 octobre 2021	25 octobre 2020 ⁽¹⁾	31 octobre 2021	25 octobre 2020 ⁽¹⁾	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Juste valeur des actifs des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	683,3 \$	758,1 \$	— \$	— \$	683,3 \$	758,1 \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés	683,8	776,1	—	—	683,8	776,1
Effet du plafond de l'actif	(1,8)	(2,2)	—	—	(1,8)	(2,2)
Situation de capitalisation des régimes capitalisés ou partiellement capitalisés - déficit	(2,3) \$	(20,2) \$	— \$	— \$	(2,3) \$	(20,2) \$
Obligation au titre des régimes à prestations définies des régimes sans capitalisation	(26,5)	(28,9)	(16,5)	(13,4)	(43,0)	(42,3)
Situation de capitalisation totale - déficit	(28,8) \$	(49,1) \$	(16,5) \$	(13,4) \$	(45,3) \$	(62,5) \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

La Société prévoit verser des cotisations estimées à un montant de 2,9 millions de dollars à ses régimes à prestations définies au cours de l'exercice clos le 30 octobre 2022, considérant qu'elle prévoit utiliser des lettres de crédit à même ses facilités de crédit, en garantie des cotisations non versées au titre de l'insuffisance de solvabilité des régimes à prestations définies. Le montant réel versé pourrait différer de l'estimation, selon les résultats des évaluations actuarielles, le rendement des placements, la volatilité des taux d'actualisation, les exigences réglementaires et d'autres facteurs.

Le tableau suivant présente les principales hypothèses utilisées pour calculer l'obligation au titre des régimes à prestations définies de la Société :

	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice		
Canada	3,39 %	2,89 %
États-Unis	2,90	2,70
Moyenne pondérée du taux de croissance de la rémunération		
Canada	2,36	2,36

Au 31 octobre 2021, au Canada, le taux de croissance du coût des soins de santé relatif aux régimes pour les autres avantages postérieurs à l'emploi était évalué à 6,5 %, diminuant graduellement pendant 15 ans pour s'établir à 4,5 % par la suite.

Le tableau suivant présente l'incidence de la variation des principales hypothèses sur l'obligation au titre des prestations définies pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 et comporte certaines limites. Les sensibilités de chacune des principales hypothèses ont été calculées sans tenir compte de la modification des autres hypothèses. Les résultats réels pourraient donc entraîner la modification des autres hypothèses simultanément. Toute modification d'un facteur pourrait entraîner une modification d'un autre facteur, ce qui pourrait amplifier ou atténuer l'incidence des variations des principales hypothèses.

Augmentation (diminution)	Obligation au titre des prestations définies
Incidence d'une augmentation de 10 points de base du taux d'actualisation	(8,3) \$
Incidence d'une diminution de 10 points de base du taux d'actualisation	8,5
Incidence d'une augmentation de 100 points de base du taux de croissance du coût des soins de santé	0,7
Incidence d'une diminution de 100 points de base du taux de croissance du coût des soins de santé	(0,6)

Le tableau suivant présente la composition du coût au titre des régimes à prestations définies pour les exercices clos le :

	Prestations de retraite		Autres régimes à prestations définies		Total	
	31 octobre 2021	25 octobre 2020	31 octobre 2021	25 octobre 2020	31 octobre 2021	25 octobre 2020
	Note					
Coût des services rendus	— \$	— \$	0,6 \$	0,5 \$	0,6 \$	0,5 \$
Coût des services passés	0,1	0,2	—	—	0,1	0,2
Frais d'administration	2,6	1,9	—	—	2,6	1,9
Perte résultant d'une liquidation	0,5	1,0	—	—	0,5	1,0
Coût des régimes comptabilisé dans le résultat net	3,2	3,1	0,6	0,5	3,8	3,6
Coût financier relatif à l'obligation au titre des régimes à prestations définies	22,0	24,6	0,7	0,7	22,7	25,3
Revenus d'intérêts sur les actifs des régimes	(20,6)	(22,8)	—	—	(20,6)	(22,8)
Intérêts sur l'effet du plafond	0,1	—	—	—	0,1	—
Intérêts nets sur le passif au titre des régimes à prestations définies	1,5	1,8	0,7	0,7	2,2	2,5
	9					
Écarts actuariels	—	—	—	0,2	—	0,2
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies	—	—	—	0,2	—	0,2
Coût au titre des régimes à prestations définies	4,7 \$	4,9 \$	1,3 \$	1,4 \$	6,0 \$	6,3 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

28 AVANTAGES DU PERSONNEL (SUITE)

Les coûts au titre des régimes à prestations définies constatés dans les états consolidés du résultat se détaillent comme suit pour les exercices clos le :

	Note	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Coûts constatés dans les charges opérationnelles		3,2 \$	2,4 \$
Coûts nets constatés dans les frais de restructuration et autres coûts	6	0,6	1,2
		3,8 \$	3,6 \$

Le tableau suivant présente les coûts constatés dans les charges opérationnelles à l'état consolidé du résultat pour les régimes de retraite à cotisations définies et pour les régimes généraux et obligatoires pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Régimes de retraite à cotisations définies	15,3 \$	14,1 \$
Régimes généraux et obligatoires	14,2	13,6
	29,5 \$	27,7 \$

29 ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

Engagements

La Société loue des propriétés immobilières (espaces de bureaux ou d'entreposage et bâtiment pour y aménager des usines) et d'autres actifs (équipements de production, équipement de bureau et autres). Les paiements minimums exigibles liés à la plupart des engagements de la Société, en vertu de contrats de location ont été comptabilisés à l'état de la situation financière à titre d'obligations locatives. Pour plus de détails, se référer à la note 14.

Au 31 octobre 2021, la Société avait des engagements auprès de fournisseurs pour des dépenses d'investissement s'élevant à 28,5 millions de dollars.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les principales garanties suivantes :

a) Indemnisations des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2021, la Société n'avait pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

b) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société a convenu de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées ou aux termes d'ententes en vigueur au moment de la conclusion de telles transactions. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2021, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2021 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats opérationnels, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs et prêts à recevoir, de même que dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif à ces éléments est représentée par leur valeur comptable dans les états consolidés de la situation financière. La Société est également exposée au risque de crédit à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés. Toutefois, la Société estime que le risque est peu élevé puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Aux 31 octobre 2021 et 25 octobre 2020, l'exposition maximale de la Société au risque de crédit relatif aux actifs d'instruments financiers dérivés était faible.

La Société analyse et révisé régulièrement la situation financière de sa clientèle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société pour les clients importants ou considérés à risque. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. La Société possède également une police d'assurance-crédit couvrant des pertes combinées de certains clients pour un montant maximum annuel de 15,0 millions de dollars pour le Canada, ainsi que 15,0 millions de dollars américains pour les États Unis. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture.

Au 31 octobre 2021, aucun client ne représente à lui seul 10,0 % ou plus des revenus de la Société, ou 10,0 % ou plus des comptes clients associés.

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction des types de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. Un compte de correction de valeur pour perte sur créance est constitué en fonction de facteurs tels que le risque de crédit que présentent certains clients en particulier, les tendances historiques et d'autres données. Le compte de correction de valeur pour perte sur créances est revu à chaque date de clôture par la direction. Des corrections de valeur pour perte sur créance sont constituées, au besoin, afin de refléter les risques liés aux pertes de crédit.

a) Définition de défaillance

La Société considère les éléments suivants comme une défaillance aux fins de la gestion interne du risque de crédit puisque l'expérience passée indique que les actifs financiers qui remplissent l'une ou l'autre des conditions suivantes ne sont généralement pas recouvrables :

- le manquement à des clauses financières restrictives par un débiteur;
- les informations établies à l'interne ou provenant de sources externes indiquent qu'il est peu probable que le débiteur rembourse intégralement ses créanciers, y compris la Société (sans tenir compte des éventuelles garanties détenues par la Société).

b) Politique liée aux réductions de valeur

La Société réduit la valeur d'un actif financier lorsque des informations indiquent que le débiteur éprouve de grandes difficultés financières et qu'il n'y a aucune perspective réaliste de recouvrement, par exemple lorsque le débiteur est en situation de liquidation ou a entamé une procédure de faillite, ou, dans le cas des créances clients, lorsque les montants sont en souffrance depuis plus de 12 mois, selon l'événement qui a lieu en premier. Les actifs financiers sortis de l'état de la situation financière peuvent encore faire l'objet de mesures aux termes des procédures de recouvrement de la Société, compte tenu de l'avis juridique le cas échéant. Les montants recouverts sont comptabilisés en résultat net.

Les débiteurs se détaillent comme suit :

	Au 31 octobre 2021	Au 25 octobre 2020 ⁽¹⁾
Comptes clients		
Solde courant	383,8 \$	324,5 \$
1 - 30 jours en souffrance	34,8	48,4
31 - 60 jours en souffrance	8,1	11,1
Plus de 60 jours en souffrance	13,9	19,7
	440,6	403,7
Compte de correction de valeur pour perte sur créance	(3,1)	(7,4)
	437,5 \$	396,3 \$

⁽¹⁾ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée au cours de l'exercice.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La variation du compte de correction de valeur pour perte sur créance se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	Note	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Solde au début de l'exercice		7,4 \$	5,2 \$
Regroupements d'entreprises	4	—	0,1
Correction de valeur pour perte sur créance		(2,0)	3,9
Créances recouvrées ou radiées		(2,3)	(1,8)
Solde à la fin de l'exercice		3,1 \$	7,4 \$

Pour évaluer si le risque de crédit que comporte un instrument financier a augmenté d'une façon importante depuis la comptabilisation initiale, la Société compare le risque de défaillance à la date de clôture au risque de défaillance à la date de comptabilisation initiale de l'instrument financier. Pour faire cette évaluation, la Société tient compte des informations quantitatives et qualitatives qui sont raisonnables et justifiables, y compris l'expérience passée et les informations prospectives qu'il est possible d'obtenir sans devoir engager des coûts ou des efforts déraisonnables. Les informations prospectives prises en considération comprennent notamment les perspectives d'avenir des industries dans lesquels les débiteurs de la Société exercent leurs activités provenant de rapports rédigés par des experts en économie, des analystes financiers, des organismes gouvernementaux, des groupes de réflexion pertinents et autres organisations semblables, ainsi que diverses sources externes d'informations et de prévisions économique en lien avec les activités de base de la Société.

En se basant sur son analyse, la Société est d'avis que le compte de correction de valeur pour perte sur créance est suffisant pour couvrir les risques de non-paiements.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2021 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Après 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer	435,0 \$	435,0 \$	435,0 \$	— \$	— \$	— \$
Dette à long terme	965,5	1 054,2	207,5	310,1	278,8	257,8
Obligations locatives	160,4	175,6	25,7	44,8	38,1	67,0
Autres éléments de passif monétaire, excluant les contreparties conditionnelles	16,6	16,6	0,4	16,2	—	—
Contreparties conditionnelles	10,0	10,0	2,0	8,0	—	—
	1 587,5	1 691,4	670,6	379,1	316,9	324,8
Instruments financiers dérivés au passif						
Contrats de swaps de taux d'intérêt	9,5	9,5	2,2	7,3	—	—
Contrats de swaps de taux d'intérêt fixes et de devises	2,5	2,5	—	—	2,5	—
Contrats de swaps sur rendement total	1,4	1,4	1,4	—	—	—
Contrats de change à terme	0,7	0,7	0,6	0,1	—	—
	1 601,6 \$	1 705,5 \$	674,8 \$	386,5 \$	319,4 \$	324,8 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 25 octobre 2020 :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Après 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer	398,8 \$	398,8 \$	398,8 \$	— \$	— \$	— \$
Dettes à long terme	1 020,1	1 080,3	248,3	707,8	9,9	114,3
Obligations locatives	154,8	171,6	25,7	40,7	32,3	72,9
Autres éléments de passif monétaire, excluant les contreparties						
conditionnelles	15,2	15,2	0,2	15,0	—	—
Contreparties conditionnelles	3,5	3,5	3,5	—	—	—
	1 592,4	1 669,4	676,5	763,5	42,2	187,2
Instruments financiers dérivés au passif						
Contrats de swaps de taux d'intérêt	25,3	25,3	0,2	25,1	—	—
Contrats de change à terme	0,8	0,8	0,6	0,2	—	—
	1 618,5 \$	1 695,5 \$	677,3 \$	788,8 \$	42,2 \$	187,2 \$

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités opérationnelles et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt étant donné qu'une partie de ses dettes à long terme est à taux variable. La Société gère ce risque en maintenant une composition d'emprunts à taux fixe et à taux variable en conformité avec la politique de la Société.

Pour gérer le risque de taux d'intérêt, la Société a conclu des contrats de swap de taux d'intérêt pour une partie de son endettement à taux variable. Au cours des derniers exercices, la Société a conclu des contrats de swaps de taux d'intérêt pour un montant de 450,0 millions de dollars américains dans le but de se couvrir contre les risques de variations futures de taux d'intérêt de certains de ses prêts à terme jusqu'à leur échéance respective. Un contrat de swaps de 75,0 millions de dollars américains, relatif à la tranche C des Prêts à terme en devises américaines, a été réglé au moment du remboursement de cette tranche le 3 août 2021. La Société applique la comptabilité de couverture de flux de trésorerie en désignant ces contrats de swap comme élément de couverture. Par conséquent, au cours des exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, la variation de juste valeur de ces instruments de couverture, soit un gain de 3,2 millions de dollars et une perte de 18,5 de millions de dollars, respectivement, ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Pour l'exercice clos le 31 octobre 2021, toutes choses étant égales par ailleurs, si les taux d'intérêt avaient augmenté ou diminué de 50 points de base, le résultat net de la Société aurait diminué ou augmenté de 0,7 million de dollars.

b) Risque de change

La Société exerce des activités et exporte ses produits aux États-Unis et dans plusieurs autres pays, et achète du matériel de production en devise américaine. De plus, une partie de la dette à long terme de la Société est dénommée en dollars américains. La Société est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 31 octobre 2021, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente (l'achat) de (45,3) millions de dollars américains (95,5 millions de dollars américains au 25 octobre 2020), dont (90,3) millions de dollars américains, 25,0 millions et 20,0 millions seront (achetés) vendus au cours des exercices 2022, 2023 et 2024, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 31 mois, à des taux variant de 1,2277 à 1,4393. Les contrats de change à terme sont désignés à titre d'instruments de couverture de flux de trésorerie et d'investissement net au 31 octobre 2021 et les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice. Au cours des exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, aucune charge d'inefficacité n'a été comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Tel qu'indiqué à la note 19, la Société a désigné une partie des prêts à terme et des facilités de crédit en dollars américains comme instruments de couverture de l'investissement net dans ses établissements étrangers, lui permettant ainsi de limiter son risque de change. Le montant désigné a varié entre un montant 331,0 et 632,3 millions de dollars américains au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2021. La tranche efficace des gains de change latentes sur la conversion de la dette libellée en dollars américains désignée comme élément de couverture représente un montant de 41,7 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 et a été comptabilisée aux autres éléments du résultat global.

Pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le résultat net et les AERG :

	31 octobre 2021		25 octobre 2020	
	Autres éléments du résultat global		Autres éléments du résultat global	
	Résultat net	Résultat net	Résultat net	Résultat net
Exposition au dollar américain	2,9 \$	22,8 \$	0,7 \$	(11,7) \$

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain par rapport au dollar canadien aurait l'effet contraire sur le résultat net et les AERG.

Juste valeur

La juste valeur représente le montant qui serait reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les estimations de la juste valeur sont effectuées à un moment précis, en tenant compte d'hypothèses concernant les montants, l'échelonnement des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation. Par conséquent, de par sa nature estimative et subjective, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments financiers.

La valeur comptable de la trésorerie, des débiteurs, et des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est établie en utilisant une méthode d'actualisation des flux de trésorerie futurs et des estimations formulées par la direction quant aux taux d'intérêts sur les marchés pour des émissions identiques ou similaires.

Les seuls instruments financiers de la Société qui sont évalués à la juste valeur de façon récurrente dans les périodes subséquentes à leur comptabilisation initiale sont les instruments financiers dérivés, soit les contrats de change à terme, les contrats de swaps de taux d'intérêt, les contrats de swap de taux d'intérêt fixes et de devises, les contrats de swap sur rendement total, et les contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises. La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie à l'aide d'une évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit de la contrepartie. Le modèle d'évaluation des contreparties conditionnelles tient compte de la valeur actualisée des paiements attendus par application d'un taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le paiement attendu est déterminé en évaluant les divers scénarios de réalisation des seuils de performance financière préétablis, le montant à payer aux termes de chaque scénario et la probabilité de réalisation de chacun de ces scénarios.

La Société présente une hiérarchie des justes valeurs sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour établir les évaluations à la juste valeur. La juste valeur des actifs et passifs financiers classés dans les trois niveaux suivants est évaluée comme suit :

- Niveau 1 - Cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques
- Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)
- Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

30 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Le tableau suivant présente la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers et des instruments financiers dérivés :

	Au 31 octobre 2021		Au 25 octobre 2020	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Contrats de change à terme à l'actif	7,2 \$	7,2 \$	2,7 \$	2,7 \$
Contrats de swaps sur rendement total à l'actif	—	—	0,3	0,3
Contreparties conditionnelles	(10,0)	(10,0)	(3,5)	(3,5)
Dette à long terme	(962,1)	(965,5)	(1 038,3)	(1 020,1)
Contrats de swaps de taux d'intérêt au passif	(9,5)	(9,5)	(25,3)	(25,3)
Contrats de swaps de taux d'intérêts fixes et de devises	(2,5)	(2,5)	—	—
Contrats de swaps sur rendement total au passif	(1,4)	(1,4)	—	—
Contrats de change à terme au passif	(0,7)	(0,7)	(0,8)	(0,8)

Ces instruments financiers correspondent au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs, à l'exception des contreparties conditionnelles à payer dans le cadre de regroupements d'entreprises qui correspondent au niveau 3. Au cours des exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, il n'y a eu aucun transfert d'instruments financiers entre les niveaux 1, 2 et 3.

Analyse de sensibilité des instruments financiers de niveau 3

Au 31 octobre 2021, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation de 10 % des seuils de performance financière projetés des entreprises acquises aurait été sans effet sur le résultat net. Une diminution de 10 % des seuils de performance financière projetés se serait traduite par une augmentation du résultat net de 10,0 millions de dollars.

La variation des instruments financiers de niveau 3 se détaille comme suit pour les exercices clos le :

	Note	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Solde au début de l'exercice		3,5 \$	10,6 \$
Regroupements d'entreprises	4	10,0	—
Variation incluse au résultat net ⁽¹⁾		(3,4)	(7,4)
Variation du cours de change		(0,1)	0,3
Solde à la fin de l'exercice		10,0 \$	3,5 \$

⁽¹⁾ Inclut un gain sur réévaluation de 3,4 millions de dollars et de 7,4 millions pour les exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020, respectivement, comptabilisé sous la ligne « Frais de restructuration et autres coûts (gains) » (note 6).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices clos le 31 octobre 2021 et le 25 octobre 2020

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire et les données par action)

31 GESTION DU CAPITAL

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant un ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement excluant la reconnaissance accélérée des revenus reportés, les frais de restructuration et autres coûts (gains) et la dépréciation d'actifs (le "résultat opérationnel avant amortissement ajusté") afin de conserver une cote de crédit élevée;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de pouvoir saisir des occasions d'investissements stratégiques.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net sur le résultat opérationnel avant amortissement ajusté comme indicateur principal de mesure de levier financier. Le ratio d'endettement net se présente comme suit pour les exercices clos le :

	31 octobre 2021	25 octobre 2020
Dette à long terme	778,2 \$	790,4 \$
Obligations locatives	137,3	132,0
Portion courante de la dette à long terme	187,3	229,7
Portion courante des obligations locatives	23,1	22,8
Trésorerie	(231,1)	(241,0)
Endettement net	894,8 \$	933,9 \$
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté	454,9 \$	499,4 \$
Ratio d'endettement net	1,97 x	1,87 x

32 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

REMBOURSEMENT DE DETTES

Le 1^{er} novembre 2021, la Société a remboursé par anticipation le solde de 185,8 millions de dollars (150,0 millions de dollars américains) de la tranche D des Prêts à terme en devises américaines.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 1^{er} novembre 2021, la Société a acquis la totalité des actions de H.S. Crocker Co., Inc. ("H.S. Crocker"), un fabricant d'opercules découpés pour l'industrie alimentaire et d'étiquettes pour l'industrie pharmaceutique, situé à Huntley, en Illinois, et à Exton, en Pennsylvanie. La Société procédera à l'évaluation de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de H.S. Crocker au cours des prochains trimestres. Cette acquisition permet à la Société de bonifier le portefeuille de solutions d'emballage et l'expertise pharmaceutique et médicale dans l'offre de produits de revêtements spécialisés.

Information aux actionnaires

Information financière historique

Pour les exercices clos le 31 octobre 2021, le 25 octobre 2020, le 27 octobre 2019, le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(non audités) (en millions de dollars, sauf les ratios)

	2021 53 semaines	2020 52 semaines	2019 52 semaines	2018 52 semaines	2017 52 semaines
RENTABILITÉ					
Revenus	2 643,4 \$	2 574,0 \$	3 038,8 \$	2 623,5 \$	2 007,2 \$
Revenus ajustés ¹	2 643,4	2 574,0	3 027,1	2 521,4	2 007,2
Résultat opérationnel avant amortissement	441,5	458,0	511,5	536,8	405,4
Résultat opérationnel avant amortissement ajusté ¹	454,9	499,4	475,8	459,4	396,7
Résultat opérationnel	233,8	241,4	309,5	367,7	302,0
Résultat opérationnel ajusté ¹	313,5	352,8	348,0	356,9	310,7
Résultat net attribuable aux actions participantes	130,6	131,7	166,1	213,4	211,5
Résultat net attribuable aux actions participantes ajusté ¹	206,4	227,0	220,2	239,4	213,7
LIQUIDITÉS					
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	315,3	427,0	431,6	312,5	324,1
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	138,3	97,5	125,6	80,0	48,8
Flux de trésorerie disponibles ^{1,2}	177,0	329,5	306,0	232,5	275,3
Dividendes sur actions participantes	78,3	77,9	76,0	68,6	60,9
Rachat d'actions participantes	s.o.	7,1	s.o.	23,6	s.o.
Trésorerie et équivalents de trésorerie	231,1	241,0	213,7	40,5	247,1
Sources de financement disponibles à court terme ³	662,1	673,8	646,4	309,7	647,1
SITUATION FINANCIÈRE					
Actifs totaux	3 612,9	3 598,4	3 781,8	3 782,2	2 136,7
Capitaux propres	1 764,3	1 738,6	1 691,2	1 634,1	1 218,7
Endettement net ¹	894,8	933,9	1 169,4	1 420,5	101,2
Cote de crédit (DBRS)	BBB (bas), stable	BBB (bas), négative	BBB (bas), stable	BBB (bas), stable	BBB (bas), stable
Cote de crédit (Standard & Poor's)	BBB-, stable	BBB-, négative	BBB-, négative	BBB-, négative	BBB-, stable
RATIOS					
Marge du résultat opérationnel avant amortissement ajusté ¹	17,2 %	19,4 %	15,7 %	18,2 %	19,8 %
Rendement sur l'avoir moyen des actionnaires ⁴	11,8 %	13,2 %	13,2 %	16,8 %	18,7 %
Ratio d'endettement net (levier financier) ^{1,5}	2,0 x	1,9 x	2,5 x	3,1 x	0,3 x

¹ Mesure non conforme aux IFRS. Une description complète des données financières non conformes aux IFRS et un rapprochement aux données financières conformes aux IFRS sont présentés dans le rapport de gestion de ce rapport annuel à la page 6.

² Définies comme les flux de trésorerie liés aux opérations des activités poursuivies moins les acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles.

³ Définies comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie plus le montant disponible en vertu des facilités de crédit renouvelables.

⁴ Défini comme le résultat net applicable aux actions participantes ajusté¹ divisé par la moyenne du solde de capitaux propres au début et à la fin de l'exercice.

⁵ Les ratios au 31 octobre 2021 et au 25 octobre 2020 tiennent compte de l'application de la norme IFRS 16. En excluant l'incidence de la norme IFRS 16, les ratios sont de 1,7x et 1,6x respectivement.

Information sur les actions

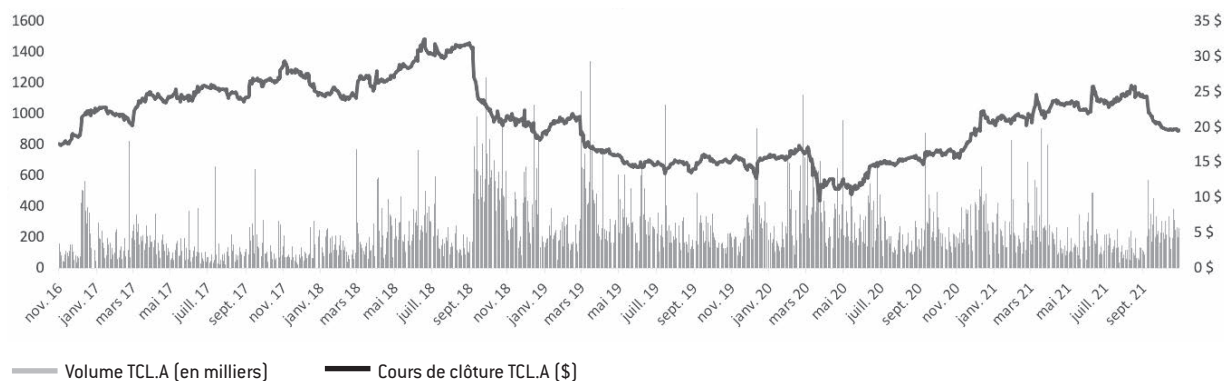
Information financière historique

Pour les exercices clos le 31 octobre 2021, le 25 octobre 2020, le 27 octobre 2019, le 28 octobre 2018 et le 29 octobre 2017

(non audités)

	2021	2020	2019	2018	2017
ACTIONS À DROIT DE VOTE SUBALTERNE CATÉGORIE A (TCL.A SUR LE TSX)					
Haut intrajournalier	26,45 \$	17,60 \$	22,53 \$	32,89 \$	28,77 \$
Bas intrajournalier	15,47 \$	9,50 \$	13,11 \$	20,08 \$	17,18 \$
Cours de clôture	19,60 \$	16,58 \$	15,05 \$	20,85 \$	28,12 \$
Volume total d'actions transigées	54 575 316	67 881 953	71 178 067	59 199 632	34 120 719
Volume quotidien moyen d'actions transigées	214 021	271 528	284 712	236 799	137 031
ACTIONS CATÉGORIE B (TCL.B SUR LE TSX)					
Haut intrajournalier	26,37 \$	17,71 \$	22,50 \$	32,79 \$	29,06 \$
Bas intrajournalier	15,55 \$	9,49 \$	13,91 \$	20,36 \$	17,37 \$
Cours de clôture	19,46 \$	16,72 \$	16,38 \$	20,74 \$	28,20 \$
Volume total d'actions transigées	191 154	226 669	281 311	171 144	267 135
Volume quotidien moyen d'actions transigées	1 467	1 453	1 465	685	1 073
INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE					
Dividendes sur actions participantes (en millions)	78,3 \$	77,9 \$	76,0 \$	68,6 \$	60,9 \$
Dividendes versés par action participante	0,90 \$	0,90 \$	0,87 \$	0,83 \$	0,79 \$
Rendement du dividende des actions participantes	4,6 %	5,4 %	5,8 %	4,0 %	2,8 %
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation – de base (en millions)	87,0	87,1	87,3	82,5	77,3
Flottant (en millions)	74,4	74,2	74,6	74,6	65,0
Valeur comptable par action participante	20,27 \$	19,98 \$	19,37 \$	19,81 \$	15,77 \$
Capitalisation boursière (en millions)	1 704 \$	1 445 \$	1 333 \$	1 820 \$	2 182 \$
Valeur d'entreprise (en millions)	2 599 \$	2 379 \$	2 502 \$	3 240 \$	2 283 \$

Cours de clôture et volume de l'action



Information sur la Société

Principales adresses

Siège social TC Transcontinental

Transcontinental inc.

1, Place Ville Marie, bureau 3240
Montréal (Québec) Canada
H3B 0G1
t. 514 954-4000 • f. 514 954-4016
www.tc.tc

TC Emballages Transcontinental

8700, avenue Bryn Mawr Ouest, bureau 1000N
Chicago (Illinois) États-Unis
60631
t. 773 877-3300 • f. 773 877-3301

TC Imprimeries Transcontinental

100 B, Royal Group Crescent
Vaughan (Ontario) Canada
L4H 1X9
t. 905 663-0050 • f. 905 663-6268

TC Media

5800, rue Saint-Denis, 9^e étage
Montréal (Québec) Canada
H2S 3L5
t. 514 273-1066 • f. 514 276-0324

Relations avec les investisseurs

Yan Lapointe

Directeur, Relations avec les investisseurs
t. 514 954-3574
c. yan.lapointe@tc.tc

Agent de transfert et registraire

Compagnie Trust TSX
2001, boul. Robert-Bourassa, bureau 1600
Montréal (Québec) H3A 2A6
t. 1 800 387-0825

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

L'assemblée annuelle des actionnaires de Transcontinental inc. aura lieu le 8 mars 2022, à 14 h 30, au Club Saint-James de Montréal, situé au 1145, avenue Union, Montréal (Québec) Canada.

Information complémentaire

Actionnaires, investisseurs et analystes

Pour tout renseignement financier ou pour recevoir de la documentation supplémentaire au sujet de la Société, s'adresser au Service des relations avec les investisseurs ou consulter la section « Investisseurs » du site Internet de la Société, au www.tc.tc

Médias

Pour des renseignements généraux au sujet de la Société, s'adresser au Service des communications au 514 954-4000 ou à contactmedia@tc.tc

Dons

Pour toute information au sujet de la Politique d'octroi de dons de la Société, consulter le site Internet de la Société à l'adresse www.tc.tc sous la rubrique « Gouvernance – Politiques ». Pour toute demande de dons, prière d'envoyer l'information pertinente en lien avec votre activité, événement ou campagne par courriel à communications@tc.tc.

Communications en trop

Certains actionnaires peuvent recevoir plus d'un exemplaire des publications comme les états financiers consolidés résumés intermédiaires et le rapport annuel. Nous nous efforçons d'éviter que cette situation se produise. Les actionnaires qui reçoivent des exemplaires en trop sont priés d'en aviser la Compagnie Trust TSX au 1 800 387-0825.

Information

Ce rapport annuel est disponible à la section « Investisseurs » du site Internet de la Société. La liste des établissements de Transcontinental inc. est aussi disponible sur son site Internet.

English versions of the Annual Report, the *Annual Information Form* and *Management's Discussion and Analysis* and condensed interim financial statements are available upon request, by contacting the Investor Relations Department or on www.tc.tc

Production du rapport annuel

Direction générale : Service des communications d'entreprise

Conception graphique et direction artistique : Transcontinental Prémédia

Photographie : Équipes internes, Transcontinental Prémédia

Traduction : Service des communications d'entreprise

Impression : Transcontinental Ross-Ellis



Ce rapport annuel est imprimé sur des papiers Supreme, Euroart et Husky conformes aux normes du Forest Stewardship Council® (FSC®).

À noter également, notre usine d'impression Transcontinental Ross-Ellis est certifiée FSC®.

Imprimé au Canada

Gouvernance

Conseil d'administration

Isabelle Marcoux, C.M.

Présidente du conseil,
Transcontinental inc.

Peter Brues

Président et chef de la direction,
Transcontinental inc.

Jacynthe Côté^{2,4}

Administratrice de sociétés

Nelson Gentiletti

Administrateur de sociétés

Yves Leduc³

Aviseur spécial du président du conseil,
Velan inc.

Nathalie Marcoux

Vice-présidente aux finances,
Capinabel inc.

Pierre Marcoux

Président,
Groupe Context inc.

Rémi Marcoux, C.M., O.Q., FCPA, FCA

Fondateur et administrateur,
Transcontinental inc.

Anna Martini, FCPA, FCA^{1,2}

Vice-présidente exécutive et
chef de la direction financière,
Groupe CH

Mario Plourde³

Président et chef de la direction,
Cascades inc.

Jean Raymond²

Vice-président du conseil,
directeur général et chef des marchés
des capitaux CIBC – Québec,
Marchés mondiaux CIBC inc.

François R. Roy¹

Administrateur de sociétés

Annie Thabet^{1,3}

Administratrice de sociétés et associée,
Celtis Capital inc.

Comité de direction de la Société

Peter Brues

Président et chef de la direction

Magali Depras

Chef de la stratégie et de la RSE

Christine Desaulniers

Chef de la direction des affaires juridiques
et secrétaire de la Société

Benoît Guilbault

Chef de la direction des technologies
de l'information

Donald LeCavalier

Chef de la direction financière

Lyne Martel

Chef de la direction des
ressources humaines

Thomas Morin

Président, TC Emballages Transcontinental

Eric Morisset

Chef du développement de la Société

Brian Reid

Président, TC Imprimeries Transcontinental

François Taschereau

Vice-président des communications
d'entreprise et affaires publiques

Autres dirigeants de la Société

Isabelle Côté

Vice-présidente et contrôleur de la Société

Frédérique Deniger

Vice-présidente de l'audit interne

Mathieu Hébert

Trésorier

En date du 10 décembre 2021

¹ Membre du Comité d'audit

² Membre du Comité des ressources humaines et de rémunération

³ Membre du Comité de gouvernance et de responsabilité sociale

⁴ Administratrice principale

Énoncés prospectifs

Nos communications publiques comprennent souvent des énoncés prospectifs, verbaux ou écrits, formulés d'après les attentes de la direction et assujettis à un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Par leur nature, les énoncés prospectifs reposent sur plusieurs hypothèses tant générales que spécifiques. La Société conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces énoncés, car les résultats ou événements réels pourraient différer de façon importante des attentes exprimées ou sous-entendues dans ces énoncés prospectifs. De tels énoncés prospectifs peuvent comprendre des observations concernant les objectifs de la Société, sa stratégie, ses résultats financiers prévisionnels et des perspectives quant à ses activités. La performance future de la Société pourrait aussi être touchée par un certain nombre de facteurs, dont plusieurs sont hors du contrôle ou de la volonté de la Société. Ces facteurs incluent, entre autres, la conjoncture économique dans le monde, les changements structurels dans les industries où la Société exerce ses activités, l'effet du développement et de l'adoption de produits numériques sur la demande des services liés aux détaillants et la demande des autres produits imprimés, la capacité de la Société de générer une croissance interne dans des industries hautement concurrentielles, la capacité de la Société à compléter des acquisitions dans le secteur de l'emballage et de les intégrer adéquatement, l'incapacité de maintenir ou d'améliorer l'efficacité opérationnelle et d'éviter les perturbations pouvant nuire à sa capacité de respecter les échéanciers, la cybersécurité et la protection des données, l'environnement politique et social ainsi que les changements au niveau réglementaire ou législatif, notamment en matière environnementale ou de distribution de porte en porte, les changements dans les habitudes de consommation notamment liées à des questions de développement durable et d'utilisation de certains produits ou services tels que la distribution de porte en porte, le changement des habitudes de consommation ou la perte d'un client majeur, la consolidation de sa clientèle, la sécurité et la qualité de ses produits d'emballage utilisés dans l'industrie de l'alimentation, la protection de ses droits de propriété intellectuelle, le taux de change, la disponibilité des capitaux à un coût raisonnable, les mauvaises créances de certains clients, le contrôle des importations et des exportations, les coûts des matières premières, du transport ainsi que de l'énergie consommée, la disponibilité des matières premières, le recrutement et la rétention du talent, la fiscalité, les taux d'intérêt et l'incidence de la pandémie de la COVID-19 sur ses activités, ses installations et ses résultats

financiers, les changements dans les habitudes de consommation des consommateurs et les changements sur les activités et la situation financière des clients de la Société découlant de la pandémie de la COVID-19 et l'efficacité des plans et des mesures mis en place en réponse à cet égard. Les principaux risques, incertitudes et facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le *Rapport de gestion* pour l'exercice clos le 31 octobre 2021 ainsi que dans la plus récente *Notice annuelle*.

Sauf indication contraire de la part de la Société, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet potentiel d'éléments non récurrents ou d'autres éléments exceptionnels, ni de cessions, ni de regroupements d'entreprises, ni de fusions ou d'acquisitions qui pourraient être annoncées ou conclues après la date du 9 décembre 2021. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport sont faits conformément aux dispositions prévues dans les lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières en matière d'exonération. Les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport annuel sont basés sur les attentes actuelles et sur les données disponibles au 9 décembre 2021. Des énoncés prospectifs peuvent être également intégrés à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières au Canada ou à toute autre communication. La direction de la Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés, à moins que les autorités ne l'exigent.

Bâtir un avenir durable...

avec nos clients,

en les accompagnant dans leur démarche
de développement durable.

avec nos employés,

en agissant dans un but commun.

avec nos actionnaires,

en dirigeant l'entreprise avec
vision et de manière responsable.

avec nos communautés,

en soutenant leur développement
économique et social local.